la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

Dans ce numéro :

En Belgique aussi... **Le salut par l'indépendance du syndicalisme** par F. Liebaers

Etats Généraux de la France laïque
Ni Dieu ! Ni César !... par R. Hagnauer

Déchirure dans le rideau de fer par A. Rosmer

Juin 1848 De l'enthousiasme à la déception ...et au massacre par Pierre Mad

17e année. — No 317. — Nouvelle série No 16 JUILLET 1948. — Prix : 30 francs

LA REVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire

(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois	170 fr.
Un an	300 fr.

EXTERIEUR

Six mois	200 fr.
Un an	380 fr.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction à R. Hagnauer, et l'Administration à J.-P. Finidori, à la

Révolution prolétarienne,

14, rue de Tracy — PARIS (IIe)

PERMANENCE
Tous les soirs, de 17 à 19 heures
le samedi, de 16 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux :

Révolution prolétarienne 734-99 Paris

SOMMAIRE DU N° 16

(JUILLET 1948)

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1° *De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire, en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ;*

2° *De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1948 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C. G. T. à la division et à l'impuissance. La politique de la présence, sans mandat ni garanties, rend la C. G. T. dépendante du gouvernement ;*

3° *De rappeler que l'unité syndicale implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la C.G.T., les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;*

4° *De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent pas, au contraire ;*

5° *De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans la C.G.T. et la Fédération syndicale mondiale. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant son rôle ni avec le Bureau international du Travail ni avec l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé à la C.G.T. et à l'Internationale ;*

6° *De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ;*

7° *De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale : l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.*

Déchirure dans le «rideau de fer»

Qu'un pan du rideau soit tombé et que ce soit le Kominform qui l'ait abattu, c'est plus qu'on ne pouvait espérer ; que le rebelle qui a provoqué l'éclat soit Tito n'est pas moins surprenant. Qu'il ait fallu porter le conflit sur la place publique suffit à en marquer la gravité : Staline tout-puissant n'a pu avoir le dernier mot ; les discussions qui se sont déroulées secrètement depuis plus d'un mois, les pressions, les menaces n'ont abouti qu'à un échec qu'il faut confesser. Jusqu'où ira-t-on maintenant ? Les principaux acteurs du drame l'ignorent sans doute eux-mêmes. Le ton des polémiques entre les « petits frères slaves » n'était pas très significatif : le vocabulaire stalinien est plutôt pauvre. Mais l'attitude et les actes des dirigeants de la minuscule Albanie sont parfaitement clairs ; c'est une provocation ; si Belgrade y répond par les mesures de force habituelles, elle déclenchera une intervention de Moscou, respectueuse comme on sait de la sainteté des traités ; les blindés russes que nos staliniens sont si impatients de voir à Paris devraient aller d'abord à Belgrade.

Tito, de son côté, paraît être très sûr de lui, de sa police, de son armée, de l'appui des populations qui habitent son royaume. Des informations montrent que sa confiance serait partiellement justifiée ; le correspondant du **New-York Times** à Belgrade note le fait qu'il n'a pas été nécessaire de prendre des mesures spéciales de protection. Comme Tito n'ignore rien du mécanisme des « purges » staliniennes, on peut bien supposer qu'il a employé au mieux le délai que les tractations vaines lui ont accordé. D'après une dépêche de Lugano au **Giornale della Sera** un représentant diplomatique d'une puissance occidentale aurait déclaré que les cercles diplomatiques de Belgrade étaient au courant du conflit depuis plus d'un mois et que, durant cette période, il y aurait eu des négociations entre Tito et Washington, au sujet de l'aide du plan Marshall.

Ces informations ne doivent être accueillies qu'avec réserve ; fausses nouvelles et documents fabriqués ne vont pas manquer. Le mieux est, pour l'instant, de se borner à dégager les causes et le sens de la querelle.

Une des raisons qui ont rendu nécessaire la création du camouflage baptisé Kominform a été la préoccupation d'éviter, en tout cas d'atténuer, d'amortir les heurts entre ce qu'on appelle encore les partis communistes. Ces partis sont en proie depuis la guerre à un chauvinisme mégalomane qui les dresse fréquemment les uns contre les autres ; ils revendiquent les mêmes territoires. En cela, le Kominform n'est certainement pas une résurrection masquée du Komintern.

L'empire russe est tout de même bien grand à présent ; de Vladivostok à Berlin, c'est beaucoup. Ce n'est plus si facile de le gouverner, de maintenir en place les contrées disparates qu'il a englobées. Quelle est la situation intérieure dans la Russie même ? On ne risque pas de se tromper en affirmant qu'elle est difficile. La guerre a révélé l'état d'esprit des populations : il a fallu liquider celles des républiques qui avaient accueilli les Allemands comme des libérateurs ; le contact avec l'Occident capitaliste a été bien dangereux ; les désertions ont été nombreuses ; surtout ouvriers et paysans russes attendaient autre chose de la « victoire » que le même régime harassant.

Avec les pays annexés et les satellites, la tâche devint infiniment plus compliquée. Les « petits frères slaves » étaient moins disposés encore que par le passé à s'entendre entre eux ; ils avaient tous de grandes ambitions et, bien que leurs gouvernants aient été mis en place par Moscou, ils prétendaient suivre une politique indépendante quand leurs intérêts nationaux le commandaient. La vie économique de la péninsule balkanique a des exigences que pourrait seule satisfaire une fédération : c'est la solution que n'ont cessé de prociamer les socialistes et, avec eux, Elisée Reclus il y a plus d'un demi-siècle. Les grandes puissances, préoccupées seulement d'utiliser les antagonismes locaux, s'y étaient toujours montrées hostiles, et Dimitrov s'aperçut, il n'y a pas longtemps, que Staline n'en est pas davantage favorable. Pas de fédération balkanique, pas de groupes régionaux de satellites. Tous doivent aller à Moscou chercher la vérité — et les consignes.

Seulement les intérêts ne coïncident pas toujours, et surtout Moscou est incapable de fournir le matériel et les produits dont ces pays ont le plus besoin pour bâtir leur économie. Moscou n'a toujours à vendre que du matériel de guerre ; le régime que la politique « canons d'abord » entraîne est subi par les Russes ; l'appareil policier est encore assez fort pour l'imposer ; mais pour les paysans, artisans, ouvriers balkaniques, même pour les plus pauvres, c'est un régime insupportable.

Il semble bien que là soit la cause principale du conflit. La guerre a laissé en Russie des ruines immenses ; les ressources du pays qui ne seraient pas même suffisantes pour les réparer sont gaspillées en grande partie par la politique militaire et militariste ; alors on pille partout, même chez les satellites, et on prétend encore leur imposer une politique économique basée sur les besoins de Moscou, les contraindre à repousser l'aide économique que seule l'Amérique peut leur donner.

Il avait suffi d'un article de la **Pravda** pour que Dimitrov reconnaisse ses erreurs et affirme que Staline a toujours raison. Pressions et menaces n'ont rien pu faire contre Tito ; c'est pourquoi il est devenu nécessaire de mobiliser le Kominform contre lui. Situation paradoxale puisque c'est précisément Belgrade qu'on avait choisi comme siège du Kominform, et que lors de la conférence de fondation, le parti yougoslave avait fait figure, à côté des Russes, de parti modèle, mais qui montre que les dirigeants russes sont désormais débordés par les événements et les développements, qu'ils sont incapables de prévoir, même le proche avenir. Dégagée de son fatras, la « doctrine » du Kominform était un appel à une action plus énergique des partis communistes des puissances occidentales ; on les accusait de ne pas utiliser à plein leurs forces. Ils devaient susciter une agitation, la pousser aussi loin que possible, désorganiser la production de façon que l'aide américaine venant trop tard soit inopérante, surtout imposer le retour de staliniens au gouvernement en France et en Italie. Pour Staline il est inadmissible qu'on puisse gouverner en France sans son parti ; il doit avoir des minis-

tres pour être exactement renseigné ; le récent débat parlementaire sur la nationalisation de l'usine Gnome et Rhône a montré comment les staliniens occupent les ministères et les exploitent.

On sait comment finit l'aventure : désastre en France, désastre plus grand encore en Italie. Les événements révéleront la parfaite ignorance des Jdanov et Cie, les maîtres de l'heure en Russie qui ne font rien d'ailleurs sans l'assentiment de Staline. Mais il n'était pas dans les règles de les rendre responsables de l'échec. Il fallait trouver un bouc émissaire qui se chargerait de toutes les fautes, dénoncerait l'aventurisme, permettrait le zigzag sur la droite pour essayer à présent de la manière douce avec Washington. C'est le rôle que, cette fois, on réservait à Tito. Or Tito refuse de le jouer ; il refuse de confesser ses erreurs. Grand scandale. Alors qu'il suffit de hausser la voix pour qu'un Benès s'incline, une créature de Staline résiste, prétend s'insurger contre ses voisins balkaniques, contre Staline lui-même. C'est qu'il y a une différence entre Tito, d'une part, et de l'autre, les Dimitrov, les Kolarov, les Racoszi. Ceux-ci sont des hommes usés ; ils sont du début du Komintern, des survivants qui ont laissé exécuter leurs camarades de lutte, qui ont parfois poussé à leur exécution. Staline peut tout leur demander.

Tito, c'est autre chose ; il appartient à une autre génération, une autre équipe ; il n'est pas de formation léniniste mais stalinienne, de cette formation activiste experte dans les manœuvres, et en cela seulement. Ce n'est pas Staline qui l'a porté au pouvoir, c'est Churchill. Il est le héros de la résistance, le chef des partisans ; il a combattu seul, il a seul libéré la Yougoslavie — comme Staline a seul libéré la Russie, et comme Staline il est maréchal. Si les Russes sont infatués, il ne l'est pas moins et entend être traité en égal. Mais dans le stalinisme il n'y a place que pour un fuehrer.

L'événement récent donne son plein sens au « procès de Moscou » qui s'est déroulé à Lioubliana du 20 au 26 avril dernier où dix des accusés, tous hauts personnages de l'Etat, furent condamnés à mort comme de « vils traîtres » — selon le Vychinski yougoslave — et exécutés. Peu de jours après, deux ministres disparaissaient : Tito n'ignore rien de la technique totalitaire. Il a autour de lui une clique qui paraît être non moins résolue à la résistance, les trois hommes dénoncés dans la résolution d'excommunication : le ministre de l'Intérieur Rankovitch, un Serbe, tailleur de profession et policier par goût ; Djilas, un Monténégrin fougueux et batailleur, comme les hommes de sa montagne ; le troisième, Kardelj, est celui qu'on connaît le mieux à l'étranger car il a participé à toutes les grandes conférences internationales ; c'est un Slovène qui fut instituteur et est maintenant l'expert en politique étrangère de la clique dirigeante ; il a un pied bot, comme Goebbels.

De l'interminable résolution de Bucarest — pleine de contradictions, où Tito est dénoncé à la foi comme trotskiste, menchéviste et boukhariniste — le **Manchester Guardian** dit que c'est un « document vraiment comique » et qu'il y a quelque chose d'irrésistible à imaginer Staline censurant Tito comme dictateur, et des Russes se plaignant d'être espionnés en Yougoslavie ; il y a le plaisir — plaisir amer — de voir les communistes de tous les pays se bousculer dans leur hâte à dénoncer le héros d'hier ; comment ne pas rire quand on entend les chefs les plus fameux des « nouvelles démocraties » parler de « régime honteux, terroriste, purement turc ». C'est un aspect secondaire de l'histoire mais qui n'est pas non plus sans importance.

Le coup d'essai du Kominform n'aura certainement pas été un coup de maître. Il n'aura réussi qu'à ridiculiser les partis staliniens, à les affaiblir, à démasquer leur prétention d'être les purs hérauts de l'indépendance de leur pays, à souligner les faiblesses de l'empire russe, à révéler — ce qu'on savait déjà mais qui est maintenant affiché — que Staline n'est pas en état de faire la guerre, à confirmer Washington dans sa politique d'aide à l'Ouest et de fermeté à l'Est, à souligner la valeur du plan Marshall comme instrument de la diplomatie américaine — c'est-à-dire exactement le contraire de ce qu'il s'était proposé.

A. ROSMER.

L'Histoire sainte ...en Roumanie

La manière dont la Constitution a été imposée est en plein accord avec la terreur générale qui règne maintenant dans chaque domaine de la vie du pays. Le journaliste stalinisant, américain ou anglais, qu'on trouve parfois ici, en est réduit à dire que c'était pire sous l'ancien régime. C'est une appréciation qu'on pourrait discuter. Le régime actuel gouverne en vertu d'une police secrète communiste toute-puissante, d'un réseau de mouchards appointés, de visites domiciliaires nocturnes, de la « mise au pas » de la presse, du théâtre, de la littérature, du cinéma et des écoles. Les victimes de cette terreur peuvent même sourire à propos de certains aspects de la « coordination », tels, par exemple, les livres scolaires où Lénine est déifié comme un nouveau Christ, avec Karl Marx comme son saint Jean-Baptiste. En voici deux courts extraits :

« Quand Marx apprit la naissance de Lénine, il envoya une pelote de fil à la mère de Lénine, lui demandant de mesurer le bébé chaque mois et de lui envoyer alors le morceau de fil précisant son développement, et il dit : « Je veillerai étroitement sur la croissance de cet enfant, car il fera de grandes choses pour l'humanité. »... Quand Lénine fut devenu assez grand, Marx lui céda toute sa sagesse. Et quand les camarades venaient à Marx pour lui demander conseil, il leur disait : « Tout ce que je savais je l'ai enseigné à Lénine. Allez à Lui et fiez-vous à Lui en toutes choses. »

La Révolution d'Octobre est ainsi décrite :

« L'empereur Guillaume et le tsar Nicolas envoyèrent leurs armées au front, mais la bataille ne s'engageait pas. Ils demandèrent à leurs généraux d'aller voir ce qui se passait. Alors, Lénine se dressa entre les lignes et dit : « Soldats, vous vous battez sur le mauvais front. » Aussitôt, les soldats s'en retournèrent tous dans leurs foyers. Ainsi finit la Grande Guerre. »

Une invention anticommuniste ? Oh, non. Le livre dont j'ai extrait ces anecdotes « politiques » est de lecture obligatoire dans toutes les écoles roumaines.

D'un correspondant de Bucarest au « New Leader ».
(New-York, 29 mai 1948)

Le Carnet du Sauvage

Grabuge ou ouragan ?

(1re SCENE DU 2e ACTE)

(Cette scène se passe à Clermont-Ferrand)

Vous vous souvenez des menaces faites par Molotov et rapportées par Bevin aux Communes en fin janvier dernier : Si l'Angleterre et la France poursuivent la réalisation du plan Marshall, elles iront au-devant du grabuge et même de l'ouragan.

C'était l'explication des grèves insurrectionnelles d'octobre, novembre et décembre.

Faut-il encore voir là aujourd'hui l'explication des grèves de Clermont-Ferrand et des incidents tragiques du 15-16 juin ?

Les grèves de chez Bergougnan et de chez Michelin ont-elles été, en même temps que des grèves pour l'augmentation de 20 % des salaires, des grèves contre le plan Marshall ? Les revendications ouvrières les plus légitimes ont-elles été exploitées une fois de plus pour des fins très spéciales — je n'ose pas dire politiques — par les fanatiques du parti stalinien ?

Certes, la comédie gouvernementale de la baisse des prix ne dupe plus guère personne. Sauf Bothereau, peut-être. A pousser plus loin l'aveuglement et l'inaction, F. O. comme la C.F.T.C. ne pourront qu'enregistrer de nouveaux incidents comme ceux de Clermont-Ferrand.

Gérard Espéret, que la Confédération chrétienne avait délégué à Clermont, a relaté dans « Syndicalisme » (24 juin), une petite scène qui devrait faire réfléchir nos champions de la baisse illusoire des prix :

« Le jour de mon départ, un de nos camarades de chez Michelin me présentait son aîné, gentil petit gars de 7 à 8 ans, et me disait : « Il y en a trois « derrière lui à la maison, et je gagne 11.500 francs « par mois; comment veux-tu que je fasse ? Je ne sais « plus. » Il avait refusé la grève, mais il en avait assez de cette situation. »

Ce qui s'est produit à Clermont se reproduira fatalement ailleurs. Mais ces nouveaux incidents, qu'il est trop facile de prévoir, ne bénéficieront probablement pas du même miracle. Car, il faut bien le constater, Clermont a bénéficié d'un véritable miracle : aucun mort. Plus de deux cents blessés, pas un tué.

Les staliniens n'ont pas encore réussi à tenir la large flaque de sang qu'ils cherchent depuis tant de mois. Ils avaient cru l'avoir trouvée l'autre fois à Valence ; malheureusement pour eux, et pour tous, il y avait eu en regard le déraillement d'Arras par sabotage avec vingt tués.

Imaginez ce qui se serait passé par toute la France s'il y avait eu une vingtaine de morts parmi les grévistes de Bergougnan. Déjà, l'appel à la grève générale de protestation, lancé par la C.G.T. stalinienne, a trouvé un écho chez des travailleurs qui ne sont pas suspects de sympathie pour Frachon et son maître Staline. C'est qu'ils avaient été indignés par l'exploit du ministre socialiste Jules Moch, employant la police pour vider, non pas ce qu'il a appelé un abcès, mais des grévistes qui occupaient leur usine.

Le Léop aurait pu saluer la première phase de la lutte pour la République populaire dont il rêve depuis les événements de Tchécoslovaquie et qui ferait de lui pour le moins un ministre ou un commissaire du peuple.

Deux sons de cloche assez différents se sont fait entendre. Les journaux de Clermont ont dit que les événements avaient été grossis. Hum ! Il y a bien eu deux cents blessés ? C'est quelque chose cela. Par contre, l'on nous a dit : « Vous n'obtiendrez pas pour la R.P. une monographie des grèves et des incidents de Clermont. Personne parmi les militants connus n'osera, sous sa signature, dire ce qu'il croit être la vérité. Il y a là-bas un rideau de peur. » J'ai peine à le croire. Mais je suis bien obligé de constater que nous n'avons pas reçu à temps cette monographie.

Cependant, ce n'est pas en imitant l'autruche et en se fourrant la tête dans le sable qu'on conjurera le danger. Marchadier, le secrétaire de l'Union départementale du Puy-de-Dôme, — membre en même temps du Comité Central du parti communiste, — et son lieutenant Diot, sont, paraît-il, des hommes de la nouvelle génération forgée par le stalinisme, des militants professionnels alliant l'action syndicale à l'insurrection, comme on l'apprend dans les ateliers-écoles de Bobigny, Moscou et Belgrade ; des militants de grand courage et d'un fanatisme non moins grand. Ils sont convaincus de se battre vraiment pour la Révolution en se battant pour Moscou. Ouvrir les yeux à de tels hommes est un des problèmes qui se posent à nous. Il en est un autre, celui de leur tenir tête. Il faut pouvoir leur opposer des militants d'un courage physique égal au leur — c'est possible — et d'une confiance aussi ferme dans leurs propres idées, dans leur propre conception de l'émancipation ouvrière. Cela, c'est plus difficile ; c'est ce qui manque le plus ; et ce que le réformisme est radicalement impuissant à enfanter.

La bombe Tito

Pour une surprise, c'est une surprise. Décidément, il ne faut jamais désespérer. Rien ne peut empêcher de se produire ce qu'appelle la nécessité des conditions économiques. Nous avions trop tendance à renoncer à comprendre ce qui se passe en Europe centrale, dans ces divers pays sur lesquels le totalitarisme stalinien a abattu sa main. Pas facile de comprendre évidemment, lorsque un socialiste ou un révolutionnaire de ces pays peut répondre : « Je voudrais vous y voir. Je n'avais le choix qu'entre être ministre ou pendu. »

Que s'est-il passé entre Tito et Staline ? Entre le parti communiste yougoslave et le Kominform ? Entre la Yougoslavie et la Russie ?

Ce n'est pas la résolution kilométrique publiée par « l'Humanité » du 29 juin, qui nous l'apprendra. J'ai retrouvé là le jargon stalino-marxiste des résolutions que je m'efforçais avec candeur de lire et d'éplucher il y a vingt-cinq ans. Je croyais alors que ces textes étaient faits pour éclairer une situation. Assez vite je fus obligé de me rendre compte qu'ils étaient faits, au contraire, pour l'obscurcir. Cette résolution sur la Yougoslavie est un modèle du genre. Il est difficile de faire mieux comme charabia ou comme brouillard artificiel. Duclos et Fajon, malgré la peine qu'ils se donnent, n'y ajouteront rien.

Accuser de trotskisme, de boukharinisme le gouvernement et le parti communiste de Yougoslavie est une plaisanterie qui n'a même pas le mérite d'être drôle.

La cause réelle et profonde du heurt entre Tito et Staline, vous la trouverez noir sur blanc dans notre numéro d'avril, en lisant ou relisant le document que nous avons publié alors sur l'orientation nouvelle de la Yougoslavie. Il se terminait ainsi : « Toute cette politique d'asservissement à l'impéria-

lisme soviétique est absolument contraire aux intérêts véritables des peuples yougoslaves. » L'impérialisme russe a pesé d'un poids si lourd sur la nation yougoslave que celle-ci a fini par se révolter.

Le tableau tracé par Zivko Topalovitch à la Conférence internationale des partis socialistes des pays du Centre et de l'Est européen, tableau dont nous avions reproduit une partie, s'est révélé terriblement exact. La Russie a voulu imposer à la Yougoslavie, dont 76 % de la population sont des paysans, la création d'une industrie lourde destinée à produire non des articles de consommation ou de l'outillage agricole, mais uniquement des armes de guerre. Il a fallu exporter des quantités considérables de vivres en Russie et en Roumanie, ravitailler l'armée de Markos, soutenir économiquement et militairement l'Albanie; entretenir une armée quatre fois plus grande qu'avant guerre, cette armée qui devait occuper Londres l'année prochaine.

C'est dans le poids russe sur la Yougoslavie que réside la cause essentielle du conflit qui a surpris l'univers. Tout le reste découle de là : l'hostilité manifestée contre les spécialistes russes civils et militaires, les jugements sur le régime russe et la politique imposée par la Russie à ses Etats satellites. Staline a exagéré, la patience de Tito s'est épuisée. Le communisme n'a rien à voir là-dedans. Pas plus que Staline, je le crains, Tito ne se souvient qu'il est communiste. Il démontre seulement qu'il n'est pas un esclave et qu'il n'entend pas laisser sacrifier les peuples yougoslaves à l'impérialisme russe.

Une Russie fidèle au communisme se serait comportée tout différemment dans les Balkans. Elle aurait aidé et apporté au lieu de prélever et d'emporter. Elle n'aurait pas excité les différents nationalismes. Elle n'aurait pas cherché à annexer ces divers pays en prétendant les incorporer de force comme soi-disant Républiques Soviétiques. Au lieu d'empêcher la Fédération des Etats Balkaniques, c'est elle qui en aurait présidé la réalisation, servant de conciliatrice et d'arbitre au besoin.

Staline recueille ce qu'il a semé. C'est justice. C'est le commencement de la justice.

Retour de la Haye

Je m'étais trompé en pensant que la participation de militants comme Mathé, Lapeyre et Lafond au congrès de l'Europe, qui s'est tenu à la Haye en mai dernier, avait son explication dans le malaise laissé par le congrès F.O. Evidemment, ils n'avaient pas été qualifiés de trublions comme les signataires de la déclaration d'Angers. Il n'en restait pas moins que leur geste ressemblait fort à une fugue d'indépendance hors des chemins battus.

Déjà la présence de Chevalme parmi eux pouvait mettre en garde contre cette appréciation. Il y avait mieux : Jouhaux lui-même avait promis sa participation. Son nom figurait juste derrière celui de Churchill sur l'affiche annonçant les orateurs qui devaient parler au grand meeting d'Amsterdam. Il n'a pas fait le voyage parce qu'il a calqué son attitude sur celle des trade-unionistes anglais. Mais on ne peut donc penser qu'il était hostile à une participation à ce congrès des Etats-Unis d'Europe.

Mathé nous dit plus loin, un peu rapidement peut-être, à quels mobiles il a obéi, ainsi que ses camarades de délégation, en se rendant à la Haye. Il montre ce qu'ils ont fait là-bas et ne cache pas les espoirs qui l'animent.

Je voudrais partager ces espoirs, mais cela m'est bien difficile. J'ai l'impression qu'en ce moment où l'internationale syndicale ne fait absolument rien de ce qui devrait être sa tâche, où l'internationale communiste s'est réduite à n'être que la 5e colonne de l'impérialisme russe, où l'internationale socialiste en est à chercher ses tronçons épars, des camarades ont pensé — ont pu légitimement penser — qu'il valait la peine de courir se mêler à quiconque voulait sortir l'Europe du pétrin où elle se trouve. Ils se donnaient ainsi l'illusion de faire quelque chose. Tenter n'importe quoi, plutôt que de ne rien faire. Du moment que la classe ouvrière ne prend plus la tête et l'initiative dans la lutte pour la paix et contre les nationalismes, pourquoi ne pas se mêler à ceux, bourgeois de toutes opinions, même du grand modèle Churchill ou du petit modèle Paul Reynaud, qui disent vouloir réaliser les Etats-Unis d'Europe? Pourquoi ne pas apporter le coup d'épaule des syndicalistes? Même si les principes doivent en recevoir une entorse, si l'on se place là hors du terrain de classe, même si l'on pousse ainsi fort loin la politique de la présence.

C'est à un tel sentiment qu'ont obéi Mathé et ses camarades. Cela pose d'ailleurs un problème de méthode. On m'a dit souvent, depuis plusieurs années, que nous nous enfermions, syndicalistes révolutionnaires, dans une situation illogique : « Vous ne voulez donner votre effort que sur le terrain syndical et pourtant vous ne le pouvez pas, soit que les syndicats se limitent à une action corporative, soit que les Confédérations n'aient aucune des grandes ambitions que vous leur souhaitez. Vous égrenez le chapelet du syndicalisme révolutionnaire, mais les syndicats se passent fort bien de vous. Sortez donc de votre coin. Mêlez-vous aux grands courants. Portez-y votre esprit de classe et votre esprit internationaliste. »

C'est ce que me disait déjà Raymond Lefebvre, il y a une trentaine d'années, quand il voulait m'entraîner à l'A.R.A.C., qu'il était en train de fonder. Cela m'a été dit tout récemment encore, à propos du Rassemblement Démocratique Révolutionnaire.

Il y a probablement quelque chose de vrai là-dedans. Cela ne veut pas dire qu'il faille n'importe quand faire n'importe quoi. Encore moins sauter sur toutes les occasions de discourir et de plastronner. Ce serait le sûr moyen de se faire dindonner, soi et ses idées.

Le danger gaulliste

— Qu'est-ce qui t'a pris de foncer avec cette violence contre le danger gaulliste dans le mouvement syndical ?

— Tu trouves sans doute que ce danger est inexistant. Erreur. Il n'était pas possible de laisser le travail de termites des gaullistes se poursuivre dans toutes les organisations syndicales, de la plus à gauche à la plus à droite, et former tranquillement leurs groupes dans les entreprises. Ce qui a fini de me décider, c'est en rentrant de vacances, un petit journal qu'on m'a passé à l'atelier, **les Compagnons du Livre,** qui n'était rien de moins que l'organe des groupes du Livre du R.P.F.

— Beau titre... — Je pense bien. C'est un tel qui l'a trouvé. — ...Mais vilaine besogne.

Fallait-il attendre que leur C. G. T. gaulliste soit prête ? Que les gens en désarroi aient emboîté le pas aux fourriers du Rassemblement ouvrier ?

Lors du boulangisme, une partie des blanquistes — et des ouvriers parisiens qui étaient plus ou moins influencés par eux — s'y rallia. Si quelques voix s'étaient élevées à temps, moins d'ouvriers peut-être auraient suivi Rochefort et lu son **Intransigeant.** Peut-être des hommes comme Laisant et Naquet, braqués sur une seule idée : la revision, et poussés par leur haine des opportunistes, auraient-ils vu la besogne à laquelle ils s'associaient.

J'espère aujourd'hui que certains qui s'étaient déjà engagés réfléchiront; que d'aucuns qui n'avaient encore qu'un pied se dégageront; que ceux qui dormaient ouvriront un œil. Libre aux gens qui mar-

chèrent avec Vichy de réparer leurs blagues en en commettant d'autres pour revenir sur le devant de la scène. Nous ne pouvons peut-être rien empêcher. Au moins faisons tout ce que nous pouvons.

Des camarades ne croient pas à un fascisme gaulliste. Ils n'imaginent pas que la dictature de de Gaulle soit pire que ce que nous subissons actuellement. C'est ce que dit notamment Albert Cané dans **Ce qu'il faut dire** de fin juin. Je pense que Cané, comme beaucoup d'autres, se figure que nous avons vu le pire et que ce qui pourra arriver en France ressemblera probablement à ce que nous avons déjà vu. Qu'ils se détrompent. Notre génération n'a pas vu le pire. Le gaullisme est une variété de boulangisme ; évidemment la France coupa au boulangisme. Mais elle ne réussit pas à couper après 48 à Napoléon III. Le fascisme est un composé de nationalisme exaspéré et de faux socialisme. Toutes choses qui se retrouvent dans le gaullisme. Il y a manifestement un retour de volonté du patronat de mater la classe ouvrière. Les indices sont nombreux. L'attitude de Michelin en est un. Celle des patrons du Livre, dans le labeur de la Région parisienne, en est un autre. Pendant un temps on ne se gênait pas pour dire : « Seuls les communistes ont assez de poigne pour remettre les ouvriers au travail. » Les mêmes disent aujourd'hui que seul de Gaulle avec une bonne trique y parviendra.

Autre erreur d'optique chez Cané quant au danger stalinien. Il ne pense pas que les communistes en France soient capables d'un coup de force et d'instaurer leur dictature. Il les déclare incapables de se battre dans la rue avec des troupes sans passé révolutionnaire et sans idéal.

Evidemment, un coup de force réclame que certaines conditions soient réunies : un gâchis insupportable à l'ensemble de la population et d'où il faut sortir à tout prix, des hommes courageux et décidés à tout pour effectuer cette sortie. Il me semble que les conditions peuvent parfaitement être réunies. Le gâchis, il est assez bien commencé. Pour peu que l'on continue, d'un côté chez les mineurs et de l'autre chez les dockers, on risque fort de voir l'industrie sans charbon, les foyers sans feu et les arrivages compromis, d'où l'économie française serrée à la gorge et, dans les rues, le mécontentement populaire. A la faveur de cette atmosphère, tout est possible pour des hommes courageux et fanatiques.

Cané se trompe sur ce point, comme il se trompe lorsqu'il dit que les grèves de 1920 lui ont ouvert les yeux sur le danger communiste dans les organisations syndicales. Il a vu en 1920 une intervention communiste qui n'existait pas. Ni dans la grève des cheminots de février 1920, ni dans celle de mai. La deuxième grève des cheminots, jointe d'ailleurs aux autres grèves engagées par la C.G.T., l'histoire dira que la responsabilité en revient à un chantage à la grève de Bidegaray et aux assurances données par Sirolle à ses camarades de la Fédération des Cheminots que la C.G.T. voulait vraiment la grande grève pour imposer la nationalisation industrialisée. J'étais assez bien placé pour voir le mouvement de l'intérieur. Cané a pris une convulsion ouvrière naturelle surgissant au lendemain de la guerre de 14-18 pour une agitation artificiellement créée par les communiste d'alors. Il s'est mis le doigt dans l'œil jusqu'au coude.

Pierre MONATTE.

P. S. — Des amis de Bertin sont venus nous assurer qu'il n'appartenait pas au mouvement gaulliste, pas plus d'ailleurs qu'à aucun autre mouvement. Dont acte.

Quant à Souvarine, il a dit à un de nos amis qu'il ne prendrait pas la peine de répondre aux balivernes qui peuvent être racontées sur son compte. Enregistrons aussi.

Sur un voyage et quelques autres faits

Retour de la Haye...

Monatte a raison de nous demander des explications. C'est la moindre des choses que d'exposer pour les camarades les motifs et les buts d'une action entreprise. Bien des malentendus seraient dissipés dans le mouvement syndical — et l'indispensable camaraderie y deviendrait possible — si tous retrouvaient l'habitude de la publicité et de la sincérité.

C'est vrai. Les « pèlerins de la Haye » n'ont guère donné d'explications avant. Que Monatte se rassure, si d'aventure il éprouvait quelque inquiétude. Ce n'est pas du tout parce que nous méditions un mauvais coup qui avait besoin du silence et de l'ombre pour réussir. C'est simplement parce que l'idée nous est venue brusquement. Nous n'avons pas agi après avoir longuement calculé. Nous avons obéi à une impulsion du cœur, peut-être à de la curiosité, et nous aurions été sans doute incapables de donner des explications, parce que nous-mêmes nous ne savions pas trop bien ce que nous ferions à la Haye, ni ce que nous y pourrions faire, ni même ce que les autres y feraient. Nous avions décidé que nous serions là en observateurs. Puis, quand les séances de travail ont commencé, nous avons cru bon d'aller voir ce qui se faisait à la commission économique. Nous n'avons pas été d'accord. Nous l'avons dit. Nous l'avons redit en séance. Nous avons fait rétablir un amendement à la résolution finale, amendement qui avait été accepté par l'ensemble de la commission présidée par M. Van Zeeland et qu'on avait fait disparaître par la suite sans nous prévenir. Ce fut un beau chahut. Les délégués se demandaient ce que pouvaient bien être ces personnages si intransigeants.

Ce que nous avons obtenu n'est sans doute pas grand-chose. Nous avons forcé cette assemblée à majorité bourgeoise et conservatrice à voter un texte où il était dit que « les travailleurs et leurs organisations représentatives seraient étroitement associés aux diverses institutions chargées de l'établissement et du développement de l'économie de l'Europe Unie ». Evidemment, la plupart des délégués n'en ont pas pour autant changé d'avis. Mais il était bon — puisqu'il y avait là des syndicalistes — qu'ils rappellent que l'unité de l'Europe ne se ferait pas sans le concours de la classe ouvrière. Peut-être quelques-uns en feront-ils leur profit ?

Si nous nous en étions tenus là, nous n'aurions pas particulièrement lieu de mener grand bruit. Seulement il nous a semblé que l'occasion nous était fournie, puisque nous avions parlé au congrès de la Haye devant des délégués bourgeois, de nous adresser à la classe ouvrière et de lui rappeler que c'était à elle de prendre en main la tâche qu'ont accepté d'assumer, pour des raisons diverses, des hommes de bonne volonté qui ne sont pas des ouvriers. C'est alors que nous avons donné nos raisons. Nous les avons données en jetant les fondements d'un mouvement que nous avons appelé « **Forces Ouvrières Syndicalistes Européennes** », un mouvement qui a déjà recueilli pas mal d'adhésions, qui en recueillera d'autres, auquel les meilleurs des syndicalistes auront à cœur d'apporter leur appui.

Puisque Monatte nous en offre l'occasion, nous allons à nouveau nous expliquer. Espérons qu'il sera d'accord avec nous, au moins sur les points

essentiels. Nous voulons — c'est notre premier effort — travailler au réveil du sentiment internationaliste dans la classe ouvrière et chez les militants syndicalistes. Ne disons pas, pour ne blesser personne, qu'il avait disparu. Disons que depuis une dizaine d'années, peut-être un peu plus, il était en veilleuse.

Il ne s'agit pas de revenir sur le passé, de porter des jugements, de refaire l'histoire, d'avoir raison après coup. Un fait est là. Il y a eu la guerre. Elle n'a pas laissé après elle que des ruines matérielles. Dans les esprits aussi et dans les cœurs elle a laissé des séquelles, des ressentiments, des haines, de la colère, de la peur, un certain goût de la brutalité.

Quelques jours avant de tomber sous la balle de l'assassin, Jaurès disait que la guerre allait réveiller les passions mauvaises qui dormaient au cœur des hommes. C'est la rançon de toutes les guerres — et le réveil a été bien pire, n'est-ce pas ? durant cette dernière guerre que pendant l'autre. Il en reste quelque chose.

Il reste en tout cas que les meilleurs d'entre nous eux-mêmes n'ont pas encore retrouvé tout leur sang-froid et qu'ils pensent ou qu'ils parlent, comme s'ils n'avaient pas durant des années lutté pour la paix et l'amitié des peuples. Oui, Monatte, nous sommes fatigués d'entendre parler de vainqueurs et de vaincus, de peuples bourreaux et de peuples victimes, de grandeur, de domination. Ce n'est pas là le langage du syndicaliste. Si nous osions commettre un crime de lèse-majesté, nous dirions que ce n'est pas là non plus celui du socialisme. Nous sommes résolus à le dire. Nous sommes résolus à rappeler au syndicalisme que sa vocation est la paix, une paix fondée sur la concorde et l'égalité des peuples. Beaucoup s'en étonneront, et se scandaliseront, tant nos âmes restent empoisonnées de toutes les propagandes de guerre. Monatte ne s'en étonnera certainement pas. Sur ce premier point, nous pouvons, je pense, enregistrer d'avance son accord.

Sur le second point, il fera des réserves. Nous ne nous bornons pas à reprendre les formules du vieil internationalisme, ni celles d'avant 1914, ni celles d'avant 1939. Nous en gardons l'esprit, la flamme, pas la cendre. Nous ne nous contentons plus de parler de république universelle, d'Etats-Unis du monde — pas plus que nous ne nous contentons de parler de révolution mondiale. Nous avons appris à connaître nos limites. Nous ne pouvons rien sur la classe ouvrière russe — rien par conséquent sur son gouvernement. Nous ne pouvons pas beaucoup plus sur les travailleurs des U.S.A. Alors, travaillons à régler nos problèmes, et ouvrons ainsi les voies à une réalisation plus vaste.

Techniquement, nous voyons mal la possibilité présente d'unifier le monde. Politiquement non plus.

A l'échelle de l'Europe, c'est autre chose. L'Europe peut s'unir, se fédérer. Elle peut coordonner son économie. Il n'y a pas de trop grandes différences de civilisation, de culture, ni même de niveau de vie entre ses peuples. Il existe entre eux une certaine familiarité historique, que les guerres mêmes ont contribué à créer. Dans chaque nation, au moins sur le continent, les Etats se sentent trop faibles — même s'ils disent le contraire — pour résister seuls à la concurrence des « grands ». Bon gré mal gré ils consentiront des abandons de souveraineté. Ils en consentent déjà de bien plus humiliants !

On pourrait ainsi multiplier les raisons. Celles-là suffisent pour nous justifier de nous dire Européens sans cesser d'être internationalistes. Cela veut dire que nous ne nous désintéressons pas du sort des autres peuples, ni de la paix générale. Mais c'est en faisant l'Europe que nous avons conscience de travailler le plus efficacement à la pacification universelle. Les deux guerres mondiales ont eu leur source — ou leur prétexte — dans des querelles intra-européennes. Apaisons ces querelles, et nous aurons déjà fait beaucoup pour la paix du monde.

Le troisième point est plus délicat encore, il s'agit d'un sujet sur lequel l'opinion demeure dans son immense majorité très sensible, et nous risquons de la heurter violemment. Il s'agit du problème allemand. Pour toutes sortes de raisons — dont la plus déterminante a été pour nous tout bonnement l'actualité — il se trouve que le problème européen, c'est le problème allemand. Tant que le sort de l'Allemagne n'aura pas été réglé, il sera impossible de faire l'unité européenne. Il faut même dire que cette unité ne sera pas possible si le problème allemand n'est pas résolu dans un certain esprit, celui de l'égalité. Au moment où nous avons fondé « Forces Ouvrières Syndicalistes Européennes », l'opinion était saisie des « recommandations » de Londres. Nous avons pensé qu'aucune des solutions actuellement proposées n'était acceptable parce qu'elles placeraient toutes l'Allemagne sous un régime d'exception. Cela risque de provoquer à nouveau outre-Rhin une réaction nationaliste épouvantable.

Pour prévenir ce péril, il n'y a, à notre avis, qu'une solution : c'est de faire du régime exceptionnel le régime commun ; c'est de placer toutes les industries-clés du continent, celles qui ont une importance européenne, sous un même régime international. Nous avons parlé de les « européaniser ». Nous avons proposé de constituer une société européenne des houillères chargée d'organiser la production et la distribution du charbon dans toute l'Europe.

Nous avons parlé du charbon, parce qu'il est plus facile de raisonner sur un seul exemple. Nous aurions pu aussi bien — puisqu'il s'agissait de la Ruhr — parler de l'acier ou de l'énergie électrique. Le problème dans ses grandes lignes serait le même. Il s'agit de coordonner les économies nationales en une économie européenne, afin de supprimer — en plus d'absurdités techniques nombreuses — des causes bien réelles de conflit. N'est-ce pas aussi le moyen de calmer les craintes de l'opinion française qui redoute un relèvement trop prompt de l'Allemagne ? Si les économies sont associées de la sorte, aucun pays ne se relèvera sans les autres. Ils se relèveront ensemble. Ils sentiront mieux leur interdépendance. Ce sera un bel apprentissage de la vie commune.

Voilà les explications que Monatte nous a demandées. Nous sommes prêts à lui en fournir d'autres. Ce que nous voulons, c'est d'abord alerter les esprits, les forcer à se pencher à nouveau sur ces problèmes, à les considérer à la manière d'autrefois, d'avant la guerre, avec toutefois le souvenir de nos expériences passées et de nos échecs. Nous ne doutons pas que la **R.P.** soit une tribune accueillante. Nous aurions déjà réussi dans notre entreprise, si nos « explications » provoquaient des réponses, favorables ou hostiles. Seulement, si cela nous est permis, nous émettrons pour finir un vœu : c'est que ces discussions retrouvent le ton qui était autrefois de mise dans le mouvement syndical : passionné, violent même, mais quand même amical. Ce qui nous manque le plus aujourd'hui, c'est sans doute l'estime, la confiance réciproques, l'esprit de camaraderie. Nous voulons la paix entre les peuples. Sachons déjà la faire entre nous.

J. MATHE.

Message du congrès de la Haye

1° Nous voulons une Europe unie, rendue dans toute son étendue à la libre circulation des hommes, des idées et des biens ;

2° Nous voulons une Charte des droits de l'homme, garantissant les libertés de pensée, de réunion et d'expression, ainsi que le libre exercice d'une opposition politique ;

3° Nous voulons une Cour de Justice capable d'appliquer les sanctions nécessaires pour que soit respectée la Charte ;

4° Nous voulons une Assemblée européenne où soient représentées les forces vives de toutes nos nations ;

5° Et nous prenons de bonne foi l'engagement d'appuyer de tous nos efforts, dans nos foyers et en public, dans nos partis, dans nos églises, dans nos milieux professionnels et syndicaux les hommes et les gouvernements qui travaillent à cette œuvre de salut public, suprême chance de la paix et gage d'un grand avenir, pour cette génération et celles qui la suivront.

(« *Combat* » du 14-5-8.)

NI DIEU ! NI CÉSAR !...

Branle-bas de combat ! L'Ecole laïque est en péril. On évoque le souvenir des luttes héroïques de 1881, des offensives victorieuses du « combisme », des grands bonshommes qui ont fondé et consolidé la République. Les Etats Généraux de la France laïque se réuniront le 18 juillet, sur l'initiative du *Syndicat National des Instituteurs*, de la *Fédération de l'Education Nationale*, de la *Fédération Nationale des Conseils de Parents d'élèves des Ecoles laïques*, de *la Ligue Française de l'Enseignement*. La *C.G.T.* et la *C.G.T.-F.O.* leur accordent leur patronage. Le Parti Communiste anime le feu de ses imprécations. Le Parti Socialiste en a été secoué... jusqu'à l'épouvante de Léon Blum !

Examinons rapidement les syndromes de la crise... « les faits-témoins » qui, depuis la Libération, ont prouvé la virulence du mal.

1° *L'affaire des kermesses.* — Une histoire déjà vieille de plus de deux ans. Les curés de Vendée, organisateurs de fêtes au profit des écoles libres, refusèrent de payer les taxes sur les spectacles. Leur évêque justifia leur attitude.

On s'est révolté d'un jugement proclamant « *qu'il n'est pas permis de parler de but financier, lorsque l'un ou l'autre enseignement fait appel à la générosité.* » Laissons au syndicalisme des Indirectes le monopole de ce « patriotisme fiscal ». Et puisqu'un juge avait légitimé « la grève de l'impôt », il fallait user de sa permission...

° *L'affaire des Ecoles des Houillères.* — On connaît l'histoire. Descourtieux lui consacre dans *Force Ouvrière* du 30 juin un article objectif et convaincant. Les Houillères nationalisées, les écoles des houillères — « privées » aux termes de la loi et non toutes confessionnelles — devaient s'intégrer dans l'administration régulière. Pas de difficultés dans les Houillères du Nord et du Pas-de-Calais. L'agitation soulevée dans les Houillères du Sud puait la provocation. Ce qui est curieux, c'est que les puissants syndicats du sous-sol n'aient pas réagi efficacement.

L'HERITAGE DE VICHY

3° *Le décret « Poinso-Chapuis ».* — Ici quelques explications s'imposent.

Ce qui est essentiel dans le décret qui a failli provoquer la mort du gouvernement par déchirures internes, c'est justement ce que l'on n'a pas mis en relief — c'est-à-dire l'existence de l'Union Nationale des associations familiales. On a parlé de l'ordonnance du 3 mars 1945, préparée par Billoux, ministre communiste de la Santé. Il n'est pas sans intérêt de s'y reporter.

Il s'agit d'un héritage du gouvernement de Vichy qui avait créé dans chaque localité une association familiale unique « *chargée d'assurer la défense des intérêts généraux, matériels et moraux de toutes les familles* ». En 1945, on a admis le pluralisme des associations locales. Mais une seule union peut être agréée par département, une seule union nationale pour toute la France. Et c'est bien l'esprit « de Vichy », — « Patrie, Famille, Travail » — qui inspire l'ordonnance. Et le style de Vichy qui y transparaît. « *Rebâtir et rénover la France dans son corps et dans son âme* » (1). Grouper les familles « *constituées par le mariage et la filiation légitime ou adoptive et dont le chef et les enfants sont Français* » (article 4 de l'ordonnance). (Vade retro... enfant conçu hors mariage... ou hors de France !). Constituer les conseils d'administration des Unions d'une « *majorité de pères de famille, ayant au moins 3 enfants* » (art. 10). Instituer le vote familial dans les associations : « *chaque famille a droit à la voix de son chef plus une voix par enfant mineur vivant, ainsi qu'une voix supplémentaire par groupe de 3 enfants ayant vécu jusqu'à 21 ans — les enfants morts pour la France sont considérés comme vivants* » (art. 11).

Il est bien dit à l'article 6 que les unions nationale et départementales — outre la représentation des familles et l'exercice des droits réservés à la partie civile dans les procès engagés « pour la défense des intérêts matériels et moraux des familles » (sic !) — ont dans leurs attributions : « *la gestion de tout service d'intérêt familial dont les pouvoirs publics estimeront devoir leur confier la charge* » — et à l'article 15 que leurs ressources sont constituées par les cotisations, les dons et legs et les *subventions publiques ou privées*. A qui fera-t-on croire que les rédacteurs de l'ordonnance n'ont pas envisagé l'utilisation des subventions publiques dans un sens tendancieux ? Alors que la bataille autour des ressources de l'enseignement libre se déchaînait avec quelque âpreté...

On a comparé les deux décrets — qui restent de simple décrets d'application de l'ordonnance du 3 mars 1945 — ayant force de loi — celui du 22 mai et celui du 11 juin. Il n'y a pas aggravation. Mais l'atténuation est-elle sérieuse ? Il reste que les unions sont chargées de gérer tous services destinés à aider les familles éprouvant des difficultés matérielles pour élever leurs enfants — et qu'elles peuvent utiliser à cet effet des subventions publiques ou privées. Il est vrai que les règles d'attribution des secours doivent être identiques à celles qui limitent les droits des collectivités publiques en ce domaine (une commune ou un département ne peut légalement subventionner une institution d'enseignement libre ou privé). Il est vrai qu'on prévoit un contrôle des dépenses engagées. Mais la réalité et l'efficacité du contrôle dépendront des tendances du gouvernement.

Seulement, l'essentiel avait bien été formulé le 3 mars. L'essentiel, c'est-à-dire la possibilité d'une délégation des Pouvoirs Publics aux unions. L'essentiel : c'est-à-dire une politique de la famille héritée de Pétain : la politique d'encouragement à la famille, la politique de protection des familles nombreuses.

On sait par expérience ce que cela représente — quels sont les abus et les dangers que cela provoque, lorsque, au lieu de s'attacher à l'enfant — personne vivante — on le considère comme une unité dans une famille dont la valeur sociale doit croître avec son importance numérique, lorsqu'on substitue le titre de chef au beau nom de père. Les instituteurs et institutrices sont édifiés à ce sujet. Au reste, aucune théorie ne vaut contre le fait. Il n'est pas d'exemple d'une « politique de la famille » qui n'ait eu un caractère conservateur, réactionnaire ou totalitaire.

En 1945, les communistes — comme les socialistes — cédaient sans doute au mythe de l'Union Nationale, comme aux exigences du tripartisme. Mais les premiers avaient des desseins plus ambitieux. Ils comptaient bien « noyauter » les associations familiales », élargir ainsi leur base « populaire » et dis-

puter victorieusement leur clientèle aux « bonnes œuvres ». Ils ont échoué. Le parti clérical dispose de moyens de séduction et de contrainte morale éprouvés dans une pratique séculaire. Dans cette partie engagée depuis trois ans entre les deux cléricalismes, que le partenaire déconfit soit beau joueur et ne nous assourdisse pas de ses cris de déception !

Quant à la pensée de nos staliniens sur la famille... allons la demander à Moscou. Selon Alexandre Werth, correspondant de « The Nation », le professeur Kolbanovsky — personnage officiel — a déclaré que « *divorce, amour libre, avortement étaient de déplorables restes de la société capitaliste, de révoltantes pratiques indignes de la société socialiste... — Le programme soviétique rend possibles les naissances illimitées... — La famille solide est une institution vitale essentielle à l'Etat, à l'éducation des jeunes et à la capacité de production du pays.* »

UNE NOUVELLE VENDEE !

Ce qui nous paraît beaucoup plus significatif que ces conflits engagés sur le terrain juridique et parlementaire, c'est l'ampleur du mouvement déclenché pour la défense de l'enseignement libre.

La grève administrative des maires de Vendée aurait affecté 251 communes du département (*Epoque* du 28.5.1948). C'est tout de même un élément d'appréciation à ne pas négliger, lorsqu'on veut estimer le péril.

Ce qui est encore plus important, c'est le développement de l'enseignement libre, dans ces départements de l'Ouest.

Clément Durand, dans le rapport qu'il a présenté au congrès de la Ligue de l'Enseignement de 1947, a fourni les données suivantes. Dans les départements de l'Ouest, de 1938 à 1943, l'effectif des écoles publiques est tombé de 53,1 % à 44,4 % de la population scolaire, tandis que celui des écoles libres passe de 47,8 % à 55,6 % — « *soit en 5 ans un renversement scolaire de 110.000 élèves au profit de l'école libre* ». Clément Durand précise que la politique vichyssoise n'est qu'une cause secondaire de ce mouvement — car déjà de 1903 à 1935, dans l'Ille-et-Vilaine l'école laïque a perdu 18,8 % de la population scolaire et en Vendée 16,7 %.

Henri David dans un livre de propagande catholique, paru en 1945, « *Devant le problème scolaire* », cite les résultats du recensement publié en 1942 par le *Bureau universitaire des statistiques*, à propos des effectifs scolaires, sur l'ensemble du territoire.

L'enseignement privé (catholique en sa très grande majorité), grouperait 20 % des enfants du primaire et 52,7 % du secondaire, et l'équilibre serait encore plus nettement rompu dans l'enseignement technique.

Le même auteur précise que pour l'année scolaire 1944-1945, on comptait en Maine-et-Loire 43.257 élèves des écoles libres, contre 27.394 élèves des écoles publiques. (Pour 1935, Clément Durand indique 35.734 contre 31.377). Il y aurait en cette même année plus de 400.000 élèves dans les écoles privées des 13 départements de l'Ouest — soit des proportions variant de 48 à 70 % de l'effectif scolaire total.

L'offensive cléricale part donc d'une base solide. Et la cause essentielle en est d'ordre financier. Les subventions de Vichy à l'enseignement libre ont été utilisées, paraît-il, en partie pour des constructions nouvelles, alors qu'elles auraient dû être réservées exclusivement à l'entretien. Mais la politique de construction n'est pas née en 1940, et si elle favorise évidemment le recrutement, elle n'en est pas le seul facteur déterminant. Seulement, les ressources ont diminué, car les « gros donateurs » appartenant surtout à la vieille aristocratie foncière ne disposent plus de moyens aussi puissants qu'autrefois. D'autre part, les charges se sont fortement alourdies. Celle du personnel en particulier. Car ce « Lumpenproletariat », ces « épaves » dont l'Eglise exploitait la misère et la médiocrité, ont appris le chant de la revendication et trouvé le chemin du syndicat. Groupés dans des organisations puissantes qui adhèrent à la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens, ils ont réclamé, dans leur congrès des 1er, 2 et 3 avril, l'élaboration d'un statut de l'enseignement confessionnel.

Le problème placé sur ce terrain — son véritable terrain — n'est pas plus facile à résoudre pour l'Eglise que pour l'Etat. Plus encore que la « liberté de l'enseignement » — thème de propagande philosophique — la reconnaissance de l'enseignement libre comme service public devient l'argument majeur des orateurs catholiques. Mgr Cazaux — évêque de Luçon — selon *l'Homme nouveau* du 27 juin 1948, a déclaré que « *dans chacun des diocèses de l'Ouest, de quarante à cinquante communes sont privées d'écoles publiques* ».

Un examen même rapide des statistiques permet de « situer » géographiquement le conflit. Non que le problème soit exclusivement « breton ». Mais si l'on compte approximativement 1 million d'enfants dans les écoles libres primaires et environ 400.000 dans les écoles libres de l'Ouest, on voit que l'on passe de 1 enfant « libre » sur 10 pour le reste de la France à 1 enfant libre sur 2, dans l'Ouest — que là il y a stabilisation, sinon régression de l'enseignement libre tandis qu'ici il y a progression constante.

On pourrait ajouter deux observations complémentaires. En 1939, déjà, c'était en Ille-et-Vilaine, en Loire-Inférieure et surtout en Maine-et-Loire et en Vendée que le danger semblait le plus grand. Les Côtes-du-Nord, le Morbihan et surtout le Finistère disposaient d'une phalange de militants syndicalistes que la guerre a dispersés. On ne remplace pas facilement des hommes comme Cornec, Allot et Rollo. Mais il ne faudrait pas mésestimer l'effort entrepris par les syndicats des quatre départements les plus « noirs ». La pression a toujours été certainement beaucoup plus forte et la résistance moins facile dans les campagnes de l'intérieur — et surtout, dans les bocages — que sur les côtes. Le pêcheur breton le plus croyant n'invoque son Dieu que pour renforcer ses muscles et sa volonté. Et son « terroir » s'élargit jusqu'à l'infini. Enfermé dans les sinuosités de la pénéplaine armoricaine, le paysan de l'intérieur — jusqu'en ces dernières années — ne connaissait ni les villes de la côte, ni les provinces de l'Est, dont il ne parlait pas la langue, et n'avait même pas la ressource de l'évasion vers le large. Quoi de plus naturel que sa soumission au « châtelain » et au « curé » qui représentent pour lui la seule civilisation qui lui soit accessible ? L'instituteur, comme le gendarme ou le percepteur, demeure à ses yeux le fonctionnaire étranger et ennemi. Clément Durant — dans le rapport que nous avons cité — a raison, d'espérer que le nouveau statut du métayage libérera la majorité des « serfs modernes » (il existe encore des villages, où un seul propriétaire possède toute la terre) et non moins raison d'ajouter que la libération morale ne suit jamais automatiquement et immédiatement la libération économique.

Mais la révolte de l'Ouest ressemble, par bien des aspects, à la « Vendée » de 1792. Les curés et les nobles n'intervinrent qu'après coup. C'est contre la « conscription » et « la levée en masse » que les paysans se soulevèrent — c'est-à-dire contre Paris et contre l'Etat centralisé.

LE DOMAINE DE L'EGLISE

Ce qui est donc essentiel à nos yeux, c'est d'abord le phénomène constant. Mais l'agitation actuelle a aussi des causes strictement politiques.

Du côté catholique, on se dispute la clientèle.

L'Epoque, à la pointe du combat pour la défense du « particularisme breton », dirige toute sa campagne contre le M.R.P. et ses ministres. Il n'est pas certain que le R.P.F. soit unanime dans cette affaire. Il semble en proie à des contradictions internes qui opposent une « gauche » — héritière du planisme et du totalitarisme — à la vieille droite traditionnelle, conservatrice et cléricale.

Quant à l'Eglise, il faudrait se garder de juger sa politique d'après les images d'Epinal d'un anticléricalisme élémentaire. La déclaration de l'assemblée des cardinaux et archevêques du 17 juin, au lendemain de la lutte autour du décret Poinso-Chapuis a pu être exploitée par les deux antagonistes : *l'Aube* et *l'Epoque*, — ce qui prouve l'opportunisme et l'habileté de ces princes de l'Eglise. L'opportunisme, c'est de ne pas choisir entre le parti de gouvernement et les partis d'opposition. L'habileté, c'est de mettre l'accent sur l'aspect démocratique du problème. Une famille pauvre n'aurait pas droit à l'éducation chrétienne réservée à ceux qui peuvent payer.

En fait, l'Eglise subit aussi intérieurement les lois de « la dialectique » et c'est en les respectant qu'elle maintient son autorité. Elle ne s'accrochera pas à des positions condamnées par l'évolution. Elle voudra conserver, à l'intérieur de l'appareil de l'Etat, les places qui favorisent une action d'enveloppement beaucoup plus efficace que la lutte ouverte et brutale. Garderies, patronages, colonies de vacances, groupements scouts lui permettent de capter l'enfant et l'adolescent dans leurs moment d'évasion et de détente. Elle monopolise presque complètement l'aide à l'enfance « inadaptée ».

Sur 1.340 internats pour « cas sociaux » recensés dans toute la France, nous en avons dénombré 1.014 qui appartiennent à des communautés religieuses — ce qui ne veut pas dire que les autres soient laïques. Dans les centres spécialisés pour enfants déficients et anormaux, la proportion est au moins aussi forte. Et cependant, malgré l'appui des syndicats de l'enseignement, il n'a pas encore été possible de trouver les quelques dizaines de millions qui nous permettraient d'assurer la survie et le développement des maisons d'enfants que nous voudrions placer sous le contrôle de l'Education Nationale. Cela ne paraît pas intéresser les gens de gauche et d'extrême-gauche qui dominent à la Sécurité Sociale ou que l'on rencontre au Comité Central de l'Entraide Française. Par les services du ministère de la Santé Publique, par la formation des infirmières et des assistantes sociales, par l'action de la Croix-Rouge, par la multiplicité et la variété de ses œuvres, l'Eglise dispose d'une clientèle innombrable qu'aucune mesure législative ne pourra entamer, si les « laïques » n'opposent des réalisations aux siennes, leur ténacité à sa persévérance, ne suscitent des dévouements équivalents en nombre et en qualité à ceux dont elle dispose.

On aurait tort de mépriser ceux-ci, de négliger les militants du « christianisme social » qui secouent quelque peu les bonzes de la C.F.T.C. Et si sur le plan syndical, comme sur le plan moral, d'aucuns cherchent dans les formations chrétiennes, dans la vocation chrétienne, un refuge pour leur liberté menacée, c'est la faute de tous ceux qui ont laissé les communistes se présenter comme les porte-parole de la Démocratie et du Socialisme. On lit dans la *Raison Militante*, organe de la Fédération Nationale des libres-penseurs, de mai 1948 : « *Des républicains sont devenus communistes pour être plus sûrs d'être républicains et ont formé des groupes de libres-penseurs actifs... et vraiment libres* » et encore « *les pays à régime communiste ne connaissent pas la libre-pensée politique. Mais n'est-ce pas le fait de tous les pays qui vivent une Révolution ?...* » Le « libre-penseur » (! ?) qui a écrit ces lignes sait-il que selon Steinbeck — l'auteur des « *Raisins de la colère* », peu suspect d'anticommunisme — le culte de Staline en U.R.S.S. est tel que celui d'Auguste à Rome peut à peine lui être comparé ? Est-ce par nécessité révolutionnaire ? En face de tels défenseurs de la libre-pensée et de la raison militante, l'Eglise a vraiment la partie belle.

LES DEUX CLERICALISMES

C'est en effet faire preuve d'un aveuglement qui confine à la complicité que de nier l'utilisation par les staliniens de la défense laïque à des fins politiques et démagogiques. Ces défenseurs de la laïcité, responsables de la politique « familiale » — dont le décret Poinso-Chapuis n'est que l'application — qui, en 1938 s'opposaient, au nom de la « politique de la main tendue », au programme de défense laïque présenté par Rollo au congrès des instituteurs — dont les frères italiens ont voté en 1946 avec le parti confessionnel la confirmation des privilèges de l'Eglise, abusent de la candeur et de la mollesse des dirigeants responsables des groupements laïques.

Walusinski, au nom de la Fédération de l'Education Nationale F.O., s'étant élevé à la fois contre le cléricalisme d'Eglise et le cléricalisme de parti, Chollet lui répond dans la *Tribune du Fonctionnaire* (C.G.T.) de juin 1948, en l'accusant d'être corrompu par la Troisième force et de feindre d'ignorer que le seul parti clérical est le M.R.P. Chollet fait-il l'âne ? Si oui, félicitations. C'est réussi et d'un naturel certain. Si Chollet ne fait pas la différence entre un parti représentant les idées de l'Eglise, et un parti qui, par son organisation, sa discipline intérieure, ses manifestations extérieures se présente exactement comme une congrégation ou la compagnie de Jésus, c'est qu'il est trop obéissant pour être compréhensif. Au reste, par son allusion à la Troisième force, il montre le bout de sa longue oreille. Il s'agit bien de dissocier la Troisième Force, de désagréger le parti socialiste.

A la différence des bureaucrates de F. O., les staliniens ont compris l'importance du syndical des instituteurs. Et si dans le passé, le « non-conformisme » de celui-ci les a quelque peu heurtés, ils se gardent bien de cette hostilité hargneuse à l'égard du personnel enseignant qui suinte chez de vieux réformistes. Les enseignants sont entendus rue Lafayette, mieux qu'avenue du Maine. Et au lendemain de la scission confédérale, lorsque se posait la question du choix pour les enseignants, *l'Ecole Laïque*, la revue communiste de l'enseignement, de février 1948, publiait de solennelles déclarations de Frachon et de Mme Marty-Capgras (de la *Bataille Socialiste*), sous ces titres significatifs : *La C.G.T. et la défense de l'Ecole laïque* — et *La C.G.T. monte la garde autour de l'Ecole laïque.*

Cette propagande n'a pas été vaine. Elle explique que l'Ouest ait donné de fortes minorités en faveur du maintien à la C.G.T.

Au reste, les méthodes staliniennes ne varient guère. Comme thème un « système » à la Léon Daudet : c'est le gouvernement américain qui soutient la Troisième Force, qui subventionne les œuvres confessionnelles, qui corrompt la jeunesse par des « condensés littéraires », qui lutte sans merci contre les « républiques populaires » et le communisme, qui veut introduire « la conception d'un enseignement tendant sous le couvert de la liberté individuelle à justifier la liberté de l'entreprise » (Chollet dixit — *Ecole Laïque* de novembre-décembre 1947).

Comme tactique, l'organisation de vastes « congrès » où seront représentés des groupements variés, fabriqués en série (pour connaître la recette, lire dans *Sans Patrie, ni Frontières*, des précisions sur les vastes rassemblements d'Amsterdam et de Pleyel).

De bonnes âmes s'affligeront de notre parti pris. Des communistes ne peuvent-ils sincèrement professer des sentiments laïques ? Mais si parbleu. Et je connais nombre d'instituteurs communistes qui, dans leur classe, accomplissent scrupuleusement leur tâche professionnelle. Et aussi des institutrices catholiques qui n'ont jamais tenté de catéchiser leurs élèves. Seulement, il ne s'agit pas d'individus, mais du Parti. Et celui-ci ne s'ébranle que sur ordre supérieur. En 1922, avec mon vieil ami Gilbert Raguier, nous avions présenté une motion contre l'abominable empoisonnement de l'enfance, réalisé dans les groupes de pupilles communistes. Nous avions obtenu les signatures d'éducateurs comme Marcel Martinet, Amédée Dunois, Marthe Bigot, Hélène Brion, Lucie Colliard, Noély Drous, qui cependant comptaient parmi les plus fidèles partisans de la Troisième Internationale. En 1925, Bernard — leader de la fraction communiste — opposait sa morale « rationnelle et humaine » à la morale de classe prêchée par de jeunes professeurs orthodoxes. En 1929, les communistes les plus respectés de la Fédération unitaire de l'enseignement défendaient notre Manuel d'Histoire condamné au bûcher ou au pilon par les Jeunesses Communistes. Pourrait-on espérer aujourd'hui des initiatives analogues, de la part des intellectuels et des instituteurs communistes ?

Nous avons donc le droit d'écrire que la bataille autour de l'Ecole laïque s'engage sous le signe d'une double duperie.

Duperie, du côté des cléricaux de droite, qui invoquent la liberté de l'enseignement — alors qu'en fait ils n'acceptent que *leur* enseignement et ne tolèrent que sous la contrainte des lois et des faits une école où l'on ne sert pas Dieu selon les commandements de l'Eglise.

Duperie, du côté des cléricaux d'extrême-gauche, qui invoquent la démocratie et la libre-pensée, alors qu'ils exécutent des consignes dont ils n'ont même pas à connaître la raison et le but.

Un catholique sincère et libéral peut-il concilier la formule : liberté de l'enseignement avec cette solennelle affirmation du pape Pie XI, dans une Encyclique sur l'éducation chrétienne : *« Ce que nous voulons, c'est que tout l'enseignement soit régi par un esprit vraiment chrétien sous la direction et la maternelle vigilance de l'Eglise, de telle façon que la religion soit le fondement et le couronnement de l'enseignement à tous les degrés... »* ?

Et nous soumettons aux démocrates et aux libres-penseurs ces deux extraits d'un article paru dans *l'Ecole Laïque* de novembre-décembre 1947, sous la signature de sa directrice — dont les propos sont d'autant plus graves que nul ne peut contester sa valeur intellectuelle et morale : « *L'école laïque est républicaine et progressiste et prépare des citoyens conscients pour une démocratie rénovée. S'il est inadmissible qu'un maître de l'école publique soit antirépublicain, antidémocrate, si l'on ne peut tolérer qu'il agisse contre le peuple dont il se dit le serviteur (nul, après tout n'est obligé d'être fonctionnaire de la République), il n'en reste pas moins, qu'un éducateur n'est qu'un éducateur diminué s'il est un citoyen diminué.* » Nul n'est obligé d'être fonctionnaire de la République ! Nous avons déjà entendu cela, sous Clemenceau et Poincaré, dans la bouche et sous la plume des adversaires les plus obstinés et les plus virulents de la liberté d'opinion des fonctionnaires. Et les termes « démocratie rénovée — antirépublicain — antidémocrate — ennemi du peuple... », ont un sens précis, de l'autre côté du rideau de fer. Ils s'inscriront dans votre condamnation, madame, si vous maintenez vos thèses sur l'éducation nouvelle, déjà menacées par la grande politique stalinienne. Une éducatrice comme vous pèsera moins lourd qu'un maréchal croate !

LE DROIT DE L'ENFANT

Que l'on participe aux Etats généraux de la France laïque, soit... mais sans illusions et avec pas mal de défiance ! On pourrait être las de ces manifestations spectaculaires... et quelque peu inquiet, lorsqu'on connaît la virtuosité de certains « metteurs en scène ». D'autant plus qu'ici, des résultats immédiats — même provoquant de lourds effets politiques — ne résoudront rien. Ce n'est pas avec des discours ou de brûlantes motions que l'on remontera le courant dans l'Ouest, que l'on construira des écoles, que l'on réalisera sur le terrain social où domine l'Eglise. Lorsqu'on lit dans *le Monde* du 29 juin 1948, que *« l'Education Nationale a besoin de 6.000 classes supplémentaires »* et que les crédits alloués au chapitre des constructions atteignent le même plafond qu'en 1938, *c'est-à-dire qu'ils représentent un volume de travaux dix-huit fois moindre qu'avant la guerre*, on saisit le problème dans sa réalité brutale.

Cependant, il ne faudrait pas négliger l'aspect « philosophique » de la question.

En fait, c'est la vieille lutte entre l'Eglise et l'Etat qui se poursuit depuis des siècles. Les réformes de la Constituante de 1789 — avec sa Constitution civile du clergé — ont détruit cette Eglise gallicane que les rois avaient édifiée, hors du pouvoir du Pape. Et c'est pour opposer le nationalisme au catholicisme romain que les fondateurs de la Troisième République ont engagé la bataille pour la laïcité et contre les congrégations, qui a finalement abouti aux lois de séparation.

Il ne serait pas mauvais de suivre les efforts tentés depuis soixante ans par les prophètes de la laïcité — dont quelques-uns comme Félix Pécaut et Ferdinand Buisson furent moralement éminents — pour introduire dans l'enseignement d'Etat une doctrine qui s'opposerait victorieusement à la religion. On n'a pas réussi, et les politiciens républicains se sont affligés d'une régression du « nationalisme » dont les instituteurs seraient responsables. On ne craignait plus la colère de Dieu, mais l'on ne respectait guère le « César » de la Démocratie bourgeoise. Si l'Ecole laïque n'avait eu que cette vertu négative — que le syndicalisme universitaire a quelque peu renforcée — il faudrait s'en féliciter.

Dieu seul ne réussirait guère aujourd'hui à unir toutes les âmes françaises sous sa seule autorité. Mais il y a l'héritier de César. Et celui-là est autrement redoutable, qu'il soit représenté par un « capucin botté »... ou par un apôtre de la Démocratie populaire. Les cléricaux de droite rappellent avec complaisance que Déat fut, avant la guerre, un des défenseurs les plus éloquents de la nationalisation de l'enseignement et sous l'occupation un des plus féroces adversaires de l'Ecole libre. Son lieutenant Albertini ne disait-il pas au congrès de l'Union de l'Enseignement en septembre 1943 : *« Il n'y a qu'une seule armée, qu'une seule police, il ne saurait y avoir qu'une seule école. »* L'instituteur se trouvait ainsi « reclassé » au rang du sous-officier et du gendarme.

On est plus nuancé du côté de la Démocratie populaire. Mais les faits observés derrière le rideau de fer sont plus précis que les paroles. Et lorsque Georges Cogniot déclare devant les instituteurs de la Seine, en avril 1945 que deux mystiques s'affrontent : *« la mystique religieuse et la mystique rationaliste, et que l'Ecole de l'Etat a fait son choix »*, on sait bien où nous conduit son rationalisme.

Le monopole, même la nationalisation sous l'Etat que l'on nous prépare, nous paraissent si dangereux que nous voudrions crier avec les catholiques : « Vive la Liberté de l'Enseignement ! ».

Mais nous ne sommes pas dupes de ce libéralisme, car la vraie liberté de l'enseignement est matériellement et moralement impossible en France. Il

s'agit simplement du conflit entre deux écoles, et si nous choisissons l'école publique, c'est parce que le libre jeu des esprits, la libre spontanéité des maîtres peuvent encore s'y exercer, hors de toute doctrine officielle.

Nous avons tenté, ici même (« R.P. » d'octobre 1947), de poser les bases d'un renouvellement de l'enseignement par l'introduction des méthodes actives, et affirmé (c'est notre conviction profonde) que c'est ainsi que l'on passera de l'école laïque et démocratique à l'école syndicaliste et ouvrière.

Mais parce qu'il demeure à nos yeux œuvre de libération, notre syndicalisme ne peut tolérer que l'on subordonne le « droit de l'enfant » aux volontés de l'Eglise, de l'Etat ou de la famille. Un propos de Guéhenno éclaire notre opinion :

« *On enseigne aux enfants les préjugés et les partis pris de leurs parents. La liberté des parents à peu de poids en face de la liberté des enfants.* » (*Le Populaire* du 28-2-1945).

On connaît l'objection. L'enfant est, dès sa naissance, un « être social » qui appartient à une famille, à une confession, à une nation — d'aucuns ajoutent même à un parti. Certes, c'est le point de départ. Et il serait absurde de l'ignorer. Mais ici c'est le point d'arrivée qui nous intéresse. Pour vous, messieurs, c'est la fabrication de bons sujets de l'Eglise ou de loyaux citoyens de l'Etat... de croyants ou de partisans. Pour nous, le point d'arrivée n'est pas fixé à l'avance. Notre morale : la fidélité à la classe ouvrière ne s'enseigne pas. Elle éclaire l'action du maître et doit se dégager de l'activité propre de l'enfant.

Il n'est pas question non plus d'écarter l'enfant de l'actualité par des constructions artificielles. Mais il ne faut pas que cette actualité pèse sur l'enseignement et fixe des limites. Clemenceau ironisait à propos des devoirs envers Dieu qui peuvent être maintenus ou supprimés des programmes, selon les fluctuations de la majorité parlementaire. Les intérêts immédiats de l'Etat orientent l'enseignement. On glorifie selon les nécessités de l'heure : Danton ou Lamartine, Poincaré ou Briand, Marx ou Ivan le Terrible, Lenine ou Pierre le Grand...

L'éducation des enfants pour nous se caractérise essentiellement comme un saut vers l'imprévisible. Elle doit échapper aux contraintes de l'actualité, comme à la permanence des institutions sacrées ou profanes. Nous éduquons les enfants pour qu'ils nous dépassent, pour qu'ils dépassent les Eglises, les Etats, les partis et les familles d'aujourd'hui. Entre Dieu et César, nous choisissons l'homme !

ROGER HAGNAUER.

(1) Exposé des motifs de l'ordonnance.

Information soviétique

On sait que le livre de L.-D. Gérard : « *Montoire, un Verdun diplomatique* », plaidoyer pour Pétain, a été sinon interdit, tout au moins systématiquement boycotté par les autorités officielles. Seulement, à Moscou, un « journaliste en uniforme » s'est trompé d'étiquette... et voilà comment cette information a été présentée dans le *Troud*, organe officiel des syndicats soviétiques :

Un livre de Louis-Dominique Gérard, intitulé « Montoire, un Verdun diplomatique » a paru en France après la fin de la guerre.

Ce livre démasque le traître de la France et les services qu'il rendit aux hitlériens. On penserait qu'il eût dû avoir la plus large diffusion. Mais en réalité, comme l'annonce l'Agence France Presse, le **Bulletin municipal** du département de la Seine a publié une ordonnance du préfet de police interdisant la mise en vitrine et la vente du livre « nuisible » de Gérard.

C'est ainsi que les dirigeants actuels de la France qui vendent leur pays aux U.S.A. prennent assidûment sous leur protection le traître qui vendit sa patrie aux Allemands.

Parmi nos LETTRES

Clermont-Ferrand

D'une lettre du 24 juin, d'un de nos amis, sur les événements du 16 juin :

Bergougnan emploie 3.000 ouvriers, dont 1/3 au plus à la C.G.T. Les autres subissent l'influence d'un syndicat autonome de la même tendance que C.G.T.-F.O. A une réunion générale organisée par la C.G.T., 280 ouvriers se présentent et votent la grève. Certains ateliers sont occupés, en particulier les fours, ce qui paralyse toute l'usine. Cependant les non-cégétistes ont continué à se rendre au travail; ils furent adjurés de débrayer, mais ne subirent aucune violence. Ce sont les chefs d'atelier qui, informés des mesures d'évacuation, leur ont conseillé de rentrer chez eux. Ni cahier de revendications, ni contact avec la direction.

Après les bagarres et la reprise, les ouvriers n'ont obtenu que la promesse d'un examen de leurs revendications — préparées après l'évacuation — et une réponse dans un délai de 10 jours. Aucune sanction pour faits de grève.

Chez Michelin, la grève, déclenchée par solidarité, se poursuit. La C.G.T. veut la transformer en mouvement revendicatif. La C.G.T.-F.O. et la C.F.T.C. s'y refusent. Celles-ci demandent un vote à bulletins secrets que la C.G.T. n'accepte pas. Si ce vote a lieu, il sera probablement favorable à la reprise. Que l'évacuation des usines soit alors décidée par la force, qu'il y ait à nouveau bagarres et F.O. sera accusée d'en être responsable. Voilà les conséquences absurdes de cette déplorable division ouvrière.

Dans la presse communiste, à la tribune de l'Assemblée Nationale, on a accusé le parti socialiste de provocation. La nuit de la bagarre, vers 23 h., un camarade qui rentrait de Volvic, passa en auto — tout à fait par hasard — au milieu des manifestants. Reconnu, il fut insulté et frappé. On a voulu incendier sa voiture. On a osé dire qu'il venait là en provocateur...

Il faut noter les exagérations de la presse parisienne, particulièrement en ce qui concerne la gravité des blessures des gardes-mobiles.

Tout cela me paraît navrant. C'est du bon travail pour le grand Charles...

Un socialiste libertaire

Un de nos abonnés, socialiste de Zurich, nous adresse la lettre suivante — que nous soumettons aux méditations des militants socialistes « défrisés » par certains articles de la « R.P. » :

Je suis abonné à votre revue depuis un an, et vraiment, je dois dire que votre tribune de pensée libre me plaît beaucoup. Comme militant du parti socialiste et syndiqué, vos articles de fond, par exemple, ceux du camarade Louzon et d'autres, me prouvent que la cause des hommes libres et des travailleurs conscients de leur avenir, conscients de leur émancipation, de leur véritable lutte, n'est pas perdue en France.

Il paraît un peu paradoxal que je puisse partager vos points de vue, alors que je suis membre du parti socialiste. Mais chez nous, en Suisse, et je pense que vous savez ça, les communes autonomes, ainsi que les cantons, petites républiques, jouent un très grand rôle dans la vie des ouvriers. L'Etat centralisé comme en France, n'existe pas en Suisse (évidemment, nous avons une bureaucratie « fédéraliste », ou plutôt confédérale, qui voudrait bien bénéficier d'attributions dictatoriales, comme celles de chez vous !).

Pour lutter contre ces tendances néfastes, le seul moyen, c'est de travailler dans les rangs du parti socialiste, car les syndicats professionnels sont eux-mêmes fortement centralisés, et les « cartels », espèces d'unions locales — dans les endroits où ils existent encore — ne jouent pas le même rôle que chez vous. Dans toutes les communes, c'est le parti socialiste qui rassemble les ouvriers conscients, de toutes les professions.

Le Livre et « Force Ouvrière »

Le camarade Bergeron, secrétaire de l'Union départementale F.O. de Belfort, en même temps secrétaire du groupe fédéral F.O. du Livre, nous demande de publier la Lettre ouverte suivante au trésorier de la Fédération du Livre, Micheneau, qui l'a attaqué dans l'organe fédéral l'Imprimerie Française, *de juin.*

Nous ne pouvons le lui refuser. D'abord, parce que Bergeron est un ami de notre revue depuis sa républication. Ensuite, parce que nous n'admettons pas les procédés de discussion employés par le trésorier du Livre. Un ancien peut parler sur un autre ton à un jeune militant, un fonctionnaire syndical C.G.T. doit pouvoir discuter autrement avec un fonctionnaire syndical F.O. Un adversaire du totalitarisme stalinien doit pouvoir s'expliquer avec un de ses camarades, d'une autre organisation, sans cette mauvaise foi et cette violence.

Certes, nous aurions préféré que Bergeron s'inclinât devant le referendum du Livre. Il a cru devoir ne pas le faire ; il a rallié F.O. C'était son droit. Nous savons en outre, qu'il ne l'a pas fait pour de basses raisons.

Micheneau pourra redire qu'à la R. P. nous ne recherchons que des occasions de polémiques. Il se trompe ou veut tromper. Nous aimerions mieux faire autre chose. Mais en permettant aujourd'hui à Bergeron de se défendre contre des attaques injustes de Micheneau, comme nous l'avons permis déjà à Avena devant des attaques injustes d'Ehni, nous estimons faire œuvre utile et remplir notre devoir. Nous n'avons qu'un regret, c'est de ne pouvoir toucher les 70.000 fédérés du Livre qui ont lu l'attaque et ne connaîtront pas la réponse, autrement forte et digne. A nos lecteurs de mettre sous les yeux des militants du Livre qu'ils peuvent connaître, cette réponse de Bergeron.

J'ai pris connaissance, sans étonnement, de votre article paru dans *l'Imprimerie Française* de juin et intitulé « Le lionceau de Belfort ». Etant logique avec moi-même, avec mes conceptions de syndicaliste libre, ce n'est pas dans le but de me justifier devant vous que j'écris ces lignes, mais simplement pour rétablir la vérité que vous déformez.

J'ai, en effet, participé en novembre et décembre 1947, aux conférences nationales de « Force Ouvrière » et j'ai voté la scission. Vous m'avez demandé à ma descente de la tribune où je venais de prendre la parole pour expliquer ma position, qu'est-ce que je pensais faire et si j'envisageais de quitter la Fédération du Livre. Il est exact qu'alors, je vous répondis que je ne le croyais pas, pensant que très certainement l'autonomie l'emporterait dans un referendum organisé parmi les fédérés. Vous-même me disiez que cela aurait été, *selon vous*, la « solution idéale ». Les résultats furent tout autres et vous connaissez aussi bien que moi quelles en sont les raisons.

Comme Ehni, comme Charrier, comme vous peut-être, j'appartenais depuis leur création aux groupes Force Ouvrière et j'en devins responsable dans mon département. Au milieu de l'année dernière, à l'occasion d'un voyage à Paris, je vous rendis visite à la rue Jules-Breton. Je fus reçu par Charrier et au cours de la conversation que nous eûmes tous deux sur la situation syndicale, sur le malaise qui régnait au sein de la C.G.T., sur l'irréparable que l'on sentait venir et qui était rendu inévitable par le sectarisme des staliniens, je demandai à Charrier son opinion sur la position de notre fédération en cas de scission. Il me répondit : « Pas de problème, nous passerons en bloc !... » Cela, sans importance du reste, et à titre d'information...

Je dus prendre ensuite la permanence de l'Union départementale Force Ouvrière du Territoire de Belfort (rassurez-vous, je gagne à peine ce que je gagnais dans l'imprimerie).

C'est alors que je provoquai une assemblée générale de ma section du Livre où j'exposai la situation. J'offris ma démission et j'ai le regret de vous dire que je fus maintenu à *l'unanimité*, mes camarades de Belfort n'ayant rien pu me reprocher dans mon activité syndicale.

Je ne suis pas venu au congrès de Besançon, pour la bonne raison que n'appartenant plus à la Fédération du Livre et ayant déjà envoyé ma démission à Ehni, je ne sais à quel titre j'aurais pu participer aux débats.

Je n'ai jamais obligé quiconque à rester ou à quitter la C.G.T., mes collègues du Livre étant suffisamment grands garçons pour savoir ce qu'ils doivent faire. Je ne sais qui vous renseigne, camarade Micheneau, — je ne mets pas en doute votre bonne foi, — mais vraiment, vous l'êtes très mal. Je suis, dites-vous, allé faire une réunion à Dôle ; *cela est entièrement faux.* Ce n'est pas que je n'aie pas l'envie d'aller faire des réunions dans les différentes sections du Livre ; le malheur est que, malgré les dollars que nous recevons, nous sommes très pauvres à Force Ouvrière.

Vous me reprochez d'être adhérent à un parti politique, ce qui est exact et ce qui est mon droit. Quant à vos accusations tendant à faire croire que mon action syndicale, que l'action de Force Ouvrière, est dictée par un parti politique, elles ne sont basées sur rien.

Comment, l'an dernier, Ehni m'envoyait des lettres de félicitations pour mon action personnelle dans la grève de la section de Belfort. Aujourd'hui, je suis devenu un traître. Soit que voulez-vous, Micheneau, je n'étais pas, moi, directeur de l'imprimerie de la C.G.T.

En tout cas, je n'ai que faire de vos conseils ; je suis jeune, c'est un fait ; vous l'avez été aussi. Que je n'aie pas d'avenir dans les organisations syndicales, cela m'est totalement égal ; je ne suis pas ambitieux. Je continuerai demain la lutte sous le drapeau de la C.G.T.F.O. malgré toutes les calomnies, et toutes les attaques que vous pourrez lancer contre moi. Rassurez-vous, je ne serai jamais candidat politique ; je me contenterai d'assurer les tâches, quelquefois obscures, qui sont les miennes. Lorsque l'on me le demandera, j'accepterai de prendre mes responsabilités, quelles qu'elles soient, même si à priori le but assigné peut paraître difficile à atteindre.

Ouvriers du Livre, nous nous trouvons maintenant en arrière des autres professions. La fédération du Livre, dont vous êtes un des dirigeants, ne semble pas vouloir prendre les positions énergiques qui seraient nécessaires. La semaine dernière, j'ai voulu passer à l'action pour arracher une augmentation de salaires qui pourrait plutôt s'appeler une reclassification de notre profession ; ce sont mes camarades demeurés à la C.G.T. qui, se basant sur une circulaire de Ehni, m'en ont empêché.

La C.G.T. et la Fédération du Livre ont un passé de grandeur et de lutte. Ce passé est pour nous un exemple. Ce que je ne peux comprendre, c'est que vous, dirigeants de la Fédération du Livre, vous ayez accepté de donner à la C.G.T. stalinienne un visage d'apolitisme qu'elle n'a pas.

Tout n'est peut-être pas parfait à Force Ouvrière, mais comme me le disait Chambelland à l'issue de son congrès constitutif : « On a senti revivre la Liberté et la démocratie, et c'est beaucoup !... »

Vous aurez à nouveau l'occasion de m'attaquer, car je suis disposé à continuer la lutte. Je regrette de la mener contre des hommes comme vous, mais la situation ne nous permet plus ni de faire du sentiment ni d'attendre, la liberté et l'avenir de la classe ouvrière ne le permettant pas.

A. BERGERON,

Secrétaire du Groupe Fédéral F.O. du Livre.

P. S. — Contrairement à ce que vous dites, je ne suis pas syndiqué depuis deux années, mais depuis 1936. Consultez vos livres et renseignez-vous, si vous le jugez bon, près de notre camarade Busch, ex-trésorier de la section de Belfort, que vous connaissez bien.

En Belgique aussi...

Le salut par l'indépendance du syndicalisme

En 1920, la Commission syndicale belge groupait 700.000 membres. Les syndicats chrétiens, quelques dizaines de milliers.

En 1940, la C.S.B., dénommée depuis 1937 Confédération générale du Travail de Belgique, comptait encore 550.000 membres, alors que la Confédération chrétienne avait vu monter ses effectifs à 300.000. Cette dernière avait su exploiter sans scrupule les misères provoquées par le chômage. La première n'avait que deux choses à offrir aux 500.000 chômeurs et aux travailleurs qui voyaient diminuer leur salaire : le Plan du Travail, qui provoqua durant quelques mois une agitation enthousiaste, mais sans lendemain, et puis le conseil de patienter jusqu'à la reprise des affaires.

La plupart des dirigeants étaient d'avis qu'en période de crise économique le syndicalisme ne peut à peu près rien faire.

La grève quasi générale et spontanée de 1936 démontra que les ouvriers étaient d'un autre avis. Malgré l'effort déployé par les dirigeants pour « liquider » cette grève le plus vite possible, elle arracha, outre une majoration générale des salaires de 10 %, la fixation légale d'un salaire minimum et la loi sur le congé payé annuel pour tous les travailleurs.

Ce fut le dernier soubresaut de la classe ouvrière belge, avant 1940.

⁂

Au début de la guerre, une grande confusion régna dans les milieux syndicaux. Plusieurs militants, qui suivaient Henri de Man, participèrent à la fondation de « l'Union des Travailleurs manuels et intellectuels », créée et contrôlée par les Allemands. Vers la fin de 1941, la plupart d'entre eux s'en retirèrent. Le mouvement syndical chrétien avait adhéré pour ainsi dire en bloc. Lui aussi fit marche arrière avant d'être brûlé complètement.

Alors des mouvements clandestins s'organisèrent. Ils furent caractérisés, pour ce qui concerne les milieux de la C.G.T.B., par la préoccupation de s'installer dans les places et de s'emparer des leviers de commande. Cette préoccupation fit naître nécessairement des cliques et des clans, un arrivisme et un favoritisme, accompagnés d'un bureaucratisme dont notre mouvement syndical a souffert énormément depuis.

Les staliniens créèrent des comités d'action syndicale.

Les chrétiens organisèrent leurs cadres ; ils pouvaient compter sur un puissant mouvement de jeunesse qui, durant toute la guerre, avait pu développer, presque sans entraves, son activité.

Ces trois tendances proclamèrent à l'approche de la fin de la guerre leur attachement à l'unité et à l'indépendance syndicales.

Fusion et confusion

Au lendemain de la Libération, l'ancienne C.G.T.B. apparut comme divisée en quatre tronçons. L'ancienne direction était éparpillée : les principaux dirigeants se trouvaient encore à Londres, quelques-uns étaient plus ou moins compromis, plusieurs étaient morts ; d'autres se trouvaient dans les camps de concentration en Allemagne. Des « jeunes », qui voulaient ignorer le passé et prétendaient faire du neuf étaient animés d'un esprit nettement totalitaire. Ils ne parlaient que de centralisation et de commandement sans contradiction.

Les staliniens transformèrent rapidement leurs comités d'action en syndicats uniques ; finalement, ils se constituèrent en Confédération nationale. Leurs slogans étaient évidemment : « Unité et indépendance », ce qui leur permit de tromper momentanément une grande partie de la classe ouvrière.

Ils se livrèrent à l'égard des anciens dirigeants à une campagne de calomnies des plus écœurantes. Ils n'épargnèrent même pas ceux qui crevaient dans les camps nazis ou même qui y étaient morts. Ici comme ailleurs ils firent appel à un chauvinisme plus dégoûtant que barbare.

Il y avait le Mouvement d'unité syndicale, d'inspiration purement syndicaliste, sincèrement indépendant et unitaire. On l'a appelé le mouvement Renard. Il avait ses partisans particulièrement à Liége, à Charleroi et à Namur. A défaut d'une conception claire du syndicalisme révolutionnaire, il était confus et sentimental.

Enfin, il y avait les agents des Services publics et de l'Etat, les instituteurs et les cheminots. Sans la fièvre de l'Unité, ils furent rassemblés au sein d'un nouvelle Centrale générale des services publics assez fortement influencée par les staliniens.

Il y eut pas mal de « coups de force », de la part de certains centralisateurs à outrance et d'arrivistes impatients, à l'égard d'anciens militants qui refusaient de se laisser embarquer. La Centrale générale des services publics constitue à ce sujet un exemple typique. Ses dirigeants, généralement désignés par eux-mêmes, prétendaient sans plus absorber le vieux Syndicat national des cheminots, des postiers et des marins, qui n'avait jamais été dissous. Les biens de ce syndicat, et particulièrement ses « Maisons des huit heures » constituées sous forme coopérative et légale, avaient été confisqués par les Allemands ; ils furent, au lendemain de la libération, mis sous séquestre, puis remis purement et simplement à la Centrale générale des services publics. Le Syndicat national, qui n'a jamais cessé d'exister, a finalement entamé la procédure pour rentrer en possession de ses biens.

Signalons que le Syndicat national, tout comme la Centrale générale des services publics, est actuellement dirigé par des militants de tendance socialiste. Voilà des frères en procès. Quand ils mettaient ces œuvres sur pied, les travailleurs belges des chemins de fer, des P.T.T. et de la marine ne pensaient certainement pas que les résultats de leur dévouement feraient un jour l'objet de débats devant les tribunaux.

Voyant que leur rêve de balayer l'ancien mouvement syndical était bien compromis; craignant fort d'être liquidés rapidement à cause de leur incapacité et de l'arrivisme qui rongeait leurs rangs, les staliniens se mirent à réclamer l'unité et la fusion.

Des négociations furent entamées. Les dirigeants de la C.G.T.B. étaient animés du seul souci de réapparaître comme l'organisation syndicale la plus nombreuse; ne s'embarrassant pas de préoccupations d'ordre doctrinal ou de probité intellectuelle, ils placèrent, au début de 1945, les militants des Centrales syndicales, qui s'étaient malgré tout assez rapidement plus ou moins bien reconstituées, devant le fait accompli. Un accord de fusion avait été réalisé entre les trois premières tendances précitées. La Centrale des services publics hésitait encore. Composée d'une masse hétérogène mais bruyante, ses dirigeants préféraient adopter une position d'attente.

Le 15 avril 1945, le congrès de fusion eut lieu. Ce fut en réalité un congrès de confusion. Soucieuses de se tromper mutuellement, aucune des tendances ne s'affirma. Pour éviter que l'impossibilité d'une unité sincère et loyale n'éclatât au grand jour, les inconciliables votèrent une déclaration de principes **sans principes,** et des statuts qui n'avaient pas d'autre but que de recoller tant bien que mal des morceaux. Il fut convenu que le secrétariat et le bureau de la nouvelle confédération, baptisée pour faire plaisir aux staliniens « Fédération générale du Travail de Belgique », seraient composés suivant une représentation proportionnelle aux effectifs des quatre tendances. (La Centrale des services publics participait à la fusion.)

La lutte des places, bien plus que le désir de servir la classe ouvrière, animait la plupart des partisans de la fusion. Ce n'était donc pas l'unité qu'on venait de réaliser, mais bien l'installation statutaire de la division au sommet de la nouvelle organisation.

Toute cette machinerie était, bien entendu, conditionnée par la participation des staliniens au gouvernement belge d'union nationale. La direction de la F.G.T.B. n'était ainsi qu'une copie du gouvernement de coalition. Elle se disloquerait le jour où ce dernier volerait en éclats.

L'indépendance syndicale la plus complète, y compris l'incompatibilité des mandats syndicaux et politiques, fut proclamée solennellement.

Les camarades de la tendance Renard et quelques autres furent seuls à prendre ces décisions au sérieux. En effet, la majorité du premier congrès statutaire, qui eut lieu en décembre 1945, vota la compatibilité des mandats politiques et syndicaux. Peu après un secrétaire de la F.G.T.B. fut élu député socialiste, un autre député communiste.

Je fus seul à vouloir dénoncer la duplicité qui présidait à ce congrès de fusion. J'avais présenté des amendements au texte projeté de la déclaration de principes, dans le but de dégager une tendance syndicale. Je voulais mettre en garde les congressistes non staliniens contre les amères déceptions qu'ils se préparaient eux-mêmes. Mais le président, un social-démocrate convaincu, appuyé par les hurlements des staliniens et de quelques nouveaux venus, m'empêcha de parler. Je fis une fois de plus figure de diviseur et d'antiunitaire. Mais j'étais tranquille. Je savais bien qu'il ne faudrait pas de longues années pour établir qui avait raison entre les 900 délégués qui votaient « oui » et le seul qui osait voter « non ».

La défaite des staliniens

Selon les décisions du congrès de fin 1945, la fusion devait se réaliser par industrie et par région dans le délai de trois mois. Aujourd'hui, cette fusion n'est faite ni chez les mineurs, ni chez les travailleurs de la pierre, ni chez ceux des cuirs et peaux, ni dans le livre (l'ancien syndicat a absorbé les « Uniques »), ni dans le vêtement (les Uniques dans cette branche d'industrie sont pratiquement liquidés), ni dans le Borinage, ni à Alost, ni à Gand (dans cette région, les Uniques ont rejoint les libéraux). Dans le textile, la fusion a été réalisée il y a un an, mais quelques mois après une nouvelle scission se produisait en pays flamand. A Bruxelles, la Fédération des syndicats, dirigée par un stalinien, s'est disloquée lamentablement.

Depuis que les staliniens ont été écartés du pouvoir, la structure de la F.G.T.B. s'est mise à craquer sérieusement. C'est un fait notoire qu'au secrétariat et au bureau des discussions interminables rendirent impossible tout travail sérieux.

A de multiples reprises, les staliniens essayèrent de provoquer des mouvements de grève. Leur succès fut chaque fois très mince et de courte durée. Au mois de février dernier, ils crurent le moment venu de frapper un grand coup. Le Kominform avait donné ses mots d'ordre. Après l'Italie et la France, la Belgique devait devenir le théâtre de conflits sociaux, orchestrés par les staliniens. Se moquant des règlements, des instances syndicales régulières, ainsi que de l'avis des intéressés, les agents staliniens dans les syndicats appliquèrent les ordres de leur parti, en provoquant à tort et à travers des grèves. Les postiers, les employés de tramway et le personnel des Comptes Chèques Postaux de Bruxelles, ainsi que les usines à gaz étaient particulièrement visés. La réaction des dirigeants responsables fut foudroyante; les staliniens subirent l'échec le plus cuisant qu'ils aient jamais connu. Plusieurs militants syndicaux d'obédience stalinienne abandonnèrent alors leur parti. Depuis l'effondrement des syndicats uniques plusieurs révolutionnaires « patriotiques » ont retourné leur veste. L'ont-ils fait pour sauvegarder une place de permanent ? Pour demeurer dans la place ? Ou bien l'expérience leur a-t-elle ouvert les yeux ?

A la fin du même mois de février 1948, la F.G.T.B. se réunissait en congrès statutaire. Les staliniens furent éliminés du secrétariat et du bureau.

Cette décision provoqua la démission de Renard, nouvellement nommé secrétaire de la F.G.T.B. Avant de démissionner, il avait, avec l'appui des délégués de Namur et de Liége, protesté contre la décision du congrès et réclamé la représentation de toutes les tendances au bureau. Il ne fut pas suivi et c'était juste. La majorité du congrès s'était prononcée par un vote secret; c'était son droit d'éliminer les staliniens de la direction confédérale. Si ceux-ci avaient eu la majorité, Renard n'aurait même pas eu l'occasion de protester.

Il n'en était pas moins regrettable que des régions comme Liége et Namur ne fussent plus représentées au bureau. Lors d'une réunion du Comité national élargi de la F.G.T.B., qui eut lieu le 27 avril, la question d'élargir le bureau

fut de nouveau posée. Comprenant le souci des camarades liégeois de sauvegarder l'unité syndicale et désireux de voir Renard revenir sur sa décision, il y eut une très forte minorité pour appuyer la proposition. Je crois qu'il y aurait eu une majorité si un stalinien n'avait pas été chargé par son parti de lire à cette réunion un papier dont le but évident était de provoquer le rejet de la proposition des Liégeois, qui tendait à mettre les staliniens au pied du mur.

Si l'on ne veut pas que les chrétiens nous dépassent...

La situation actuelle se résume donc comme suit :

En pays flamand, le mouvement syndical compte plus d'effectifs qu'en Wallonie ; administrativement, il apparaît comme cohérent, mais, en général, il est très peu dynamique. Il est très lié au parti socialiste et l'esprit parlementaire y est dominant. L'influence stalinienne ne se manifeste que dans la région d'Alost et parmi les ouvriers du port d'Anvers.

En Wallonie, les divisions et la lutte des tendances de partis au sein du mouvement syndical subsistent, surtout parmi les mineurs et les ouvriers de la pierre. Il y a plus de dynamisme qu'en pays flamand. La grève générale dans la métallurgie, éclatée le 16 juin dernier, préparée et déclenchée par la Centrale intéressée, est partie de Wallonie, spécialement de Liége.

En dehors de la tendance stalinienne, il y a au sein de la F.G.T.B. deux tendances qui s'affirment de plus en plus clairement : d'une part celle qui attend du Parlement la solution des questions sociales et qui n'a plus confiance dans la capacité de la classe ouvrière, et d'autre part celle qui renoue avec le syndicalisme traditionnel, selon lequel l'action ouvrière doit précéder l'action parlementaire, celle-ci ne faisant que sanctionner les résultats de celle-là.

La F.G.T.B. compte 550.000 membres.

La Confédération chrétienne, qui s'est récusée en 1945 quand elle fut invitée à participer aux négociations de fusion, déclarant qu'elle ne voulait aucun contact avec les staliniens, a largement profité des divisions et des luttes fratricides dans nos rangs ; elle annonce 440.000 membres.

Les chrétiens ont énormément évolué. Ils n'apparaissent plus comme des briseurs de grèves. Ils s'adaptent. Il y a chez eux, tout au moins en apparence, une grande cohésion. Leur organisation est fortement centralisée. Il n'y est pas question d'autonomie ou d'indépendance des syndicats ni des militants. C'est une force trompeuse qui engendre de sérieuses menaces pour la liberté syndicale et, par conséquent, pour la liberté personnelle.

Il faut que les militants de la F.G.T.B. s'imposent un grand effort de redressement personnel, de clarification de leur conception syndicale ; qu'ils aient le courage de prendre nettement position contre le stalinisme et contre tous les régimes et théories totalitaires, ainsi que contre l'ingérence systématique de l'Etat dans les conflits sociaux. Sinon, nous verrons un jour les chrétiens nous dépasser. Ce ne sera pas la faute des chrétiens, ni le fait de l'Eglise. Les militants syndicaux qui n'auront pas été capables d'être syndicalistes avant tout, qui auront cru qu'ils pouvaient traiter la classe ouvrière comme une masse amorphe, en seront les seuls responsables.

F. LIEBAERS.

Paul George n'est plus

Nous venons seulement d'apprendre la mort de Paul George, survenue en septembre 1947, à Saint-Etienne-les-Remiremont (Vosges).

Pour les plus anciens d'entre-nous, c'est un vieil ami qui disparaît. On trouve, en effet, sa signature dans les sommaires des toutes premières années de *Pages Libres*, où Guieysse souligna la qualité de sa monographie « Le canton de Senones, Vosges », par P. G. (n° du 2 juillet 1904).

Paul George était instituteur et Vosgien. Il aimait son métier. Il aimait sa petite patrie, comme en témoigne le choix de son pseudonyme, Georges Airelle, évocateur des myrtilles abondantes de la forêt lorraine. Ses poèmes de jeunesse, réunis en un volume à Gérardmer en 1928, furent écrits pour chanter « la montagne et la vallée ». C'était toujours d'une école nichée dans la montagne, d'une chambrette pleine de livres, mais toute grande ouverte sur les sapins, qu'il envoyait sa copie aux publications révolutionnaires.

Le mouvement ouvrier vosgien eut en Paul George un historiographe attentif et sensible. Ses premiers écrits sont consacrés à sa formation et à ses luttes : « Le mouvement ouvrier dans la région vosgienne » (*Pages Libres*, 4 février 1905) ; « Grèves dans les Vosges » (*ibid*, 18 mars 1905). En février et avril 1906, il donne au *Mouvement Socialiste* une étude sur le même sujet.

Paul George compte parmi les premiers collaborateurs de la *Vie Ouvrière* revue. Le 5 janvier 1911, il y inaugure la rubrique des journaux pédagogiques. Il publie en outre plusieurs études sur l'école laïque.

En 1913, il édite à Epinal une nouvelle vosgienne : « Le Tisserand », témoignage sur la vie si dure des travailleurs du textile. Après la guerre de 1914-1918, il continue sa collaboration à la *Vie Ouvrière*, devenue journal hebdomadaire, qu'il alimente en traductions, sur le mouvement ouvrier allemand, plus spécialement sur les « communistes de gauche ». Il n'oublie pourtant pas la presse régionale, le *Réveil Ouvrier* d'Epinal, *l'Etincelle*, organe éphémère de la fédération communiste des Vosges, où sont entrés — pas pour longtemps ! — Victor Loquier, le coiffeur libertaire d'Epinal — mort, lui aussi, — et le lithographe Lucien Cousin, secrétaire de l'Union des Syndicats ouviers des Vosges.

En janvier 1925, la couverture du premier numéro de *La Révolution Prolétarienne* porte le nom de Georges Airelle. Il nous donnait surtout des traductions. Parmi les dernières choses que nous publiâmes de lui, on peut citer, en 1929, « Le Premier Mai sanglant de Berlin », d'après Paul Frœhlich, et « Le congrès de Cleveland et le mouvement ouvrier aux Etats-Unis ». Notre « Parmi nos lettres » accueillit souvent les réflexions de ce grand solitaire.

Sous la signature E. V., *l'Ecole Vosgienne* rappelle que Paul George, animateur du groupe de jeunes, des Auberges de la Jeunesse, des Amis de la nature, était un « éducateur né » : « Les méthodes dites actuellement nouvelles, écrit E. V., étaient il y a vingt ans, mises en pratique dans son école des Charbonniers, où fonctionnait déjà une imprimerie. »

Nous nous étions un peu perdus de vue. Peut-être même n'était-il plus guère d'accord avec nous ? Il n'empêche... Nous gardons de Georges Airelle le souvenir d'un homme profondément sincère et désintéressé : deux qualités devenues bien rares. Georges Airelle n'a jamais tiré le moindre profit du mouvement ouvrier auquel il resta fidèle jusqu'à la fin.

« Pour moi, écrivait Paul George (1), comme pour beaucoup d'autres révolutionnaires, une amélioration sérieuse et durable du sort de la classe ouvrière, ne peut être due qu'à l'augmentation de la force de cette classe. Cette force croissante s'affirme par des manifestations diverses, — parfois violentes, parfois, très pacifiques — qui arrachent à la bourgeoisie des parcelles de plus en plus grandes de sa puissance. Ce sont ces manifestations que nous qualifions d'action directe. Nous les opposons à l'action indirecte des philanthropes prêchant l'union des classes, et des politiciens cherchant la popularité. »

(1) « **Pages Libres** », 1905.

Le Carnet du "Civilisé"

A plusieurs reprises le « cuisinier » m'a demandé un article sur tel ou tel sujet d'actualité.

Mais la vie de militant actif ne laisse guère de temps ; aussi, malgré tous les engagements, le plus souvent je déclarais forfait.

L'idée m'est venue toutefois de donner l'opinion d'un de ceux qu'on appelle des « bonzes » et qui, tout simplement pris dans le filet des responsabilités, essaie de bonne foi et avec bonne volonté, « d'aller vers l'idéal en comprenant le réel ».

C'est la voix d'un de ces « civilisés » (par opposition amicale —ô combien prétentieuse ! — au sauvage, que je voudrais faire entendre.

Rapport prix-salaires

La question incontestablement la plus difficile pour le mouvement syndical.

Position stalinienne : augmentation uniforme et autoritaire des salaires de l'ordre de 20 %.

Position officielle Force Ouvrière - C.F.T.C. : baisse des prix afin d'augmenter le pouvoir d'achat des travailleurs !

Est-ce à dire qu'il n'y a pas d'autres courants ?

Les dernières commissions exécutives confédérales Force Ouvrière ont, au contraire, montré qu'il y avait des conceptions moins orthodoxes.

Essayons de les résumer : elle font d'abord la critique des deux conceptions officielles et, en premier lieu, rejettent l'*augmentation uniforme et autoritaire des salaires*. Pourquoi ?

Une telle pratique nous maintient dans la gangue du dirigisme des incompétents et des impuissants.

Elle donne le flanc à une spéculation automatique et d'une facilité déconcertante ; c'est là vraiment qu'on peut parler du cycle infernal : n'importe qui ayant n'importe quoi à vendre profite de la « flambée » psychologique et l'expérience a montré qu'en deux mois, la hausse de prix « mangeait » l'augmentation des salaires.

Inconvénient certain : la facilité du slogan permet à toute l'armée des permanents tsaristes de se répandre dans tout le pays et voilà un levier idéal pour permettre à M. Staline d'imposer sa politique au travers des revendications ouvrières.

Faut-il tomber dans le panneau de la baisse des prix ?

Evidemment non, car les réveils risquent d'être douloureux.

Attendre tout de cette baisse, même lorsqu'on la revendique comme le fait la nouvelle Centrale et le Cartel interfédéral, nous paraît une erreur lourde de conséquences.

D'abord, parce que les travailleurs n'ont pas d'arme efficace pour lutter en faveur de la baisse. Ensuite, parce que la conjoncture générale (blé, charbon, loyers) est à la hausse.

Que la classe ouvrière lutte contre la hausse, contre la vie chère et essaie de faire prévaloir ses droits de *consommateur*, (*toute une éducation est d'ailleurs à faire*), en même temps que ceux des *producteurs, d'accord ;* mais il ne peut s'agir que de quelque chose de secondaire, d'accessoire, tendant d'ailleurs à un *freinage ;* la *baisse*, fût-elle *autoritaire*, apparaît en dehors des possibilités.

La principale action (!) consiste, en effet, à demander au gouvernement « *d'agir* » à la place des syndiqués ; c'est déjà une négation dans son principe du syndicalisme.

N'empêche que toute la misère de la condition ouvrière s'étale dans l'écart de ces deux nombres :
coefficient des salaires (base 100/1938 = 900) ;
coefficient des prix (base 100/1938 = 1.500).

La tâche urgente, primordiale des syndicalistes est de réduire cet écart, lequel montre — ne le savions-nous pas avant ? — que c'est la classe des travailleurs qui fait, en grande partie, les frais de la guerre.

Par la baisse des prix ? Autant empêcher la Seine de monter lorsque la Marne et l'Yonne sont en crue.

On en vient donc inévitablement à l'augmentation des salaires. Mais cette augmentation ne doit plus provenir de la décision de l'Etat, mais des parties intéressées au contrat.

Les prix ont été libérés dans plusieurs secteurs : à cette liberté des prix doit correspondre une liberté des salaires.

Des prix, encore fixés par l'Etat, sont exagérés, parce que, suivant la théorie marginale, le prix pratiqué doit permettre de vivre à la moins rentable des entreprises.

Et les autres, mieux outillées, mieux organisées, font des surprofits.

Aussi, au rôle économique que s'est donné l'Etat, dans tous les détails de fixation des prix doit se substituer un rôle uniquement social : il doit seulement fixer le *salaire minimum* au-dessous duquel aucun chef d'entreprise ne pourra descendre... et laisser faire syndicats patronaux et ouvriers.

Bien sûr qu'il faut modifier la loi ; bien sûr qu'il faut changer complètement de politique économique.

Mais n'est-ce pas évident ?

En redonnant la liberté aux salaires, ce ne sera certes pas la panacée.

Mais la classe ouvrière pourra se défendre... et défendre son gagne-pain ; les organisations syndicales ne permettront plus au gouvernement de rester dans une douce somnolence ; celui-ci aurait bien tort de se gêner puisque chacun attend la baisse.

Ces augmentations diluées dans le temps, dans les industries, inégales suivant les lieux géographiques, n'auront pas l'effet psychologique dangereux de la hausse brutale et uniforme ; obtenues par l'action directe des travailleurs, elles contribueront à redonner vie à l'action syndicale, laquelle tend trop souvent, à tout attendre d'un bureau fédéral ou confédéral.

On nous répond : mais attention au chômage ! Comme s'il n'était pas déjà là avec la fixation autoritaire des salaires. Solution parfaite ?... Certes non.

Mais la seule solution permettant aux ouvriers de lutter pour la vie... et qui leur fera toucher du doigt qu'il n'y a pas de solution satisfaisante dans le cadre capitaliste... et national.

La déclaration d'Angers

Monatte a fait grand cas de cette déclaration ; je ne le suis pas.

Je m'excuse auprès des signataires, mais elle n'apporte rien.

Par contre, je vois le mal qu'elle risque de nous faire.

Loin de moi l'idée de prétendre que tout est pour le mieux dans la nouvelle Centrale ; mais enfin, il s'agit d'un mouvement qui se veut libre, qui part dans les conditions les plus difficiles et où la base

n'est pas toujours aussi dynamique qu'on le désirerait.

Une telle déclaration tend à cristalliser une minorité et à l'embrigader sous une étiquette.

Or j'affirme que dans la nouvelle centrale, il est possible de défendre tous les points de vue et qu'il n'est pas besoin de « représentation proportionnelle des courants d'opinion ».

Représentant d'une fédération, je voudrais bien qu'on me dise où je dois être classé alors que je suis « majoritaire » sur certains points, « minoritaire » sur d'autres, aussi loin des uns que des autres sur certains sujets ; je ne pense vraiment pas que deux mois après le congrès, il était utile de prendre des positions qui veulent être, « à priori », d'opposition.

Non pas que je rejette ces idées et qu'elles me fassent peur ; mais est-ce avec les effectifs de l'U.D. du Cher ou du Maine-et-Loire que nos camarades vont faire de « l'occupation gestionnaire » ?

Et ont-ils les valeurs ouvrières indispensables pour gérer au « lieu et place du patronat », alors qu'à la vérité, on assiste à une décadence certaine de la conscience ouvrière et qu'il nous faut remonter un dur courant.

L action journalière me conduit à être plus circonspect. Car, mon cher Monatte, faire rouler un autobus sans faire payer les voyageurs, c'est une forme de grève, certes plus intelligente, mais qui n'a rien de commun avec « l'occupation gestionnaire ».

Je souhaiterais beaucoup me tromper, mais les signataires de la déclaration d'Angers, au dernier C.C.N. en particulier, m'ont donné surtout l'impression de vouloir se classer à tout prix plutôt que de donner le meilleur d'eux-mêmes à ce qui doit être notre but : *faire un mouvement fort contre des adversaires communs.*

Deux rectifications

En son temps, Monatte a fait reproche au secrétaire fédéral qui avait laissé exclure un de ses adhérents au Congrès de 1946.

Il s'agissait de Moinet, comme syndiqué, et du signataire comme secrétaire fédéral.

Erreur, Monatte ; jamais Moinet n'a été exclu de nos organisations.

La Fédération des Travaux Publics a refusé d'appliquer les décisions du congrès confédéral, a montré que la Commission des Conflits n'était pas compétente, qu'il était contraire à tout esprit syndicaliste de condamner sans permettre la défense, etc.

La Commission administrative fut saisie ; *Moinet resta secrétaire de notre section fédérale... et est* parti en Indochine.

Peut-être sans tapage, mais dans notre organisation, nous n'avons pas l'habitude d'obéir aux oukases.

« Honorable crétin » (parce que membre du Conseil économique), comme me désigne ainsi notre si caustique ami Louzon, je dirai, un jour, quelques mots de ce Conseil.

Je veux simplement, aujourd'hui, remettre au point une affirmation de Chambelland sur les indemnités et l'intérêt que présentent de telles « prébendes ».

Il faut savoir que les « conseillers » syndicalistes ne perçoivent pas leur indemnité ; c'est la Centrale qui en bénéficie ; ristourne est faite d'une partie à l'U.D. ou à la Fédération pour permettre le remplacement du responsable, pris par les tâches « économiques ». Une seule exception : le président perçoit cette indemnité, mais n'est pas payé par la Centrale.

Roger LAPEYRE.

Une expérience malheureuse

La S.N.E.C.M.A. (Société Nationale d'Etude et de Construction de Moteurs d'Aviation) est l'ancienne Société Gnôme et Rhône, nationalisée en 1945.

C'est la plus grande entreprise française de moteurs d'aviation. Elle exploitait à la fin 1947 l'usine du boulevard Kellermann, à Paris ; l'usine de Gennevilliers, d'autres usines : Arnage (Sarthe), à Argenteuil, à Billancourt (ancienne usine de moteurs d'aviation Renault), à Auteuil. Elle commençait d'installer un centre d'essai à Villaroch (Seine-et-Marne). Au total, près de 15.000 ouvriers et employés.

L'attention vient d'être brusquement attirée sur la S.N.E.C.M.A. du fait qu'elle s'est trouvée réduite à l'état de cessation de paiements et que, par une loi du 25 juin 1948, l'Etat a dû lui consentir une avance de 600 millions afin d'assurer les paies. A la date du 7 juin, la S.N.E.C.M.A. devait près de 3 milliards de francs, dont 1 milliard 181 millions immédiatement exigible, et 1 milliard 516 millions à échéance de juin et juillet. Or, sa caisse était vide. Si l'argent de l'Etat n'était pas intervenu, il lui eût fallu déposer son bilan. Et quel bilan !

Pour 1947, il restait dû 167 millions aux Assurances Sociales (cotisation patronale), 39 millions aux Accidents du travail, 171 millions aux Allocations familiales, 60 millions d'impôt sur les salaires (retenu au personnel et non versé), 107 millions de taxes sur le chiffre d'affaire, 11 millions à l'enregistrement, 25 millions au Comité d'entreprise. Pour 1948, 87 millions d'allocations familiales n'étaient pas payés, ni 57 millions de charges sociales au titre des cotisations et *des retenues* de mars 1948. (Le fait de ne pas verser en temps prescrit la retenue ouvrière pour les Assurances sociales est considéré en droit comme un abus de confiance et puni comme tel).

Le compte d'exploitation de l'année 1947 laissait d'ailleurs apparaître un déficit de 587 millions de francs pour l'année. Selon certains, ce chiffre serait inférieur au déficit réel, qui atteindrait 729 millions.

Le parlement a voté le projet de loi tendant à placer la S.N.E.C.M.A. « sous un statut provisoire en vue de sa réorganisation ». Il sera probablement nécessaire d'en parler. Mais, en attendant, il serait utile de dégager, dans la mesure du possible, les causes d'une situation si catastrophique, à moins de trois années de la nationalisation.

La « politisation »

Il ne s'agit pas de se joindre ici aux critiqueurs des nationalisations qui travaillent effrontément pour des intérêts privés. Mais il faut bien reconnaître que la gestion de la S.N.E.C.M.A. depuis 1945 leur fournit des arguments capables de troubler l'opinion.

Les usines ont été pour ainsi dire monopolisées par les staliniens.

En « haut » leur furent confiés, en plus de la direction générale, les services ci-après énumérés : Personnel, Social, Administratif, Fabrication, Montage, Entretien.

Quant au « bas », il faut lire cet extrait de l'audition, à la commission parlementaire, des représentants des cadres affiliés à la C.F.T.C. pour comprendre comment cela se passait :

M. Blain. — Voici ce qui se passe à l'usine d'Argenteuil, sous l'égide de M. Lepicart nouvellement nommé, au sujet de demandes d'embauche pour l'usine d'Argenteuil. J'ai ici des constats de facturation pour les annonces d'embauche pour l'usine qui paraissent dans « l'Humanité », « Franc-Tireur », « Paris-Liberté », « Ce Soir ». C'est très net, on cherche à avoir une clientèle bien déterminée. J'estime que les annonces devraient paraître dans différents journaux de diverses opinions.

M. le Président. — Vous estimez que les annonces devraient être publiées dans tous les journaux ?

M. Blain. — Oui, j'estime que la classe ouvrière lit différents journaux.

M. le Président. — Vous ne pensez pas que c'est un moyen de subventionner certains journaux ?

M. Blain. — Certainement.

M. le Président. — Je pose cette question parce que les factures dont il s'agit sont des factures de publicité et sont assez importantes : 8.000, 11.000, 9.000, 40.000 francs pour une période d'une semaine à trois jours. Il y a par exemple, des annonces qui partent du 19 au 22 mars. Il est exact qu'elles sont réservées à un certain nombre de journaux : « Ce Soir », « l'Humanité », « France-Soir », « Franc-Tireur », « Paris-Liberté » ; il y en a pour 40.800 fr. pour trois jours. Cela est assez intéressant, également, au point de vue de la presse.

En voici une autre : « Ce Soir », « Franc-Tireur », « l'Humanité », 9.685 francs. Une autre : « l'Humanité », « Franc-Tireur », « Paris-Liberté », 8.013 francs.

Il est exact quil n'y a pas d'autres journaux à profiter de ces annonces, et comme il s'agit d'entreprises nationalisées, il y a tout de même là un élément que nous n'avions pas encore vu jusqu'à maintenant.

M. Desgranges. — Au sujet de l'embauche, je voudrais ajouter une remarque :

Vous savez certainement que les demandes d'embauche se font sur des formules officielles. Une certaine section du service du personnel trie ces demandes par avance. On n'engage, bien entendu, que du personnel du parti.

J'ai ici une de ces formules et vous verrez qu'il y a le bulletin de contrôle, ce qui est tout à fait normal.

M. Buriot. — Qu'est-ce que ce bulletin de contrôle ?

M. Desgranges. — Un bulletin émanant des services chargés de contrôler l'embauche. J'ai vu embaucher des personnes du parti, alors qu'à ceux de nos collègues qui se présentaient, on répondait qu'il n'y avait pas de travail.

M. Blain. — Toujours parce que les cadres supérieurs favorisent cet état de choses.

M. Desgranges. — Il est certain que même à l'heure actuelle les cadres font du favoritisme. Nous avons toujours lutté, même auprès du ministre Tillon.

Vous avez devant vous des hommes qui ont lutté pour leur pays. Vous admettrez que tout le monde a le droit de travailler. Moi-même, j'ai été licencié. J'ai la lettre du ministre de l'Armement qui m'a licencié. Pourquoi ? Parce que je ne suis pas d'obédience communiste, il ne faut pas avoir peur de le dire.

. . . .

M. Pinay. — Vous dites que l'embauchage est contrôlé par certaines sections de la C.G.T. Ce fait a-t-il pour résultat de décourager ceux qui se présenteraient bien, mais qui, n'étant pas du parti, se disent qu'ils n'ont aucune chance d'être embauchés ? Est-ce que le courant est toujours du même côté ?

M. Blain. — Oui, tout est organisé de main de maître. Il y a, d'une part, la diffusion des demandes d'embauche uniquement orientée dans une certaine presse, d'autre part, l'embauche contrôlée également par les mêmes tendances alors qu'elle nous est refusée systématiquement.

Il y a un filtrage, si bien, que vous avez des usines dont le personnel est de 80 à 90 % de la même tendance.

Les petits profits

Le texte qu'on vient de lire est extrait du rapport présenté par M. Pleven au nom de la commission des finances de l'Assemblée Nationale. (Document parlementaire n° 4.629). Nous ne pouvons, non plus, passer sous silence les passages de 6 rapports qui ont trait à certains « petits profits » des dirigeants staliniens de la S.N.E.C.M.A. Les chiffres cités n'ont été contestés par personne, à notre connaissance du moins.

Voici pour M. Marcel Weill, directeur général, ancien membre du cabinet de Tillon :

M. Weill, sans consulter le conseil d'administration, sans en référer au Contrôleur d'Etat, a appliqué lui-même, au bilan de 1946, qui montrait un bénéfice apparent de 3.592.941 francs, la formule de sa participation aux bénéfices. Il a perçu à ce titre une somme de 792.000 francs, portant ainsi le total des sommes touchées par lui, au cours de l'année 1947, à 2.091.820 francs. Sur cette somme, il y a lieu de déduire 9.650 francs correspondant à des frais de déplacements et de visites.

Voici pour le médecin Roumilhac et pour son secrétaire Germain :

Le 5 mars 1948, si l'on en juge par la date inscrite sur le contrat, le directeur du personnel, sur l'ordre du directeur général, fixait les conditions d'emploi du docteur Roumilhac, nommé directeur des services médico-sociaux du travail de la S.N.E.C.M.A.

Ce contrat, compte tenu d'une prime d'ancienneté et d'un supplément de vie chère, assure au médecin des émoluments actuels supérieurs à un million de francs par an. Il s'agit d'un médecin âgé de 35 ans, n'ayant, à notre connaissance, aucun titre scientifique particulier.

Ce contrat reçoit application rétroactive au 1er juillet 1943.

Or, le secrétaire de ce médecin, M. Germain, se trouve — et il y a peut-être là plus qu'une coïncidence, — être le gérant de « l'Envol » qui se définit lui-même dans sa manchette « Journal édité par les communistes de la S.N.E.C.M.A. ».

Voici enfin l'exemple de la moto Durand :

...Le bureau d'études de l'ex-société Gnôme et Rhône avait à son actif, en matière de motocyclettes, les réalisations intéressantes. Il fut dissous et remplacé par un ingénieur-conseil, M. Durand, dont l'introduction à la société semble avoir été due à son affiliation politique et qui présenta un projet de motocyclette à moteur à deux temps qui devait révolutionner l'industrie de la moto.

Le prototype a été construit, exposé au Salon. Les résultats des essais étaient, parait-il, remarquables. La fabrication en fut annoncée dans le rapport aux actionnaires à l'assemblée de juin 1947.

Mais le personnel ouvrier de l'usine de Gennevilliers, qui connait très bien la fabrication de la motocyclette, réagit contre ce qui lui apparaissait comme un bluff.

Un nouvel examen fut donc effectué. On s'aperçut que l'on ne pouvait pas passer les vitesses, que la moto vibrait, que le moteur était défectueux et, qu'en définitive, le projet devait être abandonné.

Plus de 15 millions de frais avaient ainsi été engagés et deux années avaient été perdues.

Ces quinze millions n'auront pas été perdus pour tout le monde.

La responsabilité principale

Nous arrêterons là nos citations. Elles suffiront à faire admettre qu'avec de telles méthodes, la S.N.E.C.M.A. ne pouvait aller au succès.

Pourtant, nous nous garderons de conclure que ce fut la cause essentielle du désastre et nous espérons pouvoir démontrer quelque jour que la responsabilité principale n'est pas là.

Le conseil d'administration de la S.N.E.C.M.A. ne comprenait pas seulement M. Weill, déjà nommé ; M. Després, président de la S.N.C.A.S.E. ; M. Pissavy, président de la S.N.C.A.N. ; M. Lepicart, administrateur provisoire de Gnôme et Rhône.

Il ne comprenait pas seulement un représentant des cadres, un représentant des techniciens, et un (oui, un seul) représentant des ouvriers.

Il comprenait aussi :

M. Brissaud, représentant le ministre de l'Air ;

M. Athayne, représentant le ministre de l'Economie Nationale ;

M. Autissier, représentant le ministre des Finances.

Qu'ont donc fait ces honorables hauts fonctionnaires au sein du Conseil d'administration de la S.N.E.C.M.A. ? Qu'ont-ils administré ? Qu'ont-ils contrôlé ?

C'est, évidemment, une question qu'il faut poser.

La vraie question, la question essentielle est de savoir si ce n'est pas la méthode étatique des nationalisations qui conduit celles-ci à des catastrophes de ce genre.

Il faudra y revenir en puisant dans l'expérience malheureuse de la S.N.E.C.M.A.

CHAMBRICE.

Sur quelques points d'économie politique...

A la suite de l'article sur « le Socialisme bourgeois à l'œuvre » (1), le camarade Le Coutaller nous a adressé une longue lettre qui renferme des observations que pas mal d'autres camarades, sans doute, se seront également faites. Aussi, y répondrons-nous assez longuement, malgré le caractère un peu abstrait que le sujet présente.

Comme, cependant, il nous est impossible, dans le cadre de cette réponse, de donner à certains points des développements suffisants, nous nous permettrons, pour chacun d'eux, de renvoyer les camarades qui s'intéressent particulièrement à ces questions, soit à des articles autrefois publiés par la **R.P.**, soit à des chapitres de notre **Economie capitaliste** (nouvelle édition).

La lettre de notre correspondant comprend trois parties que nous examinerons successivement.

Surproduction

La conclusion de Louzon sur les crises est juste : en supprimant la plus-value on supprimerait les crises. Mais l'explication est erronée : les crises ne sont pas dues, ou plus exactement. ne sont plus dues à un manque de main-d'œuvre. La technique, en effet, a mis à la disposition des capitalistes une nouvelle « armée de réserve industrielle » pratiquement inépuisable CV, et de robots, et, cependant, les crises et le chômage sont devenus des maux chroniques. Les crises sont donc des crises de surproduction.

Dans les premiers temps du capitalisme, on pouvait s'y tromper : la main-d'œuvre humaine représentait alors un pourcentage si élevé de la main-d'œuvre totale que toute incorporation de main-d'œuvre nouvelle dans le circuit de la production capitaliste avait pour premier effet de donner une clientèle nouvelle aux vendeurs des produits issus de cette production.

Les travailleurs embauchés pour ta création de nouveaux moyens de production jouaient le rôle de machines à transformer les denrées correspondant à la plus-value antérieure en installations nouvelles. Et ceux qui étaient embauchés pour la mise en service de ces installations devenaient sur-le-champ de nouveaux acheteurs et faisaient une ponction sur les stocks existants, avant même que les produits qu'ils fabriquaient ne fussent arrivés dans les magasins de vente. Ainsi ils contribuaient à reporter à plus tard les effets d'une surproduction continue, d'une surproduction qui est liée de la façon la plus absolue, sinon à l'existence, du moins à l'économie de la plus-value. (La rente à crédit tendait elle aussi à retarder les effets de la surproduction.)

Après les crises, le réembauchage des chômeurs déterminait également un accroissement du pouvoir d'achat des masses, l'accélération de la vente, le « dégel » de la plus-value qui, ainsi, devenait investissable.

Les « économistes sérieux » en concluaient que les crises sont dues à un manque de main-d'œuvre. En effet, pensaient-ils — du moins je le suppose car j'ignore leurs arguments — si la main-d'œuvre ne venait pas à manquer, chaque jour, la surproduction de la veille se trouverait résorbée par l'incorpor tion d'une main-d'œuvre nouvelle dans le circuit de la production capitaliste.

Mais, contre eux, je maintiens que c'est le manque de consommateurs et non le manque de main-d'œuvre qui coince la machine économique. En effet, si le capitalisme dispose actuellement d'une main-d'œuvre mécanique inépuisable, il ne dispose pas d'une source intarissable de consommateurs qui lui dégéleraient continûment sa plus-value, à moins qu'il ne charge la machine elle-même de consommer ce que la clientèle humaine ne peut absorber.

(1) **R. P.** d'avril 48.

Mais alors, la machine produisant beaucoup et consommant peu, la production n'aurait bientôt plus ni pour unique ni pour principal but de satisfaire aux besoins des hommes ; de plus en plus, ce but serait d'entretenir et de reproduire les installations et les machine, et, avant longtemps, ce serait la place elle-même qui manquerait pour édifier les installations nouvelles.

Mais les hommes qui, hors la guerre, n'admettent pas une destruction systématique de produits, ne toléreraient pas une telle perversion de la production. Il n'y en a qu'une qu'ils trouvent justifiée : la fabrication des armements. Si bien que la guerre est le seul exutoire qui sauve périodiquement le régime de la pléthore.

En définitive donc ce n'est pas la main-d'œuvre qui fait défaut au capitalisme, ce sont les consommateurs qui lui manquent et les crises économiques sont bien des crises de surproduction.

Et d'abord ! éliminons une équivoque ! J'ai dit que les « économistes sérieux » avaient montré qu'une surproduction générale était une notiou incompréhensible dès qu'on voulait la fouiller un peu, mais je n'ai pas dit qu'ils attribuaient les crises au manque de main-d'œuvre car je ne connais pas d'autre personne que moi-même qui ait soutenu une opinion aussi hérétique, et Dieu me garde de me ranger parmi les « économistes sérieux » !

Mais, venons-en au fait. Je ne peux pas reprendre ici les longues justifications que j'ai essayé d'apporter, après la dernière crise de 1929, à ma théorie des crises, théorie qui, alors comme aujourd'hui, a fait crier au paradoxe la plupart de nos camarades (1).

Je rappellerai seulement que les deux faits essentiels sur lesquels elle s'appuie sont :

1° que le capitalisme ne peut pas fonctionner sans l'existence d'une « armée de réserve industrielle », c'est-à-dire d'une quantité de chômeurs suffisamment importante ;

2° que, à la veille des crises, cette armée de réserve se trouve réduite à son minimum, et a même souvent presque totalement disparu, que, par conséquent, puisque le capitalisme ne peut pas fonctionner sans elle, il est naturel d'en déduire que c'est sa disparition qui entraîne la crise. Ceci par une série de phénomènes intermédiaires que j'ai essayé d'analyser et de décrire.

Conformément à la règle habituelle du développement dialectique des choses, la suppression du chômage a pour conséquence son contraire : la création du chômage.

Mais, notre camarade n'est pas de cet avis. Pour lui, ce n'est pas la main-d'œuvre qui fait défaut aux capitalistes, ce sont les consommateurs.

Il est vrai, en effet, que, comme il le dit, il n'existe pas une « source intarissable de consommateurs », mais ce qui est intarissable ce sont les appétits des consommateurs. Jusqu'à présent, que je sache, tous les accroissements de production qu'ont entraînés les perfectionnements de la technique ont trouvé preneurs ! Jusqu'au jour précis où une crise écono-

(1) Voir **R.P.** de 1931, numéros 115, 119, 120, et **Economie capitaliste**, pages 129 et suiv.

mique se déclenche, tout s'achète à force, il n'y a pas assez de produits pour satisfaire les demandes, on se dispute à qui sera servi, et puis, brusquement, le lendemain de la crise, plus rien ne se vend. Le 15 octobre 1929, partout dans le monde tout se vendait, le 30 octobre, plus rien ne se vendait.

Or comment les besoins des consommateurs pouvaient-ils ainsi disparaître du jour au lendemain ?

Bien plus, lorsque la crise étant résorbée, un nouveau cycle recommence, la production s'établit toujours à un niveau supérieur à celui atteint dans le cycle précédent. Malgré les crises, la production s'est constamment élevée, et dans quelles proportions ! depuis 150 ans. Si les crises étaient dues à un dépassement des besoins de la consommation, elles se solderaient par un abaissement définitif de la production, et non pas par son accroissement !

Oui, dit-on, mais il y a les armements, il y a la guerre ! Evidemment, la guerre et la préparation à la guerre absorbent une bonne part de la production, mais, économiquement, la consommation guerrière est une consommation comme une autre, le besoin de faire la guerre un besoin comme un autre. Tout comme le besoin de tabac ou d'alcool, c'est un besoin qu'on peut déplorer et condamner, mais, tout comme le besoin de tabac ou d'alcool, son rôle économique ne diffère pas du besoin de pain ou de vêtements.

Non seulement la guerre a existé bien avant les crises, mais, même depuis les crises, on ne note aucune corrélation entre les armements et les crises. Dans les années « de prospérité », entre 1925 et 1929, la course aux armements n'était certainement pas plus grande qu'entre 1930 et 1933, années de crise. Plus généralement, de 1815 à 1929, les crises se sont produites très régulièrement une fois par décade (à intervalles allant de 7 à 11 ans) ; or, on ne trouve aucune périodicité correspondante ni dans les guerres ni dans la course aux armements.

En réalité, surproduction est un mot qui n'explique rien ! Il n'y a pas surproduction par rapport aux besoins, puisque presque chacun estime que ses besoins sont toujours insuffisamment satisfaits ! Il n'y a pas de surproduction par rapport aux moyens d'achat, puisque de nouveaux billets de banque peuvent être émis, sans perdre de leur valeur, dans la même mesure que la production augmente, et qu'en tout cas, on peut toujours recourir au troc. Alors, qu'est-ce que peut bien vouloir dire surproduction ?

La vérité est que, tant que les hommes ne seront pas remplis de jouissances à satiété, il ne saurait y avoir une surproduction générale. Il ne peut exister que des surproductions partielles, en telle ou telle marchandise, qui proviennent, non point d'une trop grande production totale, mais d'une répartition de la production qui ne correspond pas à la répartition des besoins du moment.

Dans ce que dit notre camarade, il y a une autre idée, plus ou moins sous-jacente, une idée qui est très en vogue actuellement, car elle est très agréable, mais qui est fort dangereuse.

C'est l'idée que la machine, ou plutôt que les développements récents du machinisme, ont complètement transformé le mécanisme économique. Autrefois, dit-on, le travail humain était tout ; maintenant il n'est plus rien, ou à peu près, parce que l'homme a été « remplacé » par la machine. Les kilowatts, comme disent certains, se sont substitués au travail de l'homme.

Or, cela est complètement faux. Certes, les perfectionnements de la technique, l'utilisation de plus en plus poussée de nouvelles sources d'énergie naturelle ont augmenté dans une mesure importante — bien que dans une proportion moindre que ne l'avaient fait les premières découvertes de la révolution industrielle — la productivité du travail humain et, par suite, la quantité de produits mis à la disposition des hommes, mais cela n'a rien changé aux rapports économiques, parce que, aujourd'hui comme hier, le travail humain reste l'élément indispensable de la production et le seul créateur de valeur.

Aucune production n'a lieu sans l'intervention de l'homme, aucune énergie n'est gratuite, pas plus celle des chutes d'eau que celle du charbon, pas plus celle de la machine, calculée, construite, alimentée et dirigée par l'homme que celle de l'outil directement manié à la main. La machine n'a de valeur que par l'homme, aussi, après comme avant la machine, est-ce seulement la quantité de travail humain qui intervient dans la production, qui fait la valeur des choses ; si, avec la machine cette quantité diminue, il en résulte simplement une diminution de la valeur du produit.

Lorsque Bessemer eut construit sa cornue pour la transformation de la fonte en acier, ce qui permit l'une des plus grandes économies de travail humain qu'une invention ait jamais permis de réaliser — et ça ne date pas d'hier ! — il s'ensuivit presque instantanément une diminution de moitié du prix de l'acier, parce qu'il fallait moitié moins de travail humain pour produire une tonne d'acier avec le procédé Bessemer qu'avec le puddlage.

C'est donc s'engager dans une voie pleine de confusion que de parler d'une « main-d'œuvre mécanique ». Il n'est qu'une main-d'œuvre, la main de l'homme ; seule elle crée la valeur, et seule, par suite, elle peut mettre de la plus-value dans la poche du capitaliste. L'exploitation du travail humain, l'exploitation de l'homme par l'homme, reste, à l'époque de l'électricité comme à celle de la machine à vapeur, la seule source de profit.

L'Etat

D'une part Louzon écrit : « ...L'Etat est avant tout un « appareil »... dont l'unique fonction est d'assurer l'ordre social... » et, d'autre part : « L'Etat est essentiellement l'organe chargé d'assurer la défense d'une certaine collectivité contre les collectivités extérieures... » ; de la suite de l'article il ressort qu'il s'agit là de collectivités nationales.

Or il y a contradiction entre ces deux affirmations successives. En réalité, l'Etat remplit bien ces deux fonctions, donc aucune d'elle exclusivement.

Louzon décrit encore : « Si l'Etat est la réalisation d'une idée, comme disent les Allemands, cette idée n'est autre que l'idée nationale. Supprimez l'Etat, et vous supprimerez par là la notion de « nation » et de « patrie »... La guerre est la fonction essentielle des Etats... Ce n'est pas le capitalisme qui porte dans ses flancs la guerre, c'est l'étatisme... »

Certes, il y avait des guerres avant que naquît le capitalisme, mais il y avait aussi des hommes qui se battaient avant qu'aucun Etat n'existât, et des guerres civiles se produisent également, qui ne sont pas des guerres nationales.

Et puis, ni le capitalisme, ni la nation, ni l'Etat ne sont des causes premières ; ils ne sont que les produits des tendances fondamentales de la nature humaine. En dernière analyse, c'est en celles-ci que toutes les luttes, tous les combats, singuliers ou collectifs et toutes les guerres, nationales, internationales, ou civiles ont leur véritable origine.

L'homme est une unité vivante qui poursuit ses propres fins et qui, pour les atteindre, use à la fois de l'action individuelle et de l'action collective, et la nation, comme le syndicat, le parti politique, le trust, comme toute association, est l'expression concrète d'une action collective. A son tour, l'Etat est l'expression politique de la nation en même temps que l'expression politique de sa classe dirigeante. Mais

jamais action collective n'est parfaitement solidaire, pleinement cohérente, car, toujours, l'action individuelle se développe peu ou prou au sein de l'action collective.

Le capitalisme est périodiquement acculé à la guerre, car seule, celle-ci peut décongestionner son économie pléthorique, et Jaurès avait raison de s'exclamer : « Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée l'orage. »

Il est normal, il est logique que dans les périodes de haute tension, les rivalités qui opposent les capitalistes épousent les cadres nationaux qui existent déjà, qu'elles s'y inscrivent, qu'elles s'appuient sur le sentiment national, qu'elles l'exploitent et l'exacerbent. Elles en ont d'autant plus la possibilité que les Etats sont surtout les Etats des capitalistes.

Ici, je suis, en grande partie d'accord avec notre camarade.

D'une part, il est bien certain que la cause **première** de la guerre est la nature humaine. Et ce n'est pas seulement de la guerre, que la nature humaine est la cause première, mais de tout ce qui concerne l'homme. Elle est la cause première de la technique, des rapports économiques et sociaux, des institutions politiques, etc... Mais c'est toujours une assez pauvre explication que celle qui se contente de fournir la cause première. Présenter la nature humaine comme explication des phénomènes sociaux, ça revient à donner la nature comme explication des phénomènes physiques. Une véritable explication consiste à rechercher les causes **secondes,** c'est-à-dire la série des phénomènes qui, partant autant que possible de la cause première, aboutissent, par le jeu d'une suite de causes et d'effets, au fait que l'on veut expliquer.

Et cela est si évident que notre camarade lui-même, après avoir déclaré que ni l'étatisme ni le capitalisme ne sont des causes premières de la guerre, conclut en déclarant que c'est le capitalisme qui est la cause de la guerre !

La véritable question est donc de savoir si c'est le capitalisme ou l'étatisme qui est la cause **immédiate** de la guerre, ou, pour poser la question sous une forme encore plus précise et plus pratique : est-ce le développement du capitalisme ou celui de l'Etat qui pousse à la guerre ?

Or, les faits parlent ! A l'apogée du capitalisme, du capitalisme proprement dit, je veux dire du capitalisme basé sur l'économie libérale, avec réduction de l'Etat à un minimum de fonctions, c'est-à-dire donc au siècle dernier, l'Europe a connu une période de paix comme elle n'en avait pas eue depuis deux mille ans ; en notre vingtième siècle, avec le développement des monopoles, ce qui est la négation du capitalisme proprement dit, et le développement de l'étatisme, l'humanité est entrée dans une période de guerres qui ne le cède à nulle autre !

L'idéal du capitalisme c'est le marché universel ; l'idéal de l'étatisme, c'est le marché national fermé. Le développement de cette seconde idéologie aux dépens de la première — et le progrès d'une idéologie est fonction du développement de l'institution qui la supporte — entraîne nécessairement un renforcement des antagonismes économiques, et, par suite, pousse davantage à la guerre. Aux guerres nationales, bien entendu — les guerres civiles n'ayant de commun avec elles que le nom.

Voici, par contre, un point sur lequel je donne entièrement raison à mon critique. Il est certain que mes deux phrases sur ce qui est la fonction essentielle de l'Etat sont tout à fait contradictoires, au moins dans la forme ; ça ne m'avait d'ailleurs pas échappé, mais cela m'eût entraîné à une trop longue digression que d'expliquer pourquoi, à mon avis, elles ne sont pas contradictoires dans le fond. La lettre de notre camarade me donne l'occasion de fournir cette explication.

Les origines de l'Etat — et j'entends par là celles de l'Etat qu'on pourrait appeler du type occidental, c'est-à-dire les Etats qui, comme les nôtres, sortent de la civilisation gréco-latine — sont assez obscures. Cependant tout porte à croire que l'Etat est né, non pas précisément de la guerre, si l'on entend simplement par là le fait de se battre, mais des expéditions guerrières lointaines.

La société pré-étatique, c'est-à-dire la société fondée sur l'indépendance des chefs de famille, dans laquelle toute la vie économique réside dans la mise en valeur, par chaque famille, de son propre domaine, et où toutes les guerres se réduisent à des combats entre voisins, familles voisines (vendettas) ou cantons voisins, soit pour un champ, soit pour « l'honneur », n'avait pas besoin d'un « appareil » d'Etat. Une réunion des chefs de famille intéressés, la désignation, peut-être, dans les grandes occasions, d'un chef temporaire, suffisait amplement à régler les affaires communes, quand il y en avait ! Tel était, d'ailleurs, encore le régime des sociétés berbères de l'Afrique du Nord au moment de la conquête française.

Mais, pour des expéditions lointaines, dont la guerre de Troie est le type, il n'en est plus de même. De telles expéditions ont besoin d'être préparées, organisées, dirigées ; il faut pour cela des hommes qui, délaissant plus ou moins leurs affaires particulières, s'adonnent à cette besogne. De ce jour l'Etat naît. L'origine de l'Etat est donc la guerre lointaine, c'est-à-dire la guerre de conquête. La conquête est la fonction originelle de l'Etat ; de ce fait, sa fonction primordiale peut être considérée comme une fonction nationale.

Cependant, la conquête une fois faite, l'Etat ne disparaît pas. Sur le territoire conquis il n'y a pas que des terres, il y a, chose plus précieuse : des hommes. Ces hommes, contrairement à une opinion fort répandue, mais inexacte, n'étaient point, au début, réduits en esclavage (1) ; ils devenaient serfs. C'est-à-dire qu'ils étaient maintenus sur les terres qu'ils avaient jusqu'alors cultivées, mais avec l'obligation de les travailler et de payer une redevance à leurs conquérants. Les ilotes de Sparte étaient un reliquat de cette période.

Ainsi, se formaient **ipso facto** deux classes, celle des conquérants, des propriétaires, des exploiteurs, et celle des conquis, des fermiers, des exploités. Bien entendu, une telle situation ne pouvait se maintenir que par la force, et comme il s'agissait d'intérêts communs à tout un groupe, qui devaient être défendus contre les intérêts de tout un autre groupe, il était naturel que cette force prît la forme d'une force collective, et non point simplement celle d'une addition des forces individuelles ; l'appareil qui avait organisé l'expédition était tout désigné pour organiser cette force collective de coercition : d'institution passagère l'Etat devenait par là une institution permanente et, en même temps, sa fonction essentielle changeait de nature, il ne s'agissait plus pour lui de conquérir, mais de maintenir, de maintenir une classe dans l'asservissement. D'Etat national, l'Etat tendait à devenir un Etat de classe.

Par la suite, les deux races, celle des vainqueurs et celle des vaincus, se mêlent, se croisent, s'assimilent, on perd plus ou moins jusqu'au souvenir de la conquête et de l'existence de deux peuples distincts, mais les deux classes subsistent. Ce ne sont plus des conquérants et des conquis, mais la forme sociale qui a été créée par la conquête subsiste : des fils de vainqueurs ont pu devenir fermiers et des fils de vaincus propriétaires, mais le

(1) Voir : Wallon. **Histoire de l'esclavage.**

mique se déclenche, tout s'achète à force, il n'y a pas assez de produits pour satisfaire les demandes, on se dispute à qui sera servi, et puis, brusquement, le lendemain de la crise, plus rien ne se vend. Le 15 octobre 1929, partout dans le monde tout se vendait, le 30 octobre, plus rien ne se vendait.

Or comment les besoins des consommateurs pouvaient-ils ainsi disparaître du jour au lendemain ?

Bien plus, lorsque la crise étant résorbée, un nouveau cycle recommence, la production s'établit toujours à un niveau supérieur à celui atteint dans le cycle précédent. Malgré les crises, la production s'est constamment élevée, et dans quelles proportions ! depuis 150 ans. Si les crises étaient dues à un dépassement des besoins de la consommation, elles se solderaient par un abaissement définitif de la production, et non pas par son accroissement !

Oui, dit-on, mais il y a les armements, il y a la guerre ! Evidemment, la guerre et la préparation à la guerre absorbent une bonne part de la production, mais, économiquement, la consommation guerrière est une consommation comme une autre, le besoin de faire la guerre un besoin comme un autre. Tout comme le besoin de tabac ou d'alcool, c'est un besoin qu'on peut déplorer et condamner, mais, tout comme le besoin de tabac ou d'alcool, son rôle économique ne diffère pas du besoin de pain ou de vêtements.

Non seulement la guerre a existé bien avant les crises, mais, même depuis les crises, on ne note aucune corrélation entre les armements et les crises. Dans les années « de prospérité », entre 1925 et 1929, la course aux armements n'était certainement pas plus grande qu'entre 1930 et 1933, années de crise. Plus généralement, de 1815 à 1929, les crises se sont produites très régulièrement une fois par décade (à intervalles allant de 7 à 11 ans); or, on ne trouve aucune périodicité correspondante ni dans les guerres ni dans la course aux armements.

En réalité, surproduction est un mot qui n'explique rien ! Il n'y a pas surproduction par rapport aux besoins, puisque presque chacun estime que ses besoins sont toujours insuffisamment satisfaits ! Il n'y a pas de surproduction par rapport aux moyens d'achat, puisque de nouveaux billets de banque peuvent être émis, sans perdre de leur valeur, dans la même mesure que la production augmente, et qu'en tout cas, on peut toujours recourir au troc. Alors, qu'est-ce que peut bien vouloir dire surproduction ?

La vérité est que, tant que les hommes ne seront pas remplis de jouissances à satiété, il ne saurait y avoir une surproduction générale. Il ne peut exister que des surproductions partielles, en telle ou telle marchandise, qui proviennent, non point d'une trop grande production totale, mais d'une répartition de la production qui ne correspond pas à la répartition des besoins du moment.

Dans ce que dit notre camarade, il y a une autre idée, plus ou moins sous-jacente, une idée qui est très en vogue actuellement, car elle est très agréable, mais qui est fort dangereuse.

C'est l'idée que la machine, ou plutôt que les développements récents du machinisme, ont complètement transformé le mécanisme économique. Autrefois, dit-on, le travail humain était tout; maintenant il n'est plus rien, ou à peu près, parce que l'homme a été « remplacé » par la machine. Les kilowatts, comme disent certains, se sont substitués au travail de l'homme.

Or, cela est complètement faux. Certes, les perfectionnements de la technique, l'utilisation de plus en plus poussée de nouvelles sources d'énergie naturelle ont augmenté dans une mesure importante — bien que dans une proportion moindre que ne l'avaient fait les premières découvertes de la révolution industrielle — la productivité du travail humain et, par suite, la quantité de produits mis à la disposition des hommes, mais cela n'a rien changé aux rapports économiques, parce que, aujourd'hui comme hier, le travail humain reste l'élément indispensable de la production et le seul créateur de valeur.

Aucune production n'a lieu sans l'intervention de l'homme, aucune énergie n'est gratuite, pas plus celle des chutes d'eau que celle du charbon, pas plus celle de la machine, calculée, construite, alimentée et dirigée par l'homme que celle de l'outil directement manié à la main. La machine n'a de valeur que par l'homme, aussi, après comme avant la machine, est-ce seulement la quantité de travail humain qui intervient dans la production, qui fait la valeur des choses ; si, avec la machine cette quantité diminue, il en résulte simplement une diminution de la valeur du produit.

Lorsque Bessemer eut construit sa cornue pour la transformation de la fonte en acier, ce qui permit l'une des plus grandes économies de travail humain qu'une invention ait jamais permis de réaliser — et ça ne date pas d'hier ! — il s'ensuivit presque instantanément une diminution de moitié du prix de l'acier, parce qu'il fallait moitié moins de travail humain pour produire une tonne d'acier avec le procédé Bessemer qu'avec le puddlage.

C'est donc s'engager dans une voie pleine de confusion que de parler d'une « main-d'œuvre mécanique ». Il n'est qu'une main-d'œuvre, la main de l'homme ; seule elle crée la valeur, et seule, par suite, elle peut mettre de la plus-value dans la poche du capitaliste. L'exploitation du travail humain, l'exploitation de l'homme par l'homme, reste, à l'époque de l'électricité comme à celle de la machine à vapeur, la seule source de profit.

L'Etat

D'une part Louzon écrit : « ...L'Etat est avant tout un « appareil »... dont l'unique fonction est d'assurer l'ordre social... » et, d'autre part : « L'Etat est essentiellement l'organe chargé d'assurer la défense d'une certaine collectivité contre les collectivités extérieures... » ; de la suite de l'article il ressort qu'il s'agit là de collectivités nationales.

Or il y a contradiction entre ces deux affirmations successives. En réalité, l'Etat remplit bien ces deux fonctions, donc aucune d'elle exclusivement.

Louzon décrit encore : « Si l'Etat est la réalisation d'une idée, comme disent les Allemands, cette idée n'est autre que l'idée nationale. Supprimez l'Etat, et vous supprimerez par là la notion de « nation » et de « patrie »... La guerre est la fonction essentielle des Etats... Ce n'est pas le capitalisme qui porte dans ses flancs la guerre, c'est l'étatisme... »

Certes, il y avait des guerres avant que naquît le capitalisme, mais il y avait aussi des hommes qui se battaient avant qu'aucun Etat n'existât, et des guerres civiles se produisent également, qui ne sont pas des guerres nationales.

Et puis, ni le capitalisme, ni la nation, ni l'Etat ne sont des causes premières ; ils ne sont que les produits des tendances fondamentales de la nature humaine. En dernière analyse, c'est en celles-ci que toutes les luttes, tous les combats, singuliers ou collectifs et toutes les guerres, nationales, internationales, ou civiles ont leur véritable origine.

L'homme est une unité vivante qui poursuit ses propres fins et qui, pour les atteindre, use à la fois de l'action individuelle et de l'action collective, et la nation, comme le syndicat, le parti politique, le trust, comme toute association, est l'expression concrète d'une action collective. A son tour, l'Etat est l'expression politique de la nation en même temps que l'expression politique de sa classe dirigeante. Mais

jamais action collective n'est parfaitement solidaire, pleinement cohérente, car, toujours, l'action individuelle se développe peu ou prou au sein de l'action collective.

Le capitalisme est périodiquement acculé à la guerre, car seule, celle-ci peut décongestionner son économie pléthorique, et Jaurès avait raison de s'exclamer : « Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée l'orage. »

Il est normal, il est logique que dans les périodes de haute tension, les rivalités qui opposent les capitalistes épousent les cadres nationaux qui existent déjà, qu'elles s'y inscrivent, qu'elles s'appuient sur le sentiment national, qu'elles l'exploitent et l'exacerbent. Elles en ont d'autant plus la possibilité que les Etats sont surtout les Etats des capitalistes.

Ici, je suis, en grande partie d'accord avec notre camarade.

D'une part, il est bien certain que la cause **première** de la guerre est la nature humaine. Et ce n'est pas seulement de la guerre, que la nature humaine est la cause première, mais de tout ce qui concerne l'homme. Elle est la cause première de la technique, des rapports économiques et sociaux, des institutions politiques, etc... Mais c'est toujours une assez pauvre explication que celle qui se contente de fournir la cause première. Présenter la nature humaine comme explication des phénomènes sociaux, ça revient à donner la nature comme explication des phénomènes physiques. Une véritable explication consiste à rechercher les causes **secondes**, c'est-à-dire la série des phénomènes qui, partant autant que possible de la cause première, aboutissent, par le jeu d'une suite de causes et d'effets, au fait que l'on veut expliquer.

Et cela est si évident que notre camarade lui-même, après avoir déclaré que ni l'étatisme ni le capitalisme ne sont des causes premières de la guerre, conclut en déclarant que c'est le capitalisme qui est la cause de la guerre !

La véritable question est donc de savoir si c'est le capitalisme ou l'étatisme qui est la cause **immédiate** de la guerre, ou, pour poser la question sous une forme encore plus précise et plus pratique : est-ce le développement du capitalisme ou celui de l'Etat qui pousse à la guerre ?

Or, les faits parlent ! A l'apogée du capitalisme, du capitalisme proprement dit, je veux dire du capitalisme basé sur l'économie libérale, avec réduction de l'Etat à un minimum de fonctions, c'est-à-dire donc au siècle dernier, l'Europe a connu une période de paix comme elle n'en avait pas eue depuis deux mille ans ; en notre vingtième siècle, avec le développement des monopoles, ce qui est la négation du capitalisme proprement dit, et le développement de l'étatisme, l'humanité est entrée dans une période de guerres qui ne le cède à nulle autre !

L'idéal du capitalisme c'est le marché universel ; l'idéal de l'étatisme, c'est le marché national fermé. Le développement de cette seconde idéologie aux dépens de la première — et le progrès d'une idéologie est fonction du développement de l'institution qui la supporte — entraîne nécessairement un renforcement des antagonismes économiques, et, par suite, pousse davantage à la guerre. Aux guerres nationales, bien entendu — les guerres civiles n'ayant de commun avec elles que le nom.

Voici, par contre, un point sur lequel je donne entièrement raison à mon critique. Il est certain que mes deux phrases sur ce qui est la fonction essentielle de l'Etat sont tout à fait contradictoires, au moins dans la forme ; ça ne m'avait d'ailleurs pas échappé, mais cela m'eût entraîné à une trop longue digression que d'expliquer pourquoi, à mon avis, elles ne sont pas contradictoires dans le fond. La lettre de notre camarade me donne l'occasion de fournir cette explication.

Les origines de l'Etat — et j'entends par là celles de l'Etat qu'on pourrait appeler du type occidental, c'est-à-dire les Etats qui, comme les nôtres, sortent de la civilisation gréco-latine — sont assez obscures. Cependant tout porte à croire que l'Etat est né, non pas précisément de la guerre, si l'on entend simplement par là le fait de se battre, mais des expéditions guerrières lointaines.

La société pré-étatique, c'est-à-dire la société fondée sur l'indépendance des chefs de famille, dans laquelle toute la vie économique réside dans la mise en valeur, par chaque famille, de son propre domaine, et où toutes les guerres se réduisent à des combats entre voisins, familles voisines (vendettas) ou cantons voisins, soit pour un champ, soit pour « l'honneur », n'avait pas besoin d'un « appareil » d'Etat. Une réunion des chefs de famille intéressés, la désignation, peut-être, dans les grandes occasions, d'un chef temporaire, suffisait amplement à régler les affaires communes, quand il y en avait ! Tel était, d'ailleurs, encore le régime des sociétés berbères de l'Afrique du Nord au moment de la conquête française.

Mais, pour des expéditions lointaines, dont la guerre de Troie est le type, il n'en est plus de même. De telles expéditions ont besoin d'être préparées, organisées, dirigées ; il faut pour cela des hommes qui, délaissant plus ou moins leurs affaires particulières, s'adonnent à cette besogne. De ce jour l'Etat naît. L'origine de l'Etat est donc la guerre lointaine, c'est-à-dire la guerre de conquête. La conquête est la fonction originelle de l'Etat ; de ce fait, sa fonction primordiale peut être considérée comme une fonction nationale.

Cependant, la conquête une fois faite, l'Etat ne disparaît pas. Sur le territoire conquis il n'y a pas que des terres, il y a, chose plus précieuse : des hommes. Ces hommes, contrairement à une opinion fort répandue, mais inexacte, n'étaient point, au début, réduits en esclavage (1) ; ils devenaient serfs. C'est-à-dire qu'ils étaient maintenus sur les terres qu'ils avaient jusqu'alors cultivées, mais avec l'obligation de les travailler et de payer une redevance à leurs conquérants. Les ilotes de Sparte étaient un reliquat de cette période.

Ainsi, se formaient **ipso facto** deux classes, celle des conquérants, des propriétaires, des exploiteurs, et celle des conquis, des fermiers, des exploités. Bien entendu, une telle situation ne pouvait se maintenir que par la force, et comme il s'agissait d'intérêts communs à tout un groupe, qui devaient être défendus contre les intérêts de tout un autre groupe, il était naturel que cette force prît la forme d'une force collective, et non point simplement celle d'une addition des forces individuelles ; l'appareil qui avait organisé l'expédition était tout désigné pour organiser cette force collective de coercition : d'institution passagère l'Etat devenait par là une institution permanente et, en même temps, sa fonction essentielle changeait de nature, il ne s'agissait plus pour lui de conquérir, mais de maintenir, de maintenir une classe dans l'asservissement. D'Etat national, l'Etat tendait à devenir un Etat de classe.

Par la suite, les deux races, celle des vainqueurs et celle des vaincus, se mêlent, se croisent, s'assimilent, on perd plus ou moins jusqu'au souvenir de la conquête et de l'existence de deux peuples distincts, mais les deux classes subsistent. Ce ne sont plus des conquérants et des conquis, mais la forme sociale qui a été créée par la conquête subsiste ; des fils de vainqueurs ont pu devenir fermiers et des fils de vaincus propriétaires, mais le

(1) Voir : Wallon. **Histoire de l'esclavage.**

fermier (qu'il soit serf, métayer, ou fermier proprement dit, peu importe !) subsiste et le propriétaire subsiste, l'un exploitant l'autre. L'Etat à ce moment perd entièrement son caractère national, il devient un pur Etat de classe.

L'Etat perdrait ainsi définitivement tout caractère national s'il ne se trouvait que le nouveau peuple sorti de cet amalgame n'est pas, lui non plus, dépourvu du désir de conquête. Aussi bien les exploités que les exploiteurs. (Hitler avait promis à ses soldats une ferme en Ukraine, et cette promesse joua, paraît-il, un rôle important pour exalter le courage des plus pauvres.) Il s'ensuit que l'Etat reprend son rôle originel (1), mais il ne peut le remplir convenablement que s'il s'appuie sur un peuple fort, c'est-à-dire un peuple où règne au maximum l' « ordre social », l'ordre d'après lequel les classes dominantes exploitent les classes dominées. Il ne parvient à reprendre son caractère national que dans la mesure où il assure convenablement son rôle d'Etat de classe. En un mot, c'est parce que l'Etat est un Etat conquérant que l'Etat devient un Etat de classe, et c'est parce qu'il est un Etat de classe qu'il peut continuer à devenir conquérant. Etat national et Etat de classe, loin donc d'être, comme il semblerait à première vue, deux notions contradictoires, ne sont que les deux aspects, étroitement liés, d'un même rôle, les deux aspects de l'essence même de l'Etat, avec l'un ou l'autre de ces aspects mis davantage en lumière selon les moments (2).

L'enrichissement des commerçants

Louzon affirme : « La vente des marchandises n'est pas et ne peut pas être une source de profit... » Il nie ainsi l'évidence. Et ceux-là qui disent : « Le commerce est un vol autorisé » sont davantage dans le vrai.

A l'origine des « Grandes découvertes », n'y avait-il pas le désir de se livrer au très lucratif commerce des épices ? Si, en dépit et en violation du « pacte colonial », des gens se livraient au commerce « interlope », n'était-ce pas parce qu'il rapportait ? La prospérité des Pays-Bas d'abord, de l'Angleterre ensuite ne fut-elle pas due, au moins en grande partie, à leur florissant commerce ? La multitude sans cesse accrue des « intermédiaires » ne constitue-t-elle pas une classe largement parasitaire ? De quoi vivent-ils et comment font-ils pour étendre leurs affaires, ceux-là dont la seule activité est le négoce si « la vente ou l'achat ne peuvent être ni l'une ni l'autre une source d'enrichissement » ?

Et que peuvent contre les faits toutes les affirmations de Marx, de Le Trosne et autres Smith ?

D'ailleurs, après les avoir faites, puis affirmé : « Rien de plus net et de plus démonstratif »... Louzon reconnaît que les « bonnes affaires » sont possibles. Que les bonnes affaires des uns soient nécessairement les mauvaises affaires des autres est sans importance. L'ouvrier qui vend son travail à l'industriel ne conclut pas, le faisant, un marché dissemblable des autres marchés. En quoi, par exemple, diffère-t-il de celui, qu'après son travail, il doit passer avec le commerçant qui détient sa subsistance ?

L'échange, dit Louzon, n'enrichit pas celui qui le pratique parce que « dans toute vente, les deux participants, le vendeur et l'acheteur, sont libres. Ils sont libres, le premier, de vendre ou de ne pas vendre, le second d'acheter ou de ne pas acheter... tous deux sont donc sur un pied d'égalité... » Dans le *Capital Marx écrivait : « Dans sa forme normale l'échange des marchandises est un échange d'équivalents, et ne peut être par conséquent un moyen de bénéficier. » De son côté Le Trosne disait : «L'échange est de sa nature un contrat d'égalité qui se fait de valeur à valeur égale ».*

Mais ce postulat qu'ils reprennent sous des formes diverses est faux, et il est normal qu'il le soit puisque la conclusion qu'ils en tirent est erronée, indiscutablement.

Il est d'ailleurs étonnant que les protagonistes du déterminisme historique prétendent que l'échange est une opération « libre », donc non déterminée, une opération « gratuite » ! Ce qui est conforme à la vérité et au déterminisme général, c'est que chaque fois que l'homme agit, il le fait poussé par une nécessité, intérieure ou extérieure, plus ou moins impérieuse. Mais il est extrêmement rare que l'acheteur et le vendeur soient déterminés par une nécessité egale. Il en résulte que le plus souvent l'échange ne se fait pas de valeur égale à valeur égale.

Dans un camp de prisonniers, je fus témoin de l'échange d'une montre contre un paquet de tabac. Et qui de nous, mourant de soif et de faim, ne donnerait pas, s'il en disposait, tout l'or de la terre en échange d'un morceau de pain et d'un verre d'eau ?

Si l'on appelle V la valeur de l'un des produits et v la valeur de l'autre, N la nécessité qui contraint le premier échangiste et n celle qui oblige le second, tout échange se pratique selon la formule suivante : $V/N = v/n$, *du moins si chaque échangiste est pleinement renseigné sur l'exacte valeur de chacune de ces grandeurs. Le commerçant qui les apprécie justement a du talent, celui qui sait en donner une fausse idée aux clients est roublard.*

Le propre de la vie est d'être en mouvement ; de ce mouvement, la courbe ne peut être que présumée ; la valeur N est n de produits donnés varie en fonction des conditions, des modalités de la production ; N et n, qui varient en fonction d'une foule de circonstances, sont encore plus instables ; en conséquence, le champ est ouvert à la spéculation.

La formule de l'échange $V/N = v/n$ *peut aussi s'écrire* $V/v = N/n$, *et, pour le marché que les patrons concluent avec les ouvriers, l' « armée de réserve industrielle » dont parlait Marx est utile aux premiers parce qu'elle accroît la nécessité ouvrière N et lui donne une plus grande valeur par rapport à la nécessité patronale n, et parce que l'échange de la valeur du travail V contre la valeur du salaire v se fait dans le rapport N à n.*

Je pense en avoir assez dit pour réfuter l'affirmation de Marx et la pénible argumentation de Louzon.

Deux points principaux (1) à relever dans cette troisième partie de la lettre de notre correspondant :

1. L'échange n'est pas libre. Ainsi, dans un camp de prisonniers on échange une montre contre un paquet de tabac.

Il est incontestable que dans ce cas et dans tous autres semblables l'échange n'est pas libre et qu'il se fait, en conséquence, en proportions absolument indéterminées, qui peuvent aller de presque zéro contre presque l'infini. Si un prisonnier reçoit un grand nombre de paquets de vivres mais pas de tabac, et qu'il soit fumeur, il se peut qu'il change une quantité considérable de vivres pour un seul paquet de tabac ; si, au contraire, il reçoit abondance de tabac, mais pas de vivres, il pourra être

(1) Pour la commodité de l'analyse je décris toutes ces phases comme étant successives. Il va sans dire que dans la réalité historique elles chevauchent et s'entremêlent.

(2) C'est pourquoi Marx et Engels avaient bien raison d'insister sur le caractère de classe de l'Etat, car, à leur époque, en cette période de « longue paix », comme dit Seignobos, qui a été engendrée par le capitalisme, le caractère de classe de l'Etat se trouvait prédominant ; aujourd'hui, où les conflits internationaux sont passés au premier rang et où les conflits de classes se subordonnent plus ou moins aux conflits des impérialismes en présence, c'est le caractère national de l'Etat qui tend à redevenir prédominant.

(1) En ce qui concerne les autres points, voir, pour le bénéfice des anciens marchands, l'**Economie capitaliste**, page 108, et, en ce qui concerne la « nécessité », la page 12 (note de bas de page). Pas plus que l'utilité, la nécessité n'est mesurable, or une formule algébrique qui comprend une grandeur non mesurable est absolument sans valeur.

amené à échanger tout son tabac contre un simple morceau de pain.

Ici il n'y a pas de règle, il n'y a pas de lois. Et cela, pour la raison générale suivante, à savoir qu'en matière économique, tout comme dans le domaine physique, il n'existe que des lois « statistiques ». Lorsqu'on est en présence d'un phénomène élémentaire, d'un phénomène unique, on ne peut absolument pas savoir ce qui se produira, mais si l'on se trouve en présence d'un phénomène qui résulte d'un « grand nombre » de phénomènes élémentaires de même nature, on peut établir sa loi, sa règle, parce que les variations des phénomènes élémentaires dues à des causes qui ne leur sont pas communes s'annulent l'une l'autre (1). Au jeu de la roulette personne ne peut déterminer si la boule que lance le croupier s'arrêtera, cette fois-ci, sur le rouge ou sur le noir, mais ce dont on est certain c'est que, si l'on considère un nombre suffisant de coups, le noir et le rouge sortiront presque exactement le même nombre de fois. Dans un gaz, nous ignorons complètement la trajectoire que suit une molécule déterminée, et, par conséquent, nous ne savons pas quand elle frappera la paroi, mais étant donné qu'un gaz renferme un nombre immense de molécules, nous pouvons savoir combien, au total, il y aura de molécules qui frapperont au même instant un élément donné de la paroi, et ainsi, connaître la pression du gaz en fonction de sa masse et de son volume.

De même en économie, si un acheteur se trouve en présence d'**un seul** vendeur, d'un monopole, légal ou de fait, nous ne pouvons déterminer ce qu'il est prêt à donner pour acheter l'objet que détient cet unique vendeur, mais si l'on est dans les conditions habituelles, dans les conditions de ce que j'ai appelé un « marché », c'est-à-dire si l'on se trouve en présence d'un « grand nombre » de vendeurs, et que ceux-ci se trouvent eux-mêmes en présence d'un « grand nombre » d'acheteurs, ce qu'on paiera pour acheter un objet n'est plus une grandeur arbitraire, c'est un prix déterminé qui suit des lois (2).

2. La vente, ai-je dit, ne peut pas enrichir. Mais cela, me dit-on, est contraire aux faits, car le commerce enrichit.

Je ne rappellerai pas la démonstration concernant le non-enrichissement par la vente faite par Marx et les économistes classiques, que j'ai reproduite dans mon article ; il n'y a rien à y ajouter, elle est péremptoire. Indiquons seulement que c'est une chose dont le particulier se rend très bien compte. Un particulier sait très bien que la vente ne l'enrichit pas. Quand il vend une partie de son mobilier ou quelques objets de sa garde-robe, il n'a pas idée qu'il s'enrichit, si peu que ce soit, ce qui, cependant, devrait être, si la vente enrichissait.

Et cependant, notre camarade a tout à fait raison : les commerçants s'enrichissent. Comment cela se fait-il ? Eh bien, cela provient de ce que les commerçants s'enrichissent non comme vendeurs, mais comme **capitalistes.**

Je m'explique.

Un industriel fabrique un produit. Un produit dont la valeur est de 100 francs et qu'il pourra, en conséquence, vendre 100 francs au consommateur de ce produit. Mais la vente au consommateur lui demandera un certain temps pendant lequel le capital dont il a eu besoin pour fabriquer son produit demeurera immobilisé ; il a donc intérêt à vendre à un commerçant, c'est-à-dire à quelqu'un qui lui prendra le produit aussitôt fabriqué ou presque, même si ce commerçant le lui paye moins cher, il fera donc au commerçant une ristourne, mettons de 20 francs ; le commerçant, en revanche, vendra, lui, le produit au consommateur à sa vraie valeur : 100 francs, d'où son bénéfice de 20 francs. (C'est si vrai qu'il en est bien ainsi que lorsqu'un industriel vend à la fois « au détail » et « en gros », la première chose qu'il demande à un acheteur qui se présente, c'est s'il est commerçant ou non, car, selon la réponse, le prix varie.) Quant à l'industriel, qui aura récupéré son capital, par sa vente à un commerçant, plus tôt qu'il n'aurait pu le faire autrement, il l'emploiera aussitôt à produire, ce qui lui permettra d'exploiter plus d'ouvriers qu'il n'aurait pu le faire s'il avait dû attendre de vendre au consommateur.

En résumé, si la production d'une marchandise coûte 40 francs, et que sa valeur, une fois qu'elle est arrivée à son terme, c'est-à-dire livrée au consommateur, est de 100 francs, il est fait deux parts de la différence (plus-value) : 40 francs vont à l'industriel et 20 francs au commerçant (1).

Le commerçant est donc, en réalité, un homme qui **prête** du capital à l'industriel, prêt en paiement duquel celui-ci consent à livrer au commerçant son produit au-dessous de sa valeur finale. Lorsqu'un prêteur ordinaire prête directement de l'argent à l'industriel moyennant intérêt, il est bien évident que l'intérêt qui lui est servi provient de la plus-value produite par les ouvriers que le capital mis par lui à la disposition de l'industriel lui a permis d'exploiter ; tout pareillement, le commerçant ayant permis à l'industriel de récupérer plus rapidement son capital et d'exploiter ainsi davantage d'ouvriers, son bénéfice, exactement comme l'intérêt du commanditaire, n'est autre qu'une partie de la plus-value supplémentaire que son capital a permis d'obtenir.

Le commerçant s'enrichit donc, non pas par la vente, mais parce qu'il dispose de capital, et que ce capital sert à exploiter des prolétaires. Nous pouvons donc reprendre ici, pour conclure, la phrase par laquelle nous avons conclu la première partie de cette réponse : il n'est pas d'autre source de valeur que le travail humain, pas d'autre source d'enrichissement que l'exploitation des travailleurs, celle-ci est la seule source du profit, aussi bien pour un commerçant, qui n'a même pas un seul employé, que pour un industriel qui a des milliers d'ouvriers.

***

Qu'on me permette, pour terminer, une observation d'ordre général : que nos camarades se méfient comme de la peste des « fausses évidences ».

L'apparence est que, si les choses ne se vendent pas, c'est simplement qu'on en a trop produit ; l'apparence est que, si le commerçant s'enrichit, c'est parce que la vente enrichit. Mais, dès qu'on analyse ces « explications «, on constate qu'elles n'expliquent rien, pas plus que le système de Ptolémée n'expliquait le mouvement des astres, ou l'ancienne mécanique l'expérience de Michelson.

L'économie politique s'est fondée comme science en établissant que les objets se payaient selon la quantité de travail nécessaire à leur production, bien que l'apparence consistait en ce que, dans aucune vente, le vendeur ni l'acheteur ne se préoccupent de déterminer cette quantité de travail ; elle ne progressera de nouveau que dans la mesure où, de nouveau, elle ne se contentera pas des apparences, mais cherchera, sans se soucier si elles sont, ou non, paradoxales, des explications qui seront d'accord avec le raisonnement et avec les faits.

R. LOUZON.

(1) **Economie capitaliste,** pages 10 et suiv.

(2) **Ibid.,** pages 23 et 24.

(1) **Economie capitaliste,** page 105.

JUIN 1848

De l'enthousiasme à la déception... et au massacre !

Pour les contemporains, Février 1848, c'est une révolution-surprise, une vraie bombe dans un ciel serein. « La république est arrivée sans s'annoncer », s'étonnera la **Revue des Deux Mondes.** Et pourtant cette lutte qui allait vite devenir consciente et inexorable, entre « la classe de ceux qui possèdent sans travailler, et la classe de ceux qui, en travaillant, ne possèdent pas » (Proudhon.) couvait depuis longtemps sous les controverses tranquilles de la monarchie censitaire. D'une révolution aux buts politiques étroitement limités elle tire une révolution sociale qui vise à changer l'ordre de la société établie.

Du coup d'Etat des journalistes de la **Réforme** et du **National,** la conjoncture économique fait une révolution de masse. Juin 1847 connaît la dernière famine de l'ancien régime; crise agricole qui va trois années durant se répercuter en une crise industrielle d'un caractère tout nouveau. Si le prix du pain se stabilise rapidement, le marasme général incite les manufacturiers à baisser les salaires et à fermer leurs portes; le chômage augmente de jour en jour.

De la misère poussée à bout, de l'espérance trahie sortiront les journées de Juin. Elles sont préfigurées dans leur genèse.

Les premières émotions sont généreuses, mais si d'une main l'on donne, de l'autre, discrètement, on divise le monde ouvrier.

Les seconds sentiments sont plus raisonnés. Pour défendre l'ordre et la propriété menacés, la peur fait place à l'audace. Liquider le chômage par la liquidation des chômeurs semble être la panacée.

Et l'insurrection jaillit, et la répression s'abat sanglante.

Ainsi Péguy préfaçait le « Prologue d'une Révolution », de Louis Ménard : « monument de la perpétuelle utilisation du peuple par la bourgeoisie, de la perpétuelle déception du peuple par la bourgeoisie, du perpétuel massacre du peuple par la bourgeoisie ».

L'espoir confiant

Plus de misère ! Honneur au travail ! avait-on charbonné en Février sur le murs des Tuileries. Qu'est-ce que demande le peuple ? Simplement de pouvoir gagner son pain. Les sectes socialistes n'ont nullement alors l'audience ouvrière, et d'ailleurs, s'assure Lamartine, « les théories rêvent et ne conspirent pas ». Les travailleurs sont inorganisés, ignorants. La plupart ne savent ni lire ni écrire. Naïve et confiante, la classe ouvrière attend des messieurs du gouvernement qu'ils fassent son bonheur. Bien que, parfois, elle bouscule un peu l'échiquier : Le 25 février au matin, soutenu par la foule, un groupe d'ouvriers parvient à pénétrer dans l'Hôtel de Ville, et un des leurs, Marche, exige du gouvernement provisoire la proclamation immédiate du droit au travail. Aussitôt calmé avec de bonnes paroles on lui prêtera ces mots dont le panache traduit bien l'état d'esprit de ses compagnons : « Le peuple attendra, il met trois mois de misère au service de la République ». Rien ne sera plus tragique, dans une révolution enthousiaste, que cette confiance bafouée.

On n'en est pas encore là. Cependant le droit au travail — sans le mot — est proclamé à grand fracas :

« République française, Paris, le 25 février 1848 : Le gouvernement provisoire de la République française s'engage à garantir l'existence des ouvriers par du travail. Il s'engage à garantir du travail à tous les citoyens. Il reconnaît que les ouvriers doivent s'associer entre eux pour jouir du bénéfice légitime de leur travail. »

On expédie Louis Blanc au Luxembourg, présider un petit parlement ouvrier : « la commission du gouvernement pour les travailleurs ». Et comme antidote, le même jour, on crée la garde mobile.

Le 26, le gouvernement provisoire décrète l'ouverture d'ateliers nationaux pour les ouvriers sans travail. Marie, ministre des Travaux publics, est chargé de l'exécution du décret. Il nous dira plus tard avec quelle conviction il patronne cette institution bâtarde, ateliers de charité de l'ancien régime qu'on essaiera perfidement, deux mois après, de faire passer pour l'application des idées de Louis Blanc : « Je ne suis pas socialiste; je n'ai jamais cru au droit au travail : le décret qui proclamait le droit au travail ne pouvait donc pas trouver en moi un serviteur zélé et obéissant ! »

Au vrai, comme la misère n'attend pas, on se contente d'abord de donner 1 fr. 50 par jour aux ouvriers qui justifient n'avoir pas trouvé d'ouvrage. La grève payée était autorisée, instituée, provoquée, dira E. Thomas. Puis un semblant d'organisation municipale essaie de fournir du travail pour 2 fr. par jour. Embouteillage aux mairies, queues, protestations.

Les Ateliers nationaux

Le 3 mars, un ingénieur sorti de Centrale, « républicain du lendemain », nous dit-il lui-même sans fausse honte, et fort honnête homme au demeurant, Emile Thomas, vient proposer à Marie un plan d'organisation qui doit donner du travail aux chômeurs tout en permettant de garder sur eux une saine influence morale. Plan adopté. Marie bombarde Thomas commissaire de la République, directeur des Ateliers nationaux.

Thomas se met au travail. Il réunit les ouvriers en escouades de onze hommes, groupées en brigades, lieutenances, compagnies. Les « brigadiers » sont élus. L'encadrement supérieur est confié à des élèves de Centrale qui brûlent de se distinguer. Pensez, les polytechniciens sont « les rois du moment » ! En mars, 14.000 hommes, au début juin, 110.000. Thomas ne trouve malheureusement que des « travaux dérisoires » à leur faire faire. Du fait de la crise, les grands travaux : chemins de fer, fortifications, sont arrêtés. Le corps des ponts et chaussées qui doit fournir les projets et diriger

les travaux met autant de bâtons dans les roues qu'il peut ; chacun se renvoie les responsabilités.

Du moins c'est autant d'hommes soustraits à l'influence de Louis Blanc et des délégués du Luxembourg. Le 17 mars, la manifestation contre les bonnets à poil avait été annoncée à l'avance ; aussi s'arrange-t-on pour envoyer les brigades travailler au loin ce jour-là. Le 16 avril, jour de la grande mystification, le bruit se répand d'un complot communiste. A l'instigation des délégués du Luxembourg, un grand rassemblement se tient au Champ de Mars. Thomas mobilise ses « centraux » qui vont se mêler aux ouvriers et les exhorter à rejoindre leurs compagnies de la Garde nationale « ressuscitée » dont on bat le rappel contre l'émeute. Enfin en prévision du 23 avril, on leur a copieusement distribué des listes électorales dont les noms de Louis Blanc, Flocon, Ledru-Rollin et Albert ont été soigneusement exclus. Le jour des élections, c'est en vain que les délégués du Luxembourg essaient « d'embrigader » le vote des ouvriers des Ateliers nationaux, les centraux sont là pour disperser les attroupements. Bref, tous ces travailleurs ont bon esprit, et comme les pompes de l'armée impériale ne sont pas mortes dans les souvenirs, ils ont demandé instamment qu'un ministre les passe en revue.

Manœuvres gouvernementales

Car la « partie saine » du gouvernement veille au grain. La tactique est déjà classique : diviser le monde ouvrier et dresser les uns contre les autres. D'abord on créa une garde mobile ouverte à tous les chômeurs de plus de 18 ans ; payés 1 fr. 50 par jour, encadrés par des officiers sûrs, autant d'hommes pris à l'anarchie. On les retrouvera plus tard à l'œuvre. D'autre part, et c'est Lamartine qui nous l'explique, des Ateliers nationaux « on fit une armée prétorienne, mais oisive aux mains du pouvoir. Commandés, dirigés, contenus par des chefs qui avaient la pensée secrète de la partie antisocialiste du gouvernement, les Ateliers contre-balancèrent jusqu'à l'arrivée de l'Assemblée nationale les ouvriers sectaires du Luxembourg, et les ouvriers séditieux des clubs ».

Il faut ici citer Emile Thomas, dont tous les mots portent lourd. Le 23 mars, Marie le fit mander à l'Hôtel de Ville :

« M. Marie me prit ensuite à part et me demanda fort bas si je pouvais compter sur les ouvriers.

« — Je le pense, répondis-je ; cependant le nombre s'en accroît tellement qu'il me devient bien difficile de posséder sur eux une action aussi directe que je le souhaiterais.

« — Ne vous inquiétez pas du nombre, me dit le ministre ; si vous les tenez, il ne sera jamais trop grand ; mais trouvez un moyen de vous les attacher sincèrement. Ne ménagez pas l'argent, au besoin même on vous accorderait des fonds secrets.

« — Je ne pense pas en avoir besoin, ce serait peut-être ensuite une source de difficultés assez graves ; mais dans quel but autre que celui de la tranquillité publique me faites-vous ces recommandations ?

« — Dans le but du salut public. Croyez-vous parvenir à commander entièrement à vos hommes ? Le jour n'est peut-être pas loin où il faudrait les faire descendre dans la rue. »

Cinq jours plus tard, Marie vient visiter les Ateliers nationaux. Ecoutons encore Emile Thomas :

« M. Marie, en me quittant, insista de nouveau sur la nécessité d'avoir à sa disposition les ouvriers à un jour donné ; il me demanda s'ils étaient armés, et me dit qu'il fallait veiller à ce qu'ils le fussent, qu'au besoin il m'en faciliterait les moyens. »

Thomas, pacifique, ne saisit pas très bien les pensées secrètes du ministre et n'en fait rien. Mais Marie fait rentrer les bons ouvriers en masse dans la Garde nationale, et le 16 avril, on l'a vu, tout s'est passé pour le mieux.

La bourgeoisie se reprend

Pendant ce temps la bourgeoisie se ressaisit, l'enthousiasme et la peur, qui avaient quelque peu dérangé ses habitudes mentales au lendemain de février, font place peu à peu à d'autres sentiments. Le marasme profond où sont plongés l'industrie et le commerce suffirait vite à les rappeler à la réalité. Les possédants se trouvent bien bêtes d'avoir été si légers. (Voyez telle circulaire d'un gentilhomme à ses électeurs : « Envisageons avec courage les questions qui avaient été jusqu'à présent le domaine exclusif des penseurs et confessons le tort immense de n'en pas avoir fait la préoccupation constante de notre vie. ») Plus que jamais ils se sentent visés dans leurs biens. Aussi ne voilà-t-il pas qu'on parle de reprendre les concessions de chemins de fer ? « ...Un sombre désespoir s'était emparé de cette bourgeoisie ainsi opprimée et menacée, écrit Tocqueville, et ce désespoir se tournait insensiblement en courage. J'avais toujours cru qu'il ne fallait pas espérer régler par degrés et en paix le mouvement de la Révolution de Février, et qu'il ne serait arrêté que tout à coup par une grande bataille livrée dans Paris... Ce que je vis alors me persuada que non seulement cette bataille était inévitable, mais que le moment en était proche, et qu'il était à désirer qu'on saisît la première occasion de la livrer. »

Le 16 mars, le comte Apponyi note : « On se battra de nouveau dans les rues c'est chose inévitable, mais cette fois, me disent les gardes nationaux, nous n'irons pas de main morte ». Le 16 avril au soir du « complot », « on se félicitait dans le gouvernement d'avoir échappé à un si grand danger sans combat ; mais les hommes vraiment politiques de ce gouvernement regrettaient au contraire qu'il n'y eût pas un conflit, car alors la victoire eût été plus significative et plus féconde en résultats ». (Odilon Barrot.)

Qui recherche la bataille la trouve. Une semaine plus tard, le 27 avril, le sang coule à Rouen. Le procureur Sénard, écrit Odilon Barrot, qui s'était démis de ses fonctions deux jours avant, « court au palais, reprend sa robe de magistrat et donne l'ordre à l'autorité militaire de commencer le feu ». Et le même ajoute : « Nous ne pouvons qu'honorer un tel acte de courage civil beaucoup trop rare dans notre France. » Le sentiment se fait général : il faut en finir ! A quand la bataille ?

Le parti de « l'ordre » se déchaîne

En mai les événements se précipitent. Les élections ont installé confortablement le « parti de l'ordre » dans la nouvelle assemblée, les ruraux sont unis dans la même haine de la capitale et des rêveries socialistes. L'armée rentre dans Paris. Cavaignac est nommé ministre de la Guerre.

L'histoire plus que jamais pivote autour des Ateliers nationaux. Trélat, médecin de la Salpêtrière, remplace aux Travaux publics Marie, nommé membre de la Commission exécutive. Dans sa première entrevue avec Thomas, il ne lui parle que de futilités et déclare : « La Chambre ne veut plus des Ateliers nationaux ; il s'y commet des abus sans

nombre ; c'est un foyer permanent d'insurrection (envahissement de l'Assemblée le 15 mai) ; il faut les dissoudre le plus tôt possible. »

La presse de « l'ordre » se déchaîne, dénonce le scandale de ces Ateliers improductifs, ramassis de fainéants, que la province ne cesse d'alimenter et qui mangent 170.000 francs par jour. Les ouvriers ont beau protester de leur bonne volonté, en demandant simplement un travail approprié, rien n'y fait. Le 17 mai, Trélat nomme une commission d'ingénieurs pour lui faire un rapport. Ses membres écoutent à peine les explications de Thomas, jettent un vague coup d'œil sur le parc Monceau où sont installés les bureaux. Le lendemain le rapport est prêt ! Il sera imprimé le 20 et jamais distribué. En vérité, le siège du gouvernement est fait.

Il faut alors parler de M. de Falloux. Défenseur influent de l'ordre, cheville ouvrière du comité du travail à l'Assemblée, rapporteur de la sous-commission chargée d'une enquête sur les voies et moyens de régler le problème des Ateliers nationaux, et d'atténuer le danger de leur dissolution, c'est lui qui mène désormais les opérations.

Dans ses Mémoires, il devancera cyniquement l'accusation que l'Histoire n'a pas manqué de porter contre lui : « Avions-nous, pouvions-nous avoir la pensée d'une provocation à la guerre civile ? » Quelle inconcevable monstruosité ! Tout en rejetant la responsabilité sur la classe autant que sur l'homme, un historien récent a repris l'accusation en ces termes : « Le trait de génie de Monsieur de Falloux est d'avoir employé la destruction même de ces Ateliers que la banque et l'industrie voulaient voir au plus tôt disparaître à la suscitation du conflit nécessaire. Il se décida à « hâter la dissolution des Ateliers nationaux afin (c'est Goudchaux qui parle) d'engager lui-même le combat ».

On veut en finir

Le licenciement des ouvriers est entré officiellement dans les plans gouvernementaux dès le 13 mai. On balance cependant plus d'un mois.

A l'instigation de la sous-commission, et malgré les réticences de Lamartine, un projet de décret est adopté le 24 mai par la Commission exécutive. A la stupeur de Thomas, il vient en discussion devant l'Assemblée. Il dispose :

1. que tous les ouvriers des Ateliers nationaux, célibataires âgés de 18 à 25 ans, sont invités à s'engager dans l'armée ;
2. que ceux qui refuseront seront rayés des contrôles des Ateliers nationaux ;
3. qu'un recensement sera effectué dans un bref délai ;
4. que tous les ouvriers qui ne pourront justifier d'une résidence de six mois au 14 mai seront congédiés ;
5. que ceux qui auront passé au travers de toutes ces mesures seront désormais payés à la tâche ;
6. que des brigades de travailleurs seront organisées immédiatement pour être envoyées dans les départements.

Cependant le gouvernement hésite à mettre en exécution cette véritable déclaration de guerre et ne publie pas le décret. Le 26 au soir, par ailleurs, Emile Thomas, décidément gênant, est démissionné et expédié dans la demi-heure à Bordeaux entre deux officiers de paix armés pour étudier, malheureux chimiste, le « prolongement du canal des Landes » ! « Ce procédé, dit Louis Ménard, digne des sultans des Mille et une Nuits confondit tout le monde et irrita profondément les ouvriers. »

Devant ce contretemps, M. de Falloux se dépense sans compter. Dans Paris les gens raisonnables sont unanimes : l'expérience a été faite, loyale ; regardez à quoi nous mènent vos utopies socialistes ! On lit des choses extravagantes comme celle-ci : « Les travailleurs continuent à se diriger vers Paris et les intentions de ceux qui prennent ce parti ne sont rien moins que rassurantes... Parmi les moyens propres à dissoudre l'accumulation des prolétaires que des promesses exaltent et à qui le travail répugne, beaucoup de personnes mettent au premier rang l'avantage qu'on aurait à déverser dans une guerre européenne le trop-plein de la population industrielle. » (**Correspondant,** 27 mai.) A l'Assemblée, on rivalise d'arguments. Falloux fait nommer une grande commission de quinze membres pour vider l'abcès ; Goudchaux, président ; Falloux, rapporteur. Ils obtiennent enfin satisfaction. La quasi-unanimité des députés se prononce pour l'application immédiate du décret.

Sous le fouet de cette menace qu'ils sentent mûrir depuis mai, les ouvriers protestent dans une affiche très modérée. Les délégués du Luxembourg font cause commune avec eux. Et quand le jeudi 22 juin paraît la note au **Moniteur,** l'insurrection éclate. Hippolyte Castille l'a nommée « la Saint-Barthélémy de M. de Falloux ».

Le jeudi 22 juin

Ce jeudi, les ouvriers des Ateliers nationaux doivent aller toucher leur paye et faire savoir s'ils consentent à partir en province. Ils renvoient les employés des bureaux, parcourent la ville, s'attroupent devant le Luxembourg où Pujol, connu par quelques écrits d'un mysticisme enflammé, les harangue. Pujol et quatre délégués sont reçus par Marie, au nom de la Commission exécutive. Ils protestent « au nom du droit, au nom des promesses solennelles faites au peuple le lendemain de sa victoire, contre ces décrets sauvages qui imposaient aux ouvriers l'exil, l'esclavage ou la famine ». (Ménard.) Ils réclament l'organisation d'ateliers professionnels où chacun serait employé suivant ses aptitudes. Marie, le même qui les encensait trois mois plus tôt (« Ah ! vous êtes bien dignes de la liberté ! bien dignes de cette République que vous avez conquise et que vous saurez maintenir... nous voulons tous réaliser ces améliorations dans la condition des travailleurs... J'aime mieux les actes que les paroles quand il s'agit du sort des ouvriers »), Marie leur répond maintenant : « Observez les ordres du gouvernement, les ouvriers ne veulent pas aller en province, nous les y contraindrons par la force, par la force, entendez-vous ! » Aux délégués qui n'avaient dit mot pendant que Pujol parlait, il dit avec colère : « Pourquoi ne vous expliquez-vous pas vous-mêmes ? Etes-vous les esclaves de cet homme ? » Ces paroles rapportées place Saint-Sulpice soulèvent l'indignation. Des groupes se répandent par les rues en criant : « Nous ne partirons pas. Du pain ou du plomb... Vive la République démocratique et sociale »... Pujol prend la parole au Panthéon et l'on convient de s'y donner rendez-vous le lendemain à 6 heures.

Consigne observée. Le lendemain un cortège se forme, défile place de la Bastille, puis va s'arrêter boulevard Bonne-Nouvelle où s'élève la première barricade. L'insurrection est aussitôt générale. L'armée n'avait pas bougé. Malgré les ordres de la Commission exécutive, rien n'est fait pour empêcher l'émeute de s'étendre.

Caractères de l'insurrection

Cette insurrection est proprement extraordinaire. Tocqueville la décrit comme « la plus grande et la plus singulière qu'il y ait eu dans notre Histoire et peut-être dans aucune autre : la plus grande

car, pendant quatre jours, plus de cent mille hommes y furent engagés ; la plus singulière car les insurgés y combattirent sans cri de guerre, sans chefs, sans drapeaux, et pourtant avec un ensemble merveilleux et une expérience militaire qui étonna les plus vieux officiers. » « Elle n'eut pas pour but de changer la forme du gouvernement, mais d'altérer l'ordre de la société. Elle ne fut pas à vrai dire une lutte politique, mais un combat de classe, une sorte de guerre servile... On ne doit y voir qu'un effort brutal et aveugle, mais puissant des ouvriers, pour échapper aux nécessités de leur condition qu'on leur avait dépeinte (sic) comme une oppression illégitime. »

Et il précise encore que « cette insurrection formidable ne fut pas l'entreprise d'un certain nombre de conspirateurs, mais le soulèvement de toute une population contre une autre ». « Un chômage de quatre mois s'est converti subitement en un « casus belli », dira Proudhon.

Voilà en quelques mots toute la vérité sur ces sombres journées.

L'opinion conservatrice, elle, ne va pas chercher si loin... ou si près. Elle impute l'émeute aux instincts pervers qui ne songent qu'à « détruire et spolier pour jouir » (Quentin Beauchart). **Le Correspondant** y voit la conséquence de la fainéantise. Certains croient reconnaître la main et l'or des bonapartistes.

Mais la conclusion est unanime : « La barbarie, lira-t-on dans des souvenirs du temps, sous le nom de communisme, s'était jetée tout armée au milieu de nous et son triomphe eût été la fin de tout. »

Le champ de bataille : environ 1.500 barricades hérissant les faubourgs Saint-Martin, du Temple, Saint-Antoine, la place de la Bastille, le faubourg Saint-Jacques et la Cité, sur la rive gauche ; toutes dans la moitié est de Paris. Les rues étroites qu'Haussmann n'a pas encore tranchées au couteau s'y prêtent à merveille ; et les pavés sont de taille. Le plus souvent on refait les mêmes barricades qu'en 1830, ou qu'en février 1848. Le peuple a maintenant l'habitude.

Les chefs : improvisés, des anciens de 1830, des brigadiers des Ateliers nationaux, reconnaissables à leurs casquettes, des anciens soldats. Pas de quartier général, pas de stratégie offensive ; une énergie farouche, tendue par le désespoir dans un « geste quasi-suicidaire » (H. Guillemin). On tient bien.

Les forces de l'« ordre » : troupes de ligne que le gouvernement concentre depuis le 15 mai ; gardes mobiles recrutés par les soins du pouvoir, très jeunes pour la plupart, prétoriens qu'on avait abondamment abreuvés de vin et d'eau-de-vie ; et aussi la garde nationale, presque toute fidèle à l'ordre, où bourgeois libéraux et gentilhommes légitimistes se coudoient, que Cavaignac laisse recevoir les premiers coups afin de n'engager l'armée qu'à coup sûr. Bientôt, de tous les coins de province affluеront des volontaires, accourus pour défendre contre Paris la bonne cause.

Les généraux : Cavaignac, républicain solide, frère de Godefroy, ambitieux, soldat avant tout, préoccupé de rendre à l'armée le sentiment de sa dignité, choisi parce que républicain comme exécuteur des hautes œuvres. Lamoricière, brillant Africain, grand entraineur d'hommes : « Je n'ai jamais vu, dit Tocqueville, qui le rencontre dans la rue, une figure plus resplendissante de passion agressive et je dirai presque de joie, et quelle que fût la fougue naturelle de son humeur, je pense qu'elle ne l'entrainait pas seule en ce moment, et qu'il s'y mêlait aussi l'ardeur de se venger des périls ou des outrages qu'on lui avait fait subir en février. »

Gardes nationaux contre ouvriers

Les premiers engagements éclatent à la porte Saint-Denis et au Panthéon. Garde nationale contre ouvriers : les deux combattaient naguère ensemble pour la République. Les troupes de ligne interviennent rarement et laissent le champ libre à l'émeute à un tel point que les gardes se croient trahis et que la presse conservatrice stigmatise cette incroyable négligence. La Commission exécutive insistait pour que chaque barricade soit prise sitôt élevée. Cavaignac préfère concentrer ses troupes et attendre ; il a son plan. Il donne en vain l'assaut à une énorme barricade qui barre l'entrée de la rue Saint-Maur. Lamoricière débordé demande du secours. Au Panthéon une compagnie d'infanterie est désarmée et les soldats libérés. Arago parlemente place du Panthéon ; « Monsieur Arago, lui rétorque-t-on, vous êtes un brave citoyen ; nous sommes pleins de respect pour vous mais vous n'avez pas le droit de nous faire des reproches, vous n'avez jamais faim, vous ne savez pas ce que c'est que la misère. » Arago charge alors à la tête d'un bataillon.

Pendant ce temps, l'Assemblée joue la comédie de la sérénité, discutant du rachat des chemins de fer, ou de l'organisation du crédit national. Falloux vient lire posément un rapport sur la dissolution des Ateliers nationaux et se fait applaudir. Quelques récits de l'extérieur circulent sur les bancs, et le soir, à la reprise de séance, l'Assemblée se fait nerveuse. Considérant, qui parle de concessions, se fait huer : « A l'ordre, crie-t-on, il n'est permis de parler ainsi qu'après la victoire. » Beaucoup d'agitation inutile ; trois représentants ont été mortellement blessés. Cavaignac, dans les mains de qui la Commission exécutive avait concentré les pouvoirs militaires, apparaît vers minuit et jette quelques paroles rassurantes.

Le beau travail de Cavaignac

Le 24 juin, vers 10 heures, la Commission exécutive qui s'accrochait à son poste est renversée. L'Assemblée confie « au patriotisme du général Cavaignac tous les pouvoirs civils et militaires ». Alors, dit Henri Guillemin, Cavaignac lâche ses régiments et déchaîne ses canons.

On se bat au faubourg Saint-Denis, au faubourg Poissonnière, dans les chantiers de la bibliothèque Sainte-Geneviève, dans l'hôpital Lariboisière en construction. Le Panthéon est pris par la troupe. La place Maubert cède bientôt. On se bat désormais par tous les moyens. Les ouvriers font venir leurs femmes et leurs enfants : « Puisque nous ne pouvons plus les nourrir, il vaut mieux qu'ils meurent avec nous. »

Au soir, la voix de l'artillerie domine nettement le bruit du combat. Cavaignac lance une proclamation : « Ouvriers... venez à nous comme des frères repentants et soumis à la loi, et les bras de la République sont tout prêts à vous recevoir. » En fait ceux qui se rendent sont, soit massacrés, soit conduits à l'Hôtel de Ville où ils sont enfermés dans un caveau avec de l'eau à mi-corps ; des mobiles tirent au hasard par les soupiraux ; ils restent là, morts ou vivants, mêlés dans l'eau bourbeuse. Un simulacre de tribunal militaire achève le reste.

Le lendemain, dimanche 25, les troupes attaquent de nouveau. A la barrière de Fontainebleau, le général Bréa, venu pour parlementer, est gardé prisonnier sur parole, puis massacré dans des conditions restées obscures. Le Marais et le faubourg du Temple résistent longtemps ; le général Négrier

y est tué. Mais peu à peu l'insurrection est refoulée vers les barrières et n'occupe plus que le faubourg Saint-Antoine ainsi que l'extrémité du faubourg Poissonnière. Après une résistance héroïque, le clos Saint-Lazare tombe aux mains des troupes.

Dans la matinée du lundi 26, seul le faubourg Saint-Antoine résiste encore. Ses défenseurs s'étaient emparés de la caserne de Reuilly, mais ne peuvent y rester. Falloux envoie un billet à son ami Rességuier : « La victoire marche, mais à coup de victimes ! On ne peut se figurer la rage de ces cannibales. L'archevêque a été leur porter des paroles de paix et il a reçu une décharge presque à bout portant : il se meurt à l'heure où je vous écris. » En vérité, Mgr Affre, venu à l'entrée du faubourg Saint-Antoine dans l'espérance d'arrêter la lutte, avait été frappé d'une balle dans le dos, tirée par un mobile. Les insurgés l'avaient relevé et soigné aux Quinze-Vingts. Il mourut le lendemain. La presse de l'ordre ne manquera pas d'en faire un martyr des « cannibales ».

Des insurgés font proposer un accord à Cavaignac, mais ce dernier est maintenant intraitable et veut la victoire complète. Les munitions manquent partout chez les insurgés. La troupe donne le dernier assaut. A 11 heures, le peuple capitule. Proclamations et félicitations aux troupes victorieuses : Soldats de tout rang, « tout le monde a glorieusement rempli son devoir ! »

La répression

On ne fera jamais le recensement de toutes les horreurs qui ensanglantèrent ces quatre jours. Sans doute y en eut-il de part et d'autre. Aux yeux et au su de tous, les gardes mobiles se surpassèrent en cruautés gamines et sadiques. Et par contre Renan, peu suspect de démagogie, écrit à sa sœur Henriette : « J'ai vu de près les insurgés. Nous avons passé un jour et une nuit entre leurs mains et je peux dire qu'on ne peut désirer plus d'égards, d'honnêteté et de droiture, et qu'ils surpassent infiniment en modération ceux qui les combattaient. » La presse conservatrice n'eut de cesse d'accabler les insurgés des méfaits les plus invraisemblables ; les journaux lus par « toute la saine partie de la population » rivalisent à qui rapportera le trait de cruauté le plus abominable. Mérimée s'en fit le complaisant narrateur.

La bataille terminée, commencent les tueries. Personne ne connaîtra le bilan des horribles chasses à l'homme où les mobiles font des cartons sur les insurgés qui essaient à la faveur du soir de gagner la campagne. Pendant huit jours les environs de Paris sont battus en tous sens. Les atrocités commises dans le souterrain des Tuileries au bord de l'eau, dans les caves du Palais national, de l'Hôtel de Ville et de l'Ecole militaire resteront longtemps dans les mémoires.

La répression officielle s'ajoute au reste. Plus de 25.000 arrestations, dont 11.000 maintenues. Conseil de guerre pour les chefs (ainsi que pour les forçats libérés, mais on n'en trouva pas), « transportation » (1) pour les autres. Baude, qui s'était fait fort de trouver 18.000 repris de justice dans les Ateliers nationaux, écrit dans la **Revue des Deux Mondes** qu'il « n'imaginait pas que les flancs de Paris recélassent des bêtes féroces professant comme une religion le pillage, le viol et l'incendie... Honte et mépris à qui, cherchant une basse popularité, fléchirait devant la gravité de ses devoirs et laisserait après cette leçon Rome exposée à redevenir la proie des hordes d'Attila ! » Vite « une bonne et sévère justice que le pays attend pour se rasseoir après tous ces crimes impunis qui ont troublé sa sécurité. » **Le Correspondant** dit Ouf ! et profuse les actions de grâces.

On ne s'imagine pas à quel point les possédants avaient eu peur, peur sans laquelle ne s'explique pas la cruauté de la répression. « Le prolétaire n'existe plus, on l'a jeté à la voirie », dit Proudhon.

Trois mois après, Thiers constatera avec satisfaction à la tribune : « L'ouvrier est aujourd'hui plus riche et plus heureux qu'il ne l'a jamais été ». Vraiment, c'est le mot de la fin.

L'échec républicain ne tardera pas à suivre l'échec socialiste ; par contrecoup, les journées de Juin contribueront à faire plébisciter l'Empire.

De juin 1848, date la sécession du prolétariat hors de la nation : « Désormais, le peuple sera seul acteur du drame révolutionnaire et il ne le jouera qu'à son heure. »

Pierre MAD.

(1) La déportation exigerait plus de formes légales.

Terreur à Madagascar

Une fois de plus, le silence est remarquablement organisé sur de tragiques événements coloniaux.
Une terreur digne du Guépéou et de la Gestapo règne sur un territoire français et les Français n'en savent rien !
« La Table Ronde » de juin 1948, sous la signature de M. Roger Stéphane, laisse cependant filtrer quelques rayons de lumière.

« ...On se souvient peut-être qu'il y a juste un an, un soulèvement provoqua la mort d'une centaine de Français et de plusieurs milliers de Malgaches. D'incontestables atrocités furent commises par les insurgés. Toutefois l'accusation reconnaît elle-même qu'ils avaient ordre de ne tuer que les Français qui résistaient, de s'emparer des autres, et d'épargner les femmes, les enfants, les missionnaires et les étrangers.

« Il n'entre pas dans mon dessein ni de retracer la chronologie de ces douloureux événements, ni de me livrer à une critique de la peu vraisemblable version qu'en a donnée en son temps le ministre de France d'outre-mer. Toujours est-il que quelques jours après le retour au calme, des parlementaires et conseillers municipaux malgaches, des militants du Mouvement démocratique de rénovation malgache, ont été arrêtés et soumis à des interrogatoires qui, eux, me paraissent fort importants. Il semble que l'on ait voulu ménager les députés. On ne sait jamais, ils pouvaient un jour rentrer à Paris et parler. Mais les autres accusés furent soumis aux plus abjectes tortures, aggravées par les plus inadmissibles procédés judiciaires : certains furent passés à la baignoire, d'autres, complètement ficelés, furent traînés par les pieds tout le long d'escaliers, leur tête heurtant chaque marche, après quoi, épuisés, la police les conduisait devant le juge d'instruction : et si là leurs aveux n'étaient pas jugés satisfaisants, le magistrat les remettait entre les mains de la police...

« ...En décembre 1947, 75 accusés, âgés pour la plupart de 19 à 25 ans, ont comparu devant le tribunal militaire de Tananarive. Dès l'ouverture des débats, ils ont demandé au président de ne pas tenir compte des aveux qu'ils avaient faits sous les pires tortures. Le président, officier scrupuleux, déclara qu'il le savait et qu'il ne tiendrait aucun compte de ces aveux. A l'audience suivante, il fut remplacé par un magistrat plus docile. A la fin des débats le commissaire du gouvernement requit sept condamnations à mort. Le tribunal en prononça dix, auxquelles s'ajoutent dix-neuf condamnations aux travaux forcés à perpétuité. Et M. de Chevigné semble se féliciter sans rire qu'il n'y ait plus que 300.000 rebelles dans l'île... »

LIVRES — REVUES — JOURNAUX

LE CRAPOUILLOT. — Histoire de la guerre 1939-1945 (Tome I), par **J. Galtier-Boissière** et **Ch. Alexandre.**

A ceux qui pensent que nous roulons toujours plus rapidement sur la pente du totalitarisme, la réapparition du **Crapouillot** semblera peut-être comme un coup de frein ralentissant la descente. On annonce quatre tomes consacrés à l'Histoire de la Guerre de 1939-1945, rédigés par J. Galtier-Boissière et Ch. Alexandre. Le premier est offert au public depuis quelques semaines. La période qui l'embrasse s'arrête au déclenchement du 9 mai 1940, à la ruée hitlérienne sur la Belgique et la Hollande. Mais les auteurs remontent en deçà de la déclaration de guerre, même de Munich (1938), jusqu'à Versailles 1919.

La méthode de Galtier-Boissière n'a pas changé.

On a parlé de « vulgarisation ». Si le terme implique une action sur le grand public, une pénétration facile dans certains cercles fermés aux ouvrages de documentation trop lourde... il exprime sans nul doute la préoccupation majeure de J. Galtier-Boissière.

Mais cette vulgarisation n'est pas ici flatterie des tendances du client probable. Si l'on peut discuter les opinions des auteurs, quant aux causes des événements, les documents qu'ils présentent paraissent d'un authenticité facilement contrôlable. Sur Versailles, sur Munich, sur le déclenchement et le déroulement de la guerre en 1939 et en 1940, sur la politique soviétique... pas mal de légendes et de déformations sont heureusement détruites.

Il était plus difficile de décrire l'action pacifiste à laquelle nous avons participé en 1938 et en 1939 — car l'essentiel n'est pas dans ce qui a été imprimé. Je peux donc apporter deux rectifications, sans mettre en cause un seul instant la bonne foi et l'honnêteté des auteurs.

« Tous les juifs n'étaient pas bellicistes », lit-on à propos d'un appel des femmes pacifistes lancé en 1938. Et pour le prouver, on relève le nom d'Yvonne Hagnauer. Celle-ci n'est pas juive

Une autre rectification est beaucoup plus importante. On parle des pacifistes de gauche, groupés autour de Delmas, des instituteurs, et Giroux, des postiers, qui faisaient antichambre chez Bonnet et de Monzie. Dommage que d'honnêtes pacifistes apportent ainsi leur contribution à la besogne de dénigrement du pacifisme. Je signale à Galtier-Boissière, amicalement, que Delmas s'est expliqué sur ses relations avec Bonnet dans un discours prononcé au congrès des fonctionnaires de mars 1939 et publié in-extenso dans **l'Ecole Libératrice.** Je lui signale en outre que le bureau du Syndicat des instituteurs s'est réuni le lundi 26 septembre 1938, que Delmas, qui rentrait de vacances le matin même, n'avait certainement vu ni Bonnet, ni de Monzie, que c'est **unanimement** que nous nous sommes décidés à une intervention publique et que Delmas était certainement l'un des plus hésitants d'entre nous.

Les auteurs font allusion au fameux tract « Paix immédiate » diffusé en septembre 1939. Ce qu'ils disent est exact. Nous aurons peut-être l'occasion de nous expliquer plus longuement à ce sujet. Comme ils font allusion à la mise hors de cause d'illustres signataires : Déat, Alain, Victor Margueritte, Léon Emery, etc..., précisons que nous fûmes neuf à ne pas bénéficier d'un non-lieu en 1940 : Germaine Decaris, Félicien Challaye, Giroux, Charlotte Bonnin, Vivès, Henry Poulaille, Hélène Laguerre, Yvonne Hagnauer et moi. Nous fûmes traduits en juin 1942, devant un tribunal militaire, siégeant en zone libre, qui fut bien obligé de clore l'affaire, les faits incriminés bénéficiant de la prescription depuis octobre 1940. Sous Pétain comme sous Daladier, nous n'avons donc — nous, les humbles ! — bénéficié d'aucune faveur politique. Ajoutons que pendant toute cette période, deux autres signataires, Lecoin et Louzon, étaient internés par « mesure administrative » !

R. H.

Fernand Planche DUROLLE, roman (Editions S.L.I.M.).

Un roman — mais est-ce bien un roman ? — qui se passe parmi les couteliers des environs de Thiers. C'est l'histoire d'un enfant, tôt orphelin, d'abord de père, puis de mère et qui, élevé par ses grands-parents maternels, est mis en apprentissage dans un « rouet » de couteliers.

Planche a certainement des qualités de conteur. Il fait vivre quelques ouvriers à la fois consciencieux et grands buveurs de vin de Limagne, du temps où le travail se faisait tout à la main. Il montre en quelques petits tableaux, à travers de bonnes blagues, les coutumes locales et les passions politiques d'avant 1914. Dommage qu'il ait trop de digressions et surtout que Planche n'ait pas résisté à la tentation du ton propagande, il doit pouvoir s'en dégager. Tel quel, **Durolle** se lit d'un trait, non sans plaisir. La suite, annoncée, se lira mieux encore, sans doute.

André Perrin : LES GREVES POLITIQUES DE NOVEMBRE-DECEMBRE 1947 (Editions de la République Moderne, prix 30 fr.).

Cette brochure retrace l'histoire des grèves de novembre et décembre dernier. Un peu sèchement peut-être, mais il faut lui savoir gré de rassembler documents et récits des faits. Elle montre les origines dans l'émeute de Marseille du 12 novembre, faisant suite aux manifestations contre l'augmentation des tarifs des tramways, dans l'affaire Delfosse, ce représentant communiste du ministre de la Production Industrielle remplacé au Conseil d'Administration des Charbonnages et dans les grèves de la métallurgie parisienne. Elle suit le déroulement de l'agitation, grèves généralisées du 19 au 29 novembre, résistance de Force Ouvrière, constitution du Comité National de Grève, projet gouvernemental visant la grève, déraillement d'Arras avec 20 morts, incidents de Valence avec deux morts, l'effritement de la grève et l'ordre de reprise donné le 9 décembre.

Cet historique aurait gagné à être précédé de quelques pages le situant dans son cadre, montrant le malaise ouvrier utilisé et exploité pour répondre aux consignes de grabuge données par Molotov. Citons la conclusion de A. Perrin : « En novembre-décembre 1947, le syndicalisme français a sans doute connu le plus grand péril qu'il ait jamais connu. S'il y avait succombé, la liberté serait morte pour lui. Nous serions déjà une République populaire. Mais le syndicalisme a été sauvé, il a été sauvé par la réaction spontanée des masses travailleuses qui, retrouvant leur bon sens inné par delà les slogans dont on les avait abreuvées, ont su dire non avec le courage nécessaire. Une partie des syndiqués n'a pas compris où était la véritable voie de l'indépendance et de la dignité. Mais d'autres, qui n'étaient pas syndiqués ou qui ne l'étaient plus, ont vu leur devoir.

Anton Ciliga : LENINE ET LA REVOLUTION (Cahiers de Spartacus, prix 35 fr.).

On sait la valeur du témoignage apporté sur la Russie, juste avant la dernière guerre, par notre ami, le militant yougoslave Ciliga, avec son livre « Au pays du grand mensonge ». C'était le résultat de dix années vécues là-bas, une bonne partie en prison.

Ciliga continue à dégager la leçon de sa propre expérience. Il rapporte et poursuit une discussion entamée là-bas avec ses camarades de déportation : le bolchévisme devait-il obligatoirement aboutir au totalitarisme stalinien ? Après avoir beaucoup hésité, Ciliga répond affirmativement. Sa thèse est fortement appuyée ; si elle n'emporte pas la conviction, elle a le mérite d'obliger à réfléchir plus profondément qu'on ne le fait d'habitude sur des problèmes de cette importance. Je ne crois pas, par exemple, que l'opposition ouvrière représentait, non pas les intérêts du prolétariat, mais ceux de la bureaucratie syndicale. Mais Ciliga a pleinement raison de dire que toutes les questions posées par la Révolution russe « ont une importance mondiale, non seulement à cause de la Russie elle-même, mais aussi à cause de l'expérience russe, ce sommet d'une expérience qui couvre les trois Internationales ouvrières et qui remonte aux origines du mouvement prolétarien européen, à l'insurrection des canuts lyonnais ».

Du Communisme au catholicisme, par Douglas Hyde ex-redacteur du « Daily Worker » de Londres, (« Témoignage Chrétien », des 28 mai, 4, 11 et 18 juin).

On se rappelle que Louis Budenz, le directeur du « Daily Worker » américain, se convertit brusquement au catholicisme, il y a deux ou trois ans. Même chose vient de se produire en Angleterre avec Douglas Hyde, l'un des principaux rédacteurs du « Daily Worker », le quotidien communiste de Londres. Ce double événement donne à penser. Est-il particulier aux pays anglo-saxons ? Marque-t-il une révolte de la pensée contre une conception sèche et glacée, contre la faillite d'un mouvement ? Ce qui parait certain, c'est que ces conversions ne sont pas dues à de bas sentiments vénaux. Alors, pourquoi ces hommes — qui ne s'étaient tout de même pas égarés par hasard dans nos rangs — sont-ils projetés un jour loin de tout mouvement révolutionnaire ?

La dernière cause du détachement du communisme, par Douglas Hyde, fut la fondations du Kominform et la campagne contre le plan Marshall.

« La vie devenait intenable pour moi au « Daily Worker ». Pendant plusieurs années, j'avais dirigé les campagnes de propagande du journal en faveur d'une production accrue, remerciant le ciel que cela, au moins, ait été une chose à laquelle je pusse croire dans la politique du journal.

« La fondation du Kominform mit un terme à tout cela. Soudain, notre campagne s'arrêta et nous commençâmes à dire à nos lecteurs, que le rendement accru ne servait plus que l'impérialisme du dollar.

« Je connaissais la raison véritable de cette volte-face : les chefs du parti en Europe Orientale étaient inquiets des conséquences possibles de leur refus d'accepter le plan Marshall ; il était à présent du devoir des autres partis communistes de contribuer à abaisser les niveaux de vie de l'Occident et de donner ainsi à l'Est l'apparence d'une prospérité relative. »

LES FAITS DU MOIS

JEUDI 3 JUIN. — L'U.R.S.S. réduit de moitié la dette de la **Finlande envers elle.**

SAMEDI 5 JUIN. — Signature à **Saïgon** d'un accord entre la France et le général Xuan qui prétend représenter le Viet-Nam.

LUNDI 7 JUIN. — A **Prague**, démission du président Benès.

Près de 50 morts et 60 blessés, au cours de bagarres sanglantes à Oudjda et à Djerada (Maroc).

MARDI 8 JUIN. — Moscou réduit de 50 % les dettes de la **Hongrie** et de la **Roumanie.**

MARDI 15 JUIN. — Ho-Chi-Minh au nom du Viet-Nam condamne l'accord réalisé avec le général Xuan.

MERCREDI 16 JUIN. — A **Clermont-Ferrand**, violentes bagarres lors de l'évacuation par la police des usines Bergougnan — suivies de grèves de solidarité.

JEUDI 17 JUIN. — L'Assemblée **Nationale** accepte par 300 voix contre 286 les **recommandations de Londres** relatives à l'organisation de l'Allemagne de l'Ouest.

MERCREDI 23 JUIN. — A **Berlin**, suspension par les autorités soviétiques de tout trafic entre leur zone et celles des alliés.

JEUDI 24 JUIN. — Le général Clay déclare à **Berlin** que les Russes ne pourront chasser les Américains de Berlin que par la guerre.

A **Washington**, le Congrès républicain désigne Thomas Dewey comme candidat à la présidence.

A **Jérusalem**, dissolution et liquidation de l'irgoun par l'armée d'Israël.

LUNDI 28 JUIN. — Le **Kominform** condamne Tito et les communistes Yougoslaves.

MARDI 29 JUIN. — Les dirigeants **yougoslaves** rejettent les accusations soviétiques.

MERCREDI 30 JUIN. — Les derniers soldats anglais quittent la Palestine.

FAITS et DOCUMENTS

Pourquoi Jan Masaryk s'est tué

Combat du 23 juin a publié une lettre adressée à Staline par Jan Masaryk quelques heures avant sa mort. Cette lettre constitue un document remarquable qui témoigne d'une réelle grandeur, mais qui éclaire aussi brutalement la naïveté exagérée des hommes politiques tchécoslovaques et la duplicité de la politique russe :

Palais Czernin. Prague, le 9 mars

Monsieur le Maréchal

Je me suis décidé à écrire cette lettre au dernier moment après avoir pris irrévocablement la décision que je vais exécuter dans quelques heures.

Je sais qu'on en discutera beaucoup, mes amis aussi bien que mes ennemis : le suicide n'est pas l'arme d'un homme politique à moins qu'il ne sanctionne un échec complet de son action ou ne rachète un déshonneur public provenant de cet échec. Je ne parle pas des criminels de guerre, de Hitler, de Gœring, de Goebbels, de Himmler et d'autres qui ont voulu éviter par là une peine capitale punissant leurs crimes. Mais Clemenceau lui-même, cet homme de granit et d'acier, portait sur lui du poison et avait décidé d'en user si les Allemands avaient battu l'armée française dans la terrible période de 1917-1918. Napoléon aussi avala du poison à Fontainebleau, ce poison avarié qu'il conservait depuis la campagne de Russie, pour éviter d'être capturé vivant par les partisans cosaques, dont le chef, l'ataman Platoff, avait juré de le pendre haut et court sur un bouleau russe pour effacer la souillure d'une invasion étrangère...

Je ne suis pas de la même étoffe que Clemenceau et jamais l'idée de me suicider pour des raisons politiques n'est venue à mon esprit. J'ai vécu sous le régime parlementaire où les échecs sont choses aussi normales que les succès et sont, les uns et les autres, amortis par l'ambiance d'une lutte âpre certes, mais sans ce dramatisme outrancier typique aux régimes totalitaires ou aux périodes de guerre. Pourtant, j'ai pris aujourd'hui ma résolution, fermement et sans aucune hésitation. J'en ai parlé au président Benès lors de notre dernière conversation, qui fut, je voudrais vous le montrer, le point final d'une réflexion longuement mûrie par un homme qui croit nécessaire son sacrifice et non pas la conséquence d'une crise de neurasthénie passagère.

Déjà, au temps de ma jeunesse, mon père m'avait appris qu'une Tchécoslovaquie indépendante ne pourrait jamais exister sans le soutien direct et efficace de la Russie contre les vagues de la mer germanique. Cette notion s'était ancrée profondément en moi, aussi profondément que dans la majorité des hommes politiques tchèques. Nous avons toujours pensé que nous, les Tchèques, nous ne pourrions avoir confiance en aucun pays, sauf la Russie, pour nous défendre contre le germanisme. Munich a dégrisé ceux d'entre nous qui croyaient encore à une solidarité agissante de l'Angleterre. Mes contacts personnels avec les hommes d'Etat américains m'avaient prouvé que les Etats-Unis sont aussi éloignés que l'Angleterre de comprendre que la défense de la Tchécoslovaquie contre le germanisme constitue une des garanties les plus efficaces de la paix mondiale.

En 1920, alors que les troupes soviétiques, commandées par le maréchal Boudienny, approchaient de Lwow, mon père et Edouard Benès convoquaient votre ambassadeur Mostovenko, pour lui faire une importante déclaration : ils l'avertissaient que du jour où les troupes russes occuperaient la Galicie orientale, notre Etat céderait à la Russie la province tchécoslovaque de la Russie subcarpathique avec la ville d'Uzhorod, en gage de sympathie, et que nous serions prêts à signer immédiatement un traité d'alliance avec vous. Pourtant, vos troupes combattaient à cette époque avec l' « Internationale » à la bouche...

Et, déjà, en 1914, les soldats tchèques de l'armée autrichienne se rendaient en masse, lors des combats avec l'armée russe. Pourtant, nous vivions en Autriche sous un régime presque parlementaire tandis que les troupes russes se battaient pour un tsar, autocrate et despotique. Mais, c'étaient les Russes, nos frères aînés !...

Je me souviens de notre récente rencontre à Moscou, pendant la dernière guerre après la signature de notre traité d'alliance. Vous m'avez dit, alors, que l'U.R.S.S. continuerait la politique traditionnelle de la fraternité slave et que la Tchécoslovaquie ressuscitée n'aurait plus à craindre une récidive de l'offensive germanique.

Je n'oublie pas ma collaboration avec M. Molotov à San Francisco lorsque je lui disais franchement que je pouvais n'être pas d'accord avec certaines propositions de votre délégation, mais que l'amitié de votre pays constituait la base essentielle de notre politique extérieure et que nous vous suivrions toujours. Vous m'en avez remercié, alors, par une lettre personnelle que j'ai gardée précieusement comme une preuve de notre collaboration sincère et amicale.

Je n'ai mis aucun obstacle pour transmettre à l'U.R.S.S. la Russie subcarpathique. Au contraire, j'ai été heureux de pouvoir accomplir un geste que mon père voulait réaliser dès 1920.

J'ai accéléré, autant qu'il était en mon pouvoir, la cession à votre pays par la Tchécoslovaquie des mines d'uranium de Bohême, pour vous montrer clairement que dans n'importe quel conflit armé où serait engagée l'U.R.S.S., nous nous trouverions à ses côtés.

Enfin, plus récemment, je n'ai pas hésité à suivre les indications de M. Molotov lorsqu'il s'est agi d'accepter ou de refuser les crédits américains, en déclinant cette aide et en donnant, ainsi, de nouveau, une preuve tangible que la politique extérieure de mon pays s'alignait fidèlement sur les intérêts de l'U.R.S.S.

Dès le début de la dernière crise gouvernementale, j'ai voulu connaître votre opinion personnelle sur les demandes du parti communiste tchèque. Vous avez été assez aimable pour m'adresser une lettre amicale et envoyer M. Zorine, en réponse à mes questions. Je vous ai su gré de votre franchise et de la sincérité avec lesquelles vous avez traité certaines questions très délicates. Vous m'avez expliqué que l'U.R.S.S. avait besoin, par mesure de sécurité préventive, d'avoir à Prague un gouvernement fort et totalement fidèle à l'esprit et à la lettre de l'alliance russo-tchèque.

M. Zorine m'a expliqué que vous aviez une confiance illimitée dans le président Benès, et surtout en moi mais que notre Assemblée Nationale était pleine de traîtres et d'ennemis jurés de l'U.R.S.S. qui voulaient organiser un coup d'Etat et modifier complètement la politique extérieure de notre pays en provoquant un conflit russo-américain, à la faveur d'une guerre civile en Tchécoslovaquie. Certains renseignements transmis par Zorine étaient réellement alarmants, bien que je n'aie pu admettre toutes ses allégations.

En tout cas, vous avez posé la question clairement en indiquant que les demandes du parti communiste ne visaient aucunement la soviétisation de notre pays, mais qu'il voulait tout simplement accomplir son devoir envers la patrie et envers la solidarité slave. M. Zorine m'adjura d'appuyer M. Gottwald dans ses démarches auprès du président Benès et je ne peux oublier sa voix grave et suppliante quand il me dit qu'il fallait absolument que le fils de Masaryk sauve la Tchécoslovaquie, la solidarité slave et la paix mondiale en aidant à préserver ce pays d'une guerre civile. Il avait ajouté que mon refus signifierait l'échec de votre politique panslave et pourrait provoquer des changements profonds dans l'orientation de toute votre politique étrangère.

Je me suis rendu à vos arguments et j'ai appuyé Zorine auprès du président Benès, après qu'il m'eut donné l'assurance, formelle et écrite, que le parti communiste n'abuserait pas de la situation pour s'emparer intégralement du gouvernement et appliquer dans notre pays des principes politiques et économiques totalement étrangers à notre peuple et à toute son histoire. Vous savez bien que mon appui a joué un rôle décisif et qu'après ma démarche, le président Benès a donné son consentement formel à la formation du nouveau gouvernement Gottwald, préservant ainsi le pays de la guerre civile et de la rupture avec l'U.R.S.S.

J'avais engagé toute ma responsabilité morale devant le président et devant ma patrie.

Or, j'ai vite compris que le parti communiste n'a nullement l'intention de tenir les promesses qui m'ont été faites. Le gouvernement légal ne signifie plus rien dans ce pays. Nous sommes dans un régime où les « comités d'action » font la loi. On procède à l'arrestation de gens dont la seule faute est d'avoir combattu le parti communiste avant la guerre. Ils sont jetés en prison, bien qu'ils soient souvent des amis fidèles de la Russie et partisans d'une alliance totale et entière avec elle. Dans mon propre ministère, un comité d'action annule mes décisions et donne des ordres à mes fonctionnaires. Nous sommes ainsi en plein régime soviétique, avec cette différence que les soviets s'appellent des « comités d'action ».

La liberté n'existe plus en Tchécoslovaquie, elle est remplacée par l'oppression qu'un parti exerce sur tous ses adversaires politiques pour préparer l'armature dun nouvel Etat policier et autoritaire.

Je sais que vous n'avez pas la même notion que moi de la liberté. Dans votre pays, les nécessités strictement matérielles priment tout. Mais, ici, nous sommes habitués à un régime qui n'a rien de commun avec le régime policier qu'on est en train d'organiser en Tchécoslovaquie. Je reçois des dizaines de lettres de mes amis, qui me reprochent d'avoir aidé à l'installation de ce régime, d'avoir trahi toute l'œuvre que mon père avait faite pour ma patrie. Lors de ma dernière conversation avec le président Benès, il m'a reproché de m'être fié aux promesses de M. Zorine, qu'il m'avait faites en votre nom.

J'aurais pu évidemment crier tout haut ma faute, donner avec éclat ma démission, entreprendre la lutte contre le gouvernement Gottwald et contre sa politique. Mais ce serait aussi une lutte contre votre gouvernement, le gouvernement légal de la Russie ! Le fils de Masaryk ne pourra jamais combattre le gouvernement qui dirige la Russie, il ne pourra jamais donner le moindre prétexte aux ennemis de la Russie qui guettent vos fautes et vos erreurs pour mieux les utiliser contre le berceau des peuples slaves...

Je ne suis pas le seul ici à avoir été trompé par les assurances de Zorine ; je ne suis pas le seul qui renonce à la lutte pour son idéal de liberté, si cette lutte doit l'obliger à combattre la Russie. Nous sommes des milliers et des milliers d'intellectuels sans lesquels vous ne pourrez jamais construire le bastion de votre défense en Europe centrale, renforcer, en le rendant imprenable, le quadrilatère de Bohême, sans lequel toute vos mesures de sécurité préventive se révéleront, un jour, inefficaces ; car, lorsque viendra le moment d'un danger mortel pour votre pays, et pour tous les Slaves, vous n'aurez ici, qu'un gouvernement haï par le pays, méprisé par son élite, un gouvernement qui ne s'appuiera que sur les baïonnettes de sa police et de sa gendarmerie.

Je ne peux pas vivre sans la liberté. Je ne peux pas lutter pour elle, car Jan Masaryk ne peut pas combattre, même indirectement, la Russie et son gouvernement. Je me considère comme le dépositaire de vos promesses que j'ai transmises à Benès, comme un otage, devant ma propre conscience, de leur exécution.

Il ne me reste qu'à mourir, à mourir en silence pour éviter que mon acte ne serve de prétexte à ceux qui voudraient provoquer une guerre civile en Tchécoslovaquie.

Vous avez encore le temps de faire cesser la politique de soviétisation de mon pays. Dépêchez-vous, car bientôt il sera peut-être trop tard.

Essence « dirigée » vers le marché noir

Le scandale de l'essence revient périodiquement sur l'eau. Chaque fois il revient un peu plus criant, comme en témoigne un article du *Figaro* du 19 juin :

Les importations d'essence atteignent déjà, nous dit-on, presque le tonnage d'avant guerre, et le nombre des voitures en circulation a diminué d'un tiers,

et il n'y a pas d'essence pour cette circulation réduite. Les besoins accrus de l'industrie expliquent, paraît-il, cette anomalie.

Ne sommes-nous pas plutôt en présence d'un des aspects de ce mystère général, qui intrigue tout le monde ? Dans presque tous les domaines, agricoles ou industriels, la France dispose en 1948 d'une quantité de produits presque égale, et quelquefois supérieure, à celle de 1938 ; et pourtant, qu'il s'agisse de beurre, de lait, de pneumatiques ou d'essence, ce qui était avant la guerre à la portée de tout acheteur doit être aujourd'hui jalousement réservé à des catégories privilégiées.

En ce qui concerne l'essence, l'énigme est particulièrement irritante. Car, enfin, ce n'est pas un accroissement des importations que réclament les usagers. Il suffit d'ouvrir les yeux, au centre de Paris dans l'après-midi, ou le dimanche sur la route, pour voir que l'essence est là et même qu'elle coule à flots. Qui oserait dire qu'il s'agit seulement de voitures officielles, d'industriels ou de médecins qui circulent pour leur travail ?

La vérité est que l'essence existe pour tous ceux qui ont les moyens de la payer, au marché noir, cent dix ou cent vingt francs le litre.

...Nous sommes donc en présence d'une illégalité d'espèce particulière, d'une illégalité au grand jour, d'une illégalité tolérée, d'une illégalité presque légale. L'Etat, qui contrôle toute l'importation de l'essence, admet fort bien que roulent, toute la journée, des voitures auxquelles il ne donne pas d'essence. Il admet qu'une moitié de la circulation automobile française soit entretenue par un système de distribution illégal dans lequel le prix du carburant est porté de 27 à 110 ou 120 francs le litre.

Exagérons-nous, en disant : « une moitié » ? Dans les milieux officiels, on évalue le chiffre des prioritaires à 700.000, ce qui doit être exact ; on évalue le chiffre de ceux qui utilisent uniquement l'essence « noire » à 300.000. Mais, d'autre part, les techniciens estiment que 1.200.000 voitures circulent en France (contre 1.800.000 en 1938) ; et les prévisions concernant l'attribution de 40 litres pour l'été aux non-prioritaires concernent 30.000 mètres cubes, ce qui fait beaucoup plus de 300.000 bénéficiaires. Si l'on note qu'un bon nombre de prioritaires complètent leur attribution mensuelle par quelques dizaines de litres d'essence achetée au prix fort, on admettra qu'en affirmant qu'une moitié de l'essence destinée aux voitures passe par le marché noir, nous devons être assez près de la vérité.

...Ce que le public demande, ce n'est pas que la France, déjà si pauvre en devises, accroisse inconsidérément ses achats d'essence à l'étranger : c'est qu'une dîme de 70 francs par litre cesse d'être prélevée sur la moitié de l'essence dont la France dispose effectivement.

Trois griefs contre le gaullisme

Dans une lettre à la *République Moderne* (juin), Fernand Gouttenoire de Toury, explique pourquoi il a reculé à donner son adhésion à un « Comité pour la défense des droits de l'homme, la réparation et l'amitié », parce que quelques noms de chefs gaullistes figurent parmi ses promoteurs :

Je considère que, si de tous les pays de l'Occident, le nôtre est le plus affaibli parce que le plus divisé, c'est la faute avant tout du général de Gaulle et de son état-major.

A ce mouvement, parmi beaucoup d'autres, je fais trois griefs principaux :

1° D'être fondé sur ce mensonge insoutenable que les Français qui, en mai, juin, juillet 1940, approuvaient l'Armistice, étaient de mauvais Français et des traîtres.

2° D'avoir redoré le blason des communistes en les introduisant dans le gouvernement, comme par exemple, ce François Billoux qui avait, dans une lettre respectueuse au « Maréchal », offert son témoignage à l'entreprise franco-allemande de la Cour de Riom.

3° Par-dessus tout, d'avoir organisé ces « Cours de Justice », qui, composées de partisans — contrairement au principe élémentaire du droit qui veut que, dans un procès, on ne puisse être à la fois, juge et partie — ont commis tant de crimes, semant la haine et la division entre Français.

La situation syndicale à Berlin

On ne sait guère ce que pensent les ouvriers berlinois. Nulle part on ne trouve d'information objective. Souvent même pas d'information du tout. Nous devons emprunter aux *Nouvelles internationales du mouvement syndical libre* de juin ces renseignements sur de récentes élections syndicales :

Les toutes récentes élections syndicales de Berlin ont été un brillant succès pour l'Opposition syndicale indépendante (U.G.O.) qui comprend des syndiqués démocrates de toutes tendances (social-démocrates, démocrates-chrétiens, démocrates-libéraux et syndiqués sans attaches politiques). Le succès de l'U.G.O. prend une importance particulière du fait que le vote a eu lieu pendant la période où la tension internationale à Berlin était au plus aigu. L'attitude d'intimidation de la part des chefs militaires soviétiques et l'annonce par la presse sous contrôle russe que les puissances occidentales étaient sur le point de quitter Berlin n'effrayèrent pas les travailleurs berlinois.

Le programme de l'U.G.O. réclamait un mouvement syndical indépendant, à la fois du gouvernement, de tout employeur, qu'il soit privé ou public, et des partis politiques. Il donnait son soutien au plan Marshall et demandait que la ville de Berlin soit admise à participer au plan de redressement de l'Europe. Il réclamait en outre le droit de libre négociation de contrats collectifs et repoussait toute forme de travail forcé. Il s'opposait à l'utilisation des syndicats berlinois aux fins des campagnes du parti communiste, telles que celles menées contre le plan Marshall ou en soutien du soi-disant « Congrès du peuple », qui n'est qu'une façade communiste établie par le « parti d'unité socialiste ». L'U.G.O. demandait que des mesures soient prises afin de garantir la structure et l'existence démocratiques, des organisations syndicales, y compris l'autonomie financière de tout syndicat d'industrie.

En dépit du fait que les règles d'élection facilitaient toutes sortes de manœuvres frauduleuses par la bureaucratie communiste de la Fédération des syndicats berlinois (F.D.G.B.), et malgré la pression exercée par les autorités soviétiques, les résultats connus au moment où nous mettons sous presse montrent les sympathies des travailleurs berlinois pour le programme démocratique de l'U.G.O. L'U.G.O a obtenu tous les délégués à la Conférence syndicale de la ville dans six des douze arrondissements du secteur occidental de Berlin (parmi ceux-ci, Spandau, siège des usines Siemens, et Weeding, qui était avant 1933 la citadelle la plus solide du parti communiste à Berlin). On s'attend à ce que l'U.G.O. remporte quatre autres districts de l'ouest. Les communistes ont réussi à élire, pour des raisons évidentes, les délégués des huit arrondissements du secteur soviétique et d'un arrondissement dans le secteur occidental. Dans un autre arrondissement du secteur occidental, le nombre des délégués est réparti presque également entre communistes et U.G.O. (13 communistes 12 U.G.O.). En outre, l'U.G.O. a dans toute la ville remporté la majorité dans les syndicats d'industrie suivants : Agriculture et Forêts, Employés de commerce, Techniciens et contre maîtres, Instituteurs et professeurs, Postes et communications, Chemin de fer et Services publics. Chez les Métallos, l'U.G.O. a remporté des succès splendides dans les grandes entreprises (les métallos et les travailleurs des services publics forment les deux plus grands syndicats de Berlin).

Les derniers rapports montrent que les communistes préfèrent diviser les syndicats berlinois plutôt que de reconnaître des droits aux membres qui ont donné leur vote à l'U.G.O. La réaction des chefs communistes du F.D.G.B. a mis à nu l'hypocrisie de leurs appels en faveur de l' « unité syndicale » en Allemagne. Ils ne reconnaissent qu'une unité : celle qui leur assure la domination complète et la suppression de la volonté démocratique des syndiqués.

Imprimerie S. N. I. E.
32, rue de Ménilmontant, 32

Le gérant : J.P. FINIDORI.



D'où vient l'argent ?

SITUATION A FIN JUIN

RECETTES

Abonnements ordinaires	36.940	
de soutien	3.500 =	40.440
Souscriptions		6.495
Vente brochure « Où va la C.G.T. ? »		10
Vente « R. P. »		14.795
Publicité		7.050
Divers : remboursements frais		290
Total des recettes		69.080
En caisse au 1er juin		226.592
		295.672

DEPENSES

Impression du nº de mai	47.750	
Frais divers :		
timbres, frais de bureau	2.190 =	49.940

SOLDE

En espèces	28.616	
Aux chèques postaux	217.116 =	245.732

Frais dus :

Frais dus :

Impression nº de juin	47.750	
Routage poste nº 14	941	
Routage poste nº 15	876	
Bandes	1.325 =	50.892

Nombre d'abonnés à fin juin : **1.401.**

SOUSCRIPTIONS

P. Mader (Paris), 200 ; R. Courdavault (Charente-Maritime), 200 ; R. Guilloré (Paris), 200 ; J. Gachet (Loire), 100 ; Chardy (Seine), 200 ; Dieudonné (Seine), 60 ; Ben Milad (Tunisie), 100 ; J. Meisel (Belfort), 200 ; G. Duchêne (Manche), 55 ; J. Presson (Meuse), 30 ; C. Debard (Drôme), 100 ; Teilhac (Gironde), 200 ; Mons (Seine), 200 ; Picard (Seine), 100 ; M. Collinet (Paris), 200 ; L. Mercier (Isère), 200 ; Lebedelle (Belgique), 20 ; Claude Fronty (Paris), 130 ; G. de Puytorac (A.E.F.), 50 ; Mme Duché (P.-de-Dôme), 50 ; Descarsin (S.-et-O.), 200 ; A. Royer (Loire), 50 ; J. Parmentier (Belgique), 240 ; M. Patin (S.-et-O.), 200 ; Franc (Loire), 320 ; Cohen-Scali (A.-M.), 100 ; L. Hobey (Drôme), 80 ; A.-V. Jacquet (Paris), 200 ; Talun (Paris), 200 ; P. Sirieix (Rhône), 50 ; C. Di Luccio (Alger), 200 ; M. Noé (Pyr.-O.), 100 ; L. Sestig (Eure), 30 ; R. Lapeyre (S.-et-O.), 30 ; Yvon (Seine), 200 ; G. Leroy (Paris), 200 ; M. S. (New-York), 1.500. — Total : 6.495 francs.

ABONNEMENTS DE SOUTIEN (avril, mai et juin)

Lebeau (Paris), 1.000 ; Jean Cornec (Finistère), 1.000 ; Faucier (Paris), 500 ; Autuche (Haute-Loire), 300 ; G. Maupioux (Seine), 1.000 ; Aufrère (Seine), 1.000 ; H. Bourrillon (Paris), 1.000 ; Walusinski (Paris), 1.000 ; Yvonne Hagnauer (S.-et-O.), 1.000 ; N. Rouays (Loire), 500 ; M. Chambelland (Paris), 5.000; Emile Petit (Paris), 500 ; Bastin (Seine), 1.000 ; Dwight Macdonald (Etats-Unis), 16.000 ; Merlin (Paris). 1.000. — Total : 31.800 francs.

Georges Petit (Paris), 1.000 ; Mme Gilberton (Loire), 500 ; Henri Poulet (Seine-et-Oise), 500 ; Giauffret (Alpes-Maritimes), 500 ; Albert Lulé (Sarthe), 500 ; Europe-America Groupes (New York), 14.800 ; Taragnat (Seine), 1.000 ; M. Lebon (Seine), 1.000 ; Perigeat (Paris), 1.000 ; Marius Giraud (Seine), 1.000 ; F. Charbit (Haute-Garonne), 1.000. — Total : 22.800 francs.

Salmet (Paris), 1.000 ; Volovitch (Paris), 1.000 ; Mme Gilberton (Loire), 500 ; Rosmer (S.-et-O.), 1.000. — Total : 3.500 francs.